

Cote du document: EC 2020/109/W.P.3/Rev.1
Ordre du jour: 4
Date: 19 juin 2020
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

République de l'Équateur

Évaluation de la stratégie et du programme de pays

Note à l'intention des membres du Comité de l'évaluation

Responsables:

Questions techniques:

Fabrizio Felloni

Responsable par intérim
téléphone: (+39) 06 5459 2361
courriel: f.felloni@ifad.org

Monica Lomeña-Gelis

Responsable de l'évaluation
téléphone: (+39) 06 5459 2923
courriel: m.lomena-gelis@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et relations
avec les États membres
téléphone: (+39) 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Cent neuvième session
Rome, 19 juin 2020

Pour **examen**

Table des matières

Remerciements	ii
Résumé	iii
Appendices	
I. Acuerdo en el Punto de Culminación	1
II. Informe principal – República del Ecuador Evaluación de la estrategia y el programa en el país	5

Remerciements

L'évaluation de la stratégie et du programme de pays a été réalisée sous la direction d'Estíbalitz Morrás, spécialiste de l'évaluation au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), avec d'importantes contributions de Jorge Carballo (analyste d'IOE chargé de l'évaluation), Warren Olding (portefeuille de prêts), Claudia Ranaboldo (portefeuille hors prêts), Carolina Turano, Wilson Mayorga et Andrea Heredia (contexte national), Sergio Garrido (environnement et changements climatiques) et Shaun Ryan, adjoint administratif d'IOE.

Le présent rapport rend compte des résultats d'un examen par les pairs effectué au sein d'IOE, accompagnés des précieuses contributions de Fabrizio Felloni, Directeur adjoint d'IOE, et de Kouessi Maximin Kodjo, Responsable principal chargé de l'évaluation. IOE remercie le Département de la gestion des programmes du FIDA, en particulier la Division Amérique latine et Caraïbes, le Bureau de liaison du FIDA à Lima, ainsi que l'agent de liaison à Quito pour leur fructueuse collaboration tout au long de l'évaluation.

Nous souhaitons également exprimer notre profonde gratitude au Gouvernement de la République de l'Équateur pour son soutien et sa coopération tout au long de l'évaluation. Nous le remercions de sa collaboration constructive et précieuse et aussi d'avoir coorganisé l'atelier national qui s'est tenu à Quito en janvier 2020. IOE est extrêmement reconnaissant de la collaboration exceptionnelle du Ministère de l'économie et des finances et du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, et remercie tout particulièrement les techniciens et acteurs locaux du Programme d'appui "Bon vivre" dans les territoires ruraux interrogés à plusieurs reprises tout au long de l'évaluation.

Nous remercions tous les autres acteurs clés pour leur intérêt et leur contribution active à l'évaluation.

Résumé

Contexte

1. Depuis 1978, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a approuvé des prêts pour financer un total de 10 projets en Équateur, pour un montant de 139,96 millions d'USD. L'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) présentée ci-après est la deuxième effectuée par IOE et couvre la période 2009-2019.
2. **Champ d'application.** L'ESPP évalue la performance et les résultats de trois grandes composantes du programme et de la stratégie du FIDA en Équateur: i) le portefeuille de prêts, dans lequel quatre projets ont été couverts par la présente évaluation, à savoir le Projet de développement territorial d'Ibarra-San Lorenzo (PISL), le Programme d'appui "Bon vivre" dans les territoires ruraux (PBVTR), le Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire (FAREPS) et le Projet de dynamisation de partenariats inclusifs dans les filières (DINAMINGA); ii) un total de neuf projets et activités financés par le portefeuille hors prêts (dons), qui soutient principalement la gestion des savoirs, la promotion des partenariats et le développement de la concertation sur les politiques entre le FIDA et le Gouvernement équatorien; iii) la performance des principaux partenaires (FIDA et Gouvernement).
3. **Objectifs.** L'ESPP poursuit deux grands objectifs: i) évaluer les résultats et la performance de la stratégie et du programme de pays financé par le FIDA, ii) présenter des conclusions et des recommandations en vue du futur partenariat entre le FIDA et la République de l'Équateur via l'élaboration du prochain Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui devrait être présenté en 2020.
4. Les questions clés de la présente ESPP sont les suivantes: i) quelle a été la valeur ajoutée du FIDA en Équateur compte tenu de son histoire, de son avantage comparatif et de sa spécialisation? Quels devraient être son rôle et sa contribution à l'avenir dans un contexte d'ajustements institutionnels et d'austérité économique? ii) Compte tenu du fait que l'Équateur est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure où la pauvreté sévit dans les zones rurales, quelle a été la contribution du FIDA à la réduction de la pauvreté et des inégalités en milieu rural? Dans quelle mesure le programme a-t-il permis d'obtenir les résultats relevés lors de la conception des projets et dans les COSOP? iii) Le modèle de collaboration du FIDA en Équateur a-t-il porté ses fruits? Était-il suffisamment adapté au contexte spécifique au pays et à ses besoins? Comment pourrait-il être amélioré?
5. La présente évaluation a été menée conformément aux pratiques générales énoncées dans la Politique de l'évaluation au FIDA¹, le Manuel de l'évaluation (2015)² et l'Accord sur l'harmonisation (Première partie: Critères), approuvé par le Comité de l'évaluation du FIDA en mars 2017. L'ESPP a également eu recours aux mécanismes et aux outils d'évaluation employés dans l'administration publique du Gouvernement équatorien. Le processus d'évaluation s'est déroulé en cinq étapes: i) étape préparatoire; ii) examen des documents; iii) mission dans le pays; iv) analyse et préparation du rapport; v) communication et diffusion.

Performance du portefeuille de prêts

6. **Pertinence.** Les quatre projets du portefeuille de prêts se sont avérés être bien en phase avec les politiques, stratégies et plans du Gouvernement national. Ces projets soutiennent l'actuel plan national de développement 2017-2021, notamment son objectif premier, qui est d'assurer le bien-être et l'égalité des

¹ Voir: <https://webapps.ifad.org/members/eb/102/docs/french/EB-2011-102-R-7-Rev-3.pdf>.

² Voir: <https://www.ifad.org/fr/web/ioe/evaluation/asset/39984268>.

chances de tous les citoyens en adoptant des démarches participatives et inclusives en faveur du développement économique et social et en luttant contre la pauvreté. En outre, on constate une évolution dans la conception de projets comme le FAREPS ou le DINAMINGA, avec une hausse des ressources allouées à certaines questions clés —le renforcement des capacités commerciales dans les secteurs agricole et non agricole, par exemple —qui suivent la ligne des politiques sectorielles, comme la politique en matière de culture et d'élevage (2015-2021). Ces politiques tiennent compte des enseignements tirés de projets de l'actuel COSOP, comme le PBVTR, ou du précédent COSOP, comme le Projet de développement des peuples autochtones et afro-équatoriens (PRODEPINE).

7. L'évaluation a aussi permis de constater que les principales composantes des projets étaient pertinentes et cohérentes au vu des objectifs fixés. Néanmoins, certains problèmes persistaient et devaient être traités dans le nouveau COSOP. Par exemple, il fallait résoudre la question de l'étendue, qui demeurait très large et dispersée, pour mieux se concentrer —avec différentes interventions —sur les territoires où pouvaient être promues de plus vastes synergies entre projets et l'application continue de systèmes de suivi-évaluation participatifs, davantage axés sur les résultats que sur les produits. La gestion des risques était également absente et n'était pas correctement appliquée dans la planification et l'exécution des projets.
8. **Efficacité.** Le PISL et le PBVTR ont atteint leurs objectifs et les résultats escomptés concernant: i) la transformation rurale fondée sur la diversification agricole, en appliquant des pratiques agroécologiques grâce à un meilleur accès aux actifs physiques (irrigation, par exemple) et aux facilités de prêt; ii) l'augmentation de la capacité des petits exploitants à gérer des pratiques agricoles diversifiées et la promotion de leur rôle d'entrepreneurs qui travaillent principalement pour des coopératives de transformation alimentaire. D'après les données issues de ces projets, 22 048 familles en avaient bénéficié directement au 31 décembre 2018, soit 83% des 26 500 bénéficiaires prévus au moment de la conception.
9. L'un des principaux résultats du PISL et du PBVTR a été la création de 6 563 nouveaux emplois (2 637 et 3 926, respectivement) grâce au développement de coopératives ou d'associations, ce qui équivaut à 69% de l'objectif de 9 500 emplois. Conséquence directe de leur participation à ces projets, 12 732 familles ont aussi vu leur revenu augmenter d'au moins 20%, ce qui représente près de 84% de l'objectif de chaque projet (15 200 familles). L'évaluation a montré que l'augmentation des revenus agricoles avait joué un rôle essentiel dans la création d'emplois permanents et temporaires, notamment dans le domaine des activités de récolte.
10. Néanmoins, la plupart des coopératives ne parvenaient généralement qu'à couvrir leurs frais de fonctionnement. De plus, le manque de débouchés de substitution et d'accès aux filières constituait un frein à l'amélioration de leur situation financière. En fait, la promotion des coopératives s'est en grande partie effectuée sans études de marché préalables, lesquelles auraient permis de repérer, entre autres, les marchés potentiels, les partenaires du secteur privé, les domaines et les produits prioritaires. En outre, seules quelques coopératives disposaient d'un agent comptable bien formé à la gestion financière. À ce jour, aucune approche institutionnelle incluant des entités spécialisées dans la commercialisation et le marketing, comme le Ministère de la production, du commerce extérieur, de l'investissement et de la pêche (MPCEIP), n'a été promue.
11. **Efficience.** Si les ressources allouées au PISL et au PBVTR ont permis d'obtenir de bons résultats, plusieurs problèmes persistent. En particulier, les délais entre l'approbation et la ratification des projets (15,9 mois en moyenne) et entre la ratification et le premier décaissement (13,5 mois en moyenne) demeurent très

longs. Ils sont largement supérieurs à la moyenne constatée dans la région Amérique latine et Caraïbes (9,2 mois environ pour les deux étapes). Ce problème a ralenti l'exécution des projets. De plus, les retards ont été exacerbés par des facteurs externes tels que la forte rotation du personnel gouvernemental, les changements de mandats institutionnels, les difficultés de coordination au niveau interministériel et un processus interne complexe d'approbation des projets au sein du Gouvernement équatorien. En outre, la mise en place d'une gestion intégrée des risques dans la planification et la gestion des projets n'a pas été suffisamment prise en compte.

12. Par conséquent, le PISL et le PBVTR ont été prolongés (de 15 mois au total) pour rattraper le temps perdu pendant la phase d'exécution. Néanmoins, pour les deux projets, on tarde encore à trouver un accord pour l'allocation de fonds additionnels par le FIDA d'un montant de 10 millions d'USD. Cela confirme que la gestion des risques au moyen de la concertation sur les politiques entre le FIDA et le Gouvernement n'a pas été mise en œuvre de manière efficiente ni efficace au niveau de l'institution.
13. Un aspect important a été la mise en place d'un système d'exécution des projets davantage décentralisé, qui reposait sur la création et l'utilisation d'unités de liaison territoriale et de comités locaux qui ont offert aux petits bénéficiaires la possibilité de participer aux prises de décisions avec les gouvernements autonomes décentralisés. Malgré l'étendue des domaines d'intervention, un résultat positif a pu être observé: la réduction des frais de gestion du PISL et du PBVTR (15,4% des dépenses totales des deux projets) par rapport aux projets précédents, comme le PRODEPINE (37% du budget total). Le coût d'investissement moyen par famille bénéficiaire a été plutôt satisfaisant: 3 785 USD pour le PISL (23% de plus que prévu) et 2 702 USD pour le PBVTR (11% de plus que prévu).
14. **Impact sur la pauvreté rurale.** La disponibilité des données d'impact du PISL et du PBVTR étant limitée à ce stade, l'ESPP n'a porté que sur l'impact initial. Dans l'ensemble, l'évaluation a permis de constater que l'impact initial du portefeuille de prêts avait été plutôt satisfaisant en ce qui concernait la réduction de la pauvreté rurale. Jusqu'alors, le principal impact des projets avait été leur contribution à l'augmentation de la valeur des actifs locaux des familles bénéficiaires. Par exemple, la création de systèmes d'irrigation a eu un impact positif sur la valeur économique des petites exploitations concernées, et donc sur l'amélioration de l'accès aux services financiers. En outre, cela a incité les petits exploitants à réinvestir davantage de revenus dans la consolidation et, dans certains cas, l'expansion de la diversification agricole, l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'amélioration du logement et le renforcement de la résilience par la mise en place de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte.
15. En ce qui concerne l'impact sur le capital humain et l'autonomisation sociale, le PISL et le PBVTR ont accru la capacité à gérer des systèmes agricoles diversifiés et à appliquer des principes agroécologiques. Dans certains cas, cela a incité d'autres membres de la communauté à diversifier leurs cultures, en complément de l'agriculture traditionnelle. Parmi les exemples d'autonomisation sociale au niveau des ménages, on peut citer l'augmentation des titres de propriété foncière et de l'achat de terres pour accroître la diversification des cultures, l'amélioration du logement et une meilleure éducation pour les enfants. Au niveau des communautés, les projets ont directement soutenu une plus grande participation des bénéficiaires aux prises de décisions concernant l'allocation des fonds du projet, ce qui a permis d'accroître la communication directe avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et les gouvernements autonomes décentralisés. En outre, la diversification des exploitations agricoles a eu un impact positif sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et un grand nombre de répondants ont affirmé que la réduction des intrants chimiques avait permis d'améliorer leur santé, et donc de réduire leur frais en la matière.

16. Enfin, le portefeuille de prêts a eu un faible impact en matière de concertation sur les politiques, même si les comités locaux créés ont amélioré la communication entre les communautés et les autorités locales.
17. **Durabilité des avantages.** Il a notamment été démontré que la grande majorité des familles de petits exploitants pouvaient continuer à diversifier leurs pratiques agricoles grâce aux pratiques agroécologiques. Néanmoins, étant donné que la plupart des coopératives évaluées peinaient à générer des profits, on pouvait se demander combien de temps elles pourraient maintenir leur activité sans l'aide financière et technique additionnelle promise par le FIDA.
18. Compte tenu de l'austérité financière qui règne dans le pays, on ne sait pas non plus dans quelle mesure l'amélioration de la coopération entre les communautés locales, les autorités locales et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage permettra de réaliser des investissements réguliers dans la transformation rurale. La situation est compliquée par le fait que le portefeuille de prêts ne compte généralement pas, parmi ses bénéficiaires, de partenaires à même de soutenir le développement d'activités clés comme la commercialisation, l'analyse des sols, la gestion des risques, etc. Entre autres partenaires, pourraient figurer le MPCEIP, le secteur privé et des institutions spécialisées.
19. L'absence de stratégie de retrait cohérente à l'étape de la conception du projet a conduit à un arrêt brutal du financement et à une dépendance à l'égard de ressources additionnelles pour le prolongement du projet. En fait, il semble que trop peu d'attention ait été accordée aux services agricoles, financiers et autres dont ont besoin les petits exploitants et leur coopérative pour soutenir le processus de transformation rurale et promouvoir le développement durable de l'économie locale.
20. **Innovation.** Faisant appel à des unités de planification territoriale et à des comités locaux, le mécanisme d'exécution constitue un outil novateur qui permet d'améliorer la coordination entre les parties qui souhaitent mener des projets de manière aussi efficace et qu'effective en Équateur. En même temps, ce mécanisme a contribué à améliorer l'inclusion sociale et à promouvoir l'égalité des sexes, et a aussi facilité la mise en œuvre d'innovations, comme les tables rondes de la Fédération des producteurs de fruits de la province d'Imbabura.
21. L'importance particulière accordée à la mise en place de systèmes agricoles agroforestiers s'est également révélée être un moyen novateur de stimuler toute une série d'avantages, tels que la satisfaction des besoins fondamentaux, le renforcement des actifs locaux, l'adaptation aux aléas et aux changements climatiques et la réduction de l'impact environnemental. En outre, l'innovation a été importante au niveau des coopératives, où de nouvelles techniques et technologies de transformation des aliments ont été appliquées.
22. **Reproduction à plus grande échelle.** La reproduction à plus grande échelle de la diversification agricole a été manifeste au niveau des exploitations. Néanmoins, cela n'a été possible que grâce aux efforts déployés par les agriculteurs, car aucune mesure incitative n'avait été proposée par les pouvoirs publics. De manière générale, le portefeuille de prêts n'a pas permis de trouver des partenaires avec qui s'associer pour promouvoir la reproduction à plus grande échelle des activités et des pratiques clés en apportant des changements aux politiques. Le manque général de synergies avec d'autres bailleurs de fonds et institutions des Nations Unies a également constitué un frein à la reproduction à plus grande échelle des activités les plus réussies.
23. **Égalité des sexes et autonomisation des femmes.** Si davantage de femmes que prévu ont reçu un soutien direct dans le cadre du PISL et du PBVTR (1 788 et 5 948, respectivement), les phases de conception et d'exécution du projet n'ont pas fait état de progrès tangibles en matière d'égalité des sexes et de

d'autonomisation des femmes à des fins d'inclusion sociale, des questions pourtant inscrites à la nouvelle Constitution du pays et au dernier plan national de développement. De manière générale, aucun des deux projets n'est parvenu à mettre en œuvre une stratégie axée sur la problématique femmes-hommes.

24. Dans l'ensemble, les progrès demeurent insuffisants pour promouvoir des stratégies d'intervention plus souples qui comprennent des mesures spéciales destinées à soutenir les femmes et d'autres groupes en situation de vulnérabilité (identifiés comme tels lors de la phase de conception). Le suivi interne des femmes et des autres groupes vulnérables a également été jugé inadéquat car il accordait trop d'attention à la participation en soi, plutôt qu'aux résultats de la participation en ce qui concernait l'accès réel aux services, à l'information, aux ressources, aux droits, à la prise de décisions et à la formation (connaissances et compétences acquises) à l'intérieur et à l'extérieur des exploitations, etc. De même, trop peu d'attention semble avoir été accordée à l'application de méthodes et mesures éprouvées adoptées par le FIDA et d'autres bailleurs de fonds, aussi bien en Équateur que dans d'autres pays de la région andine.
 25. **Gestion de l'environnement et des ressources naturelles.** L'ESPP a révélé qu'une attention beaucoup plus grande que par le passé avait été accordée à la promotion de l'intégration de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles en tant qu'objectif horizontal dans la conception du PISL, du PBVTR et du FAREPS, conformément au plan national de développement et au COSOP (2018). En outre, l'impact environnemental des coopératives créées a été faible. Il convient de noter en particulier les progrès accomplis en matière de promotion de la diversification agricole, notamment grâce aux pratiques agroforestières, qui ont joué un rôle important dans la sensibilisation des agriculteurs aux multiples avantages liés à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles.
 26. Néanmoins, plusieurs difficultés persistent, notamment en ce qui concerne la formation à la production de compost, la réalisation d'études de sol et l'obtention d'améliorations dans la gestion des conflits fonciers afin d'optimiser les possibilités d'améliorer la planification et l'exécution de l'utilisation des terres. En outre, il a été constaté que certains agriculteurs utilisaient des pesticides et que, à ce jour, aucun lien n'avait été établi entre les institutions publiques comme le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, l'Institut national de recherche agricole et le Ministère de l'environnement.
 27. **Adaptation aux changements climatiques.** La volonté de promouvoir l'adaptation aux changements climatiques est largement perceptible dès l'étape de conception des projets du portefeuille. Suffisamment d'éléments ont été recensés dans le PISL et le PBVTR pour confirmer que les deux projets ont contribué à favoriser l'adaptation des petits exploitants aux principaux phénomènes climatiques dans les zones d'intervention, par exemple les sécheresses prolongées. Cela a eu pour effet direct de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des exploitants concernés.
 28. Néanmoins, il apparaît clairement que les activités visant à conserver et à utiliser durablement les cultures locales résistantes aux effets des changements climatiques n'avaient pas été systématiquement intégrées dans la planification, l'exécution et les systèmes de suivi-évaluation participatif. En outre, trop peu d'éléments ont pu être recueillis pour affirmer que les projets avaient contribué à établir une planification territoriale coordonnée avec les principales institutions, en vue de consolider l'adaptation dans les exploitations agricoles diversifiées et agroécologiques.
- Activités hors prêts**
29. **Gestion des savoirs.** L'évaluation a révélé que de nombreux enseignements tirés de l'expérience du FIDA et du Gouvernement équatorien avaient été intégrés dans la conception du COSOP et des prêts, notamment en ce qui concernait l'approche

territoriale, la diversification agricole et la transition vers l'agroécologie, l'inclusion sociale et les changements climatiques. L'observation du portefeuille de l'Équateur a également permis de constater que le développement des savoirs constituait une composante de la conception des projets.

30. Néanmoins, on n'a observé aucune stratégie ou système cohérent et articulé pour la gestion des savoirs, ni aucune utilisation analytique et opportune des apports du suivi-évaluation qui auraient permis: i) de tirer parti des dons du FIDA de manière structurée; ii) d'associer les nouveaux savoirs à des activités efficaces de renforcement des capacités, non seulement pour les bénéficiaires mais aussi pour les gestionnaires et les équipes de projet; iii) d'apporter en retour des éléments aux politiques publiques nationales.
31. **Création de partenariats.** Les COSOP ont permis de repérer un large éventail d'entités dans tous les domaines. Néanmoins, aucune priorité ou projet n'a été établi en vue de forger ou de renforcer des partenariats susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs du programme dans le pays. Dans le cas du gouvernement central, l'alignement absolument nécessaire, de la part du FIDA, sur les plans et politiques publics ont été mis sur le même plan que les dispositions opérationnelles relatives à l'exécution des projets. Bien sûr, les deux niveaux se recoupent, mais ils nécessitent des organisations (nationales et internationales), des espaces et des instruments différents.
32. L'approche à l'égard du secteur privé a simplement été mentionnée, alors qu'une position et certaines mesures auraient dû être adoptées au vu de l'importance du rôle des entreprises et sociétés privées dans un pays comme l'Équateur, notamment de leur présence dans le secteur agroalimentaire et de la production rurale, ainsi qu'au niveau territorial. L'analyse du portefeuille de prêts a fait clairement ressortir qu'une partie des problèmes liés à la commercialisation était due à une méconnaissance des acteurs et des mécanismes d'accès à des marchés distincts, qu'ils soient locaux, nationaux ou d'exportation.
33. **Participation du FIDA à la concertation sur les politiques au niveau national et action en matière de politiques.** À l'étape de la conception, il a semblé que le COSOP et le portefeuille du FIDA étaient conformes aux politiques publiques du Gouvernement équatorien. Néanmoins, ces derniers temps, la concertation a surtout porté sur l'efficacité et le fonctionnement du portefeuille de prêts, en raison des divers problèmes recensés à ce sujet et qui ont été analysés ci-dessus. Dans un pays à revenu intermédiaire comme l'Équateur, la possibilité pour le FIDA de s'engager dans des activités comme la concertation sur les politiques est très importante et aurait dû être exploitée et renforcée.
34. Néanmoins, comme souligné dans le COSOP 2014-2018, on a pu déterminer qu'il existait un espace "singulier", à savoir le Groupe de dialogue rural, qui a été créé grâce à deux dons du FIDA au Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP) et qui était administré par le bureau du RIMISP en Équateur. Le Groupe de dialogue rural mettait à disposition son expérience ainsi qu'une méthode de réflexion et d'analyse. Il permettait de créer un consensus à partir d'informations solides et validées, qui conduisait à des résultats concrets dans les domaines des politiques publiques, des stratégies commerciales et de l'attention portée aux groupes de population défavorisés, comme les jeunes.
35. **Dons.** Au cours de la période considérée pour la présente évaluation, neuf dons d'un montant de 13,9 millions d'USD ont été accordés à un large éventail d'institutions: trois dons directs rien que pour l'Équateur et six dons au niveau régional. Ces dons ont permis de rendre visibles certains réseaux (de peuples autochtones, de jeunes et d'afrodescendants, par exemple) sans que ces réseaux ne s'articulent nécessairement entre eux. Dans le cas de la Fondation ACUA et de Slow Food, les échanges ont été plus nombreux car les deux organisations avaient déjà développé des initiatives communes dans le passé. Toutes deux étaient

membres de la Plateforme Diversité bioculturelle et territoires et coexécutaient au moment de l'évaluation un projet financé par l'Union européenne intitulé "Slow Fish Caraïbes".

36. Il ressort que le FIDA et le Gouvernement équatorien n'ont pas suffisamment tiré profit des dons qui auraient permis de mettre en œuvre, à petite échelle et sous la houlette de la société civile, des activités sur des questions novatrices, pouvant être transposées à plus grande échelle après validation des approches et des méthodes employées. Le lien entre les dons et le portefeuille de prêts a pu être établi dans certains cas (Fonds pour l'environnement mondial, Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, Centre international de la pomme de terre et RIMISP, par exemple), mais il est généralement ténu.

Performances des partenaires

37. **FIDA.** Le Fonds s'est montré suffisamment souple pour surmonter les difficultés relevées lors du premier COSOP et en élaborer de nouveaux, toujours plus conformes aux priorités du Gouvernement équatorien. On note un alignement avec les politiques gouvernementales et, en même temps, des modèles de développement rural et territorial novateurs en faveur de la lutte contre la pauvreté, axés sur la diversification rurale et l'inclusion sociale.
38. Néanmoins, les processus et les résultats analysés lors de l'évaluation témoignent de difficultés récurrentes qui se sont parfois aggravées. Tout d'abord, le long délai entre l'approbation des prêts et leur exécution effective a empêché toute amélioration de l'efficacité du portefeuille. Cela a créé des situations problématiques où un budget quinquennal devait être dépensé en deux fois moins de temps, où les contextes et les acteurs locaux se retrouvaient sous pression, où s'accéléraient de manière anormale des processus qui auraient dû respecter leur propre rythme de maturation et où les investissements étaient affectés à des travaux qui augmentaient les dépenses.
39. **Gouvernement.** Le Gouvernement équatorien a apporté aux politiques publiques des changements de grande envergure qui ont influencé et continuent d'influencer sa relation avec le FIDA. Il s'agit de changements dans les approches et les programmes, mais aussi de nombreuses modifications dans la composition et les caractéristiques du pouvoir exécutif et de pratiquement toutes les administrations interlocutrices du FIDA. Face à ces changements, le renforcement du système de suivi-évaluation, pour permettre à l'État d'assurer un suivi de meilleure qualité, relève du défi. Par conséquent, rien ne prouve que le portefeuille ait permis d'alimenter les politiques publiques, de dégager des approches et des méthodes pour les programmes de développement, ni de créer des liens pour établir des partenariats à l'intérieur et à l'extérieur de l'État.
40. Si le Gouvernement équatorien dispose en théorie des capacités nécessaires pour concevoir et exécuter les projets du FIDA, le protocole correspondant n'est pas suffisamment établi ni partagé, notamment en ce qui concerne la formulation. Par conséquent, nombre de problèmes d'efficacité s'expliquent par une communication inadéquate et le manque d'accords établis à l'étape de la conception.
41. L'autonomie technique et financière des unités de projet est l'un des éléments de la décentralisation qui permet de faciliter et de fluidifier l'exécution, en la rendant davantage pertinente par rapport à la diversité sociale et territoriale et en évitant les profils de projets répétitifs qui font peu de cas de la création de stratégies différenciées. Les unités de gestion de projet ont également pâti d'une forte rotation du personnel, même aux postes de direction, ce qui a limité l'exécution et entraîné des retards.

Synthèse des résultats de la stratégie du programme de pays

42. Au terme de l'ESPP, la performance du COSOP a été jugée plutôt satisfaisante. Dans l'ensemble, le FIDA a appris à rendre les COSOP pertinents et conformes aux

objectifs de développement et aux politiques gouvernementales, et à effectuer des contrôles tout au long des processus. La bonne conception stratégique du deuxième COSOP continue de prouver sa pertinence, et ce malgré la situation en forte évolution en Équateur.

43. Dans le cadre de l'actuel COSOP, les résultats du PISL et du PBVTR ont été concluants par rapport aux objectifs stratégiques, bien que partiellement satisfaisants par rapport aux résultats escomptés. En fait, les résultats escomptés ont été fortement affectés par les importants retards pris dans la ratification des deux autres projets (FAREPS et DINAMINGA). L'évaluation a mis en évidence que l'accès aux actifs et aux ressources avait été amélioré et avait permis de soutenir la diversification de l'économie rurale équatorienne par la promotion et le renforcement de la production (diversification agricole et agroécologie, par exemple) et de l'entrepreneuriat associatif. Néanmoins, le manque d'attention portée à la commercialisation et à l'accès aux marchés a limité les résultats escomptés. L'évaluation a également montré que les résultats étaient limités pour ce qui a trait au renforcement des capacités des producteurs ruraux pauvres et des entrepreneurs potentiels. En fait, le renforcement des capacités n'a été observé qu'au niveau des exploitations agricoles et est demeuré sans effet en ce qui concerne la participation à l'élaboration de politiques de production inclusives en faveur des pauvres.

Conclusions

44. L'évaluation conclut que le rôle spécialisé du FIDA dans l'appui à une transformation rurale inclusive et à la promotion du développement rural a été et continuera d'être pertinent pour l'Équateur, car des écarts importants subsistent en ce qui concerne l'incidence de la pauvreté rurale, et ce en dépit des progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Malgré l'impact du portefeuille de prêts sur l'amélioration et la diversification des revenus des familles de producteurs bénéficiaires, l'augmentation du capital social et humain ainsi que l'impact sur la gestion des ressources naturelles et sur l'intégration des approches d'inclusion sociale et d'adaptation aux changements climatiques, il convient de noter que certaines difficultés persistent au niveau du portefeuille de prêts, du portefeuille hors prêts et de la stratégie de pays.
45. Il ressort de l'ESPP qu'aucune stratégie différenciée (axée sur la population et le territoire) n'a été mise en œuvre dans les projets, limitant ainsi la mise en place de réponses différenciées susceptibles de produire un plus grand impact, notamment au regard de la grande diversité ethnique, culturelle et territoriale du pays. Cette différenciation a certes été prise en compte dans les COSOP et les documents de conception, mais sa complexité a été progressivement réduite lors de l'exécution, durant laquelle les projets étaient axés sur des chaînes de valeur agricoles précises et mettaient davantage l'accent sur la dimension économique. En outre, l'avantage comparatif du FIDA n'a pas été suffisamment mis à profit pour renforcer le soutien aux entreprises et les aider à accroître leur valeur ajoutée en lien avec la commercialisation et le marketing, mais aussi sur les questions organisationnelles et financières, ce qui a affaibli leur durabilité.

Recommandations

46. **Recommandation 1. Adopter de nouveau l'approche territoriale différenciée dans l'exécution des projets.** Fort de son expérience, le FIDA peut concevoir et mettre en œuvre des opérations de prêt qui tiennent compte des différentes dynamiques socioéconomiques, environnementales et culturelles sur lesquelles il est possible d'agir pour les transformer et mieux les articuler entre elles. Pour ce faire, il convient d'adopter de nouveau une approche territoriale associant les acteurs locaux, qui permet aux filières d'avoir accès à des marchés distincts et au patrimoine bioculturel d'être valorisé.

47. **Recommandation 2. Promouvoir les entreprises durables.** Les entreprises étant l'une des pierres angulaires du portefeuille du Fonds dans le pays, il est recommandé de leur apporter un soutien accru en encourageant les études de marché à l'étape de la conception, ainsi que leur actualisation pendant l'exécution. Ces études devraient notamment: i) recenser les formations nécessaires pour garantir la bonne gestion des entreprises; ii) identifier les partenaires les plus pertinents; iii) déterminer la stratégie de retrait la plus appropriée pour assurer la pérennité des entreprises après la clôture des projets.
48. **Recommandation 3. Renforcer la capacité de concertation sur les politiques avec le Gouvernement équatorien pour se placer comme partenaire reconnu dans l'exécution des politiques, stratégies et plans relatifs à la transformation rurale en faveur des petits producteurs.** Pour ce qui est du nouveau cadre de coopération entre le Gouvernement équatorien et le FIDA, il importe de consolider la position particulière du Fonds en lien avec les objectifs de développement du pays. Pour mettre en œuvre cette recommandation, il est conseillé de renforcer le travail effectué par le Groupe de dialogue rural ou de soutenir un mécanisme analogue. Un tel mécanisme jouerait un rôle plus actif dans le portefeuille du FIDA en renforçant de façon plus stratégique le suivi-évaluation du programme de pays.
49. **Recommandation 4. Renforcer la présence du FIDA dans le pays.** Pour améliorer l'efficacité, l'efficience et le ciblage du portefeuille de prêts et des activités hors prêts, il est recommandé de renforcer l'équipe du FIDA en Équateur. En renforçant le soutien technique et administratif, on pourra mettre en place des mesures permettant de réduire les retards et de consolider le système de suivi-évaluation. Cela permettra également de renforcer le dialogue avec le Gouvernement et donc d'amplifier l'impact. Il faudra, pour ce faire, élargir les contacts au-delà des partenaires traditionnels du secteur rural, notamment le MPCEIP, les gouvernements autonomes décentralisés, ainsi que la société civile, le monde universitaire et le secteur privé.
50. **Recommandation 5. Revoir le calendrier pour la conception du prochain COSOP.** Le prochain COSOP devra s'appuyer sur un travail analytique plus approfondi, notamment sur une analyse des synergies et des liens possibles au sein du portefeuille et avec d'autres partenaires, au-delà de l'élaboration et de l'exécution des projets pris séparément. Il faudra tenir compte du calendrier électoral national pour pouvoir contribuer à la concertation sur les politiques de développement rural dans le pays et proposer un programme axé sur les questions pour lesquelles le FIDA peut apporter une valeur ajoutée la plus élevée possible, compte tenu des résultats obtenus.

Acuerdo en el Punto de Culminación

A. Introducción

1. Esta es la segunda evaluación de la estrategia y el programa en el país (EEPP) que la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (IOE) lleva a cabo en el Ecuador. Los principales objetivos fueron valorar el desempeño y el impacto de las operaciones apoyadas por el FIDA en el Ecuador, generar hallazgos y recomendaciones para fortalecer el programa FIDA en el país y proporcionar información relevante para orientar la preparación del próximo programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP, por su sigla en inglés) en el país.
2. La EEPP abarca el período 2009-2019 y proporciona una evaluación estratégica a nivel de programa, formada por el análisis de tres dimensiones que se refuerzan mutuamente: (i) desempeño de la cartera crediticia, (ii) las actividades no crediticias (diálogo sobre políticas, gestión de conocimientos, alianzas), y (iii) el desempeño de los socios (FIDA y Gobierno del Ecuador).
3. El **Acuerdo en el Punto de Culminación** (APC) contiene las recomendaciones de la evaluación que la dirección del FIDA y el Gobierno del Ecuador convienen en adoptar dentro de plazos específicos. En el APC también se especifican todas las recomendaciones no consideradas factibles ya sea por la dirección del Fondo o por el Gobierno.
4. El seguimiento a la aplicación de las recomendaciones acordadas se llevará a cabo a través del Informe del Presidente sobre el estado de Ejecución de las Recomendaciones de la Evaluación y sobre la Acciones de la Gerencia, el cual es presentado a la Junta Ejecutiva del FIDA por la Gerencia del Fondo con periodicidad anual.
5. El APC será firmado por el Gobierno del Ecuador (representado por el Ministro de Economía y Finanzas) y la Dirección del FIDA (representada por el Vicepresidente Asociado del Departamento de Administración de Programas). El papel de la IOE es facilitar la finalización de la APC. El APC final se presentará a la Junta Ejecutiva del FIDA como anexo del nuevo COSOP para el Ecuador. También se incluirá en el informe final de la EEPP del Ecuador.

B. Recomendaciones

6. Sobre la base de la evidencia recogida, el análisis desplegado y las conclusiones extraídas, la presente EEPP ofrece las siguientes recomendaciones.
7. **Recomendación 1. Retomar el enfoque territorial diferenciado en la implementación de los proyectos.** Con la experiencia acumulada, el FIDA está en condiciones de diseñar e implementar operaciones crediticias que tengan en cuenta las diferentes dinámicas socioeconómicas, ambientales y culturales en las que es posible influir para su transformación y mejor articulación. Para ello, se debería retomar un abordaje territorial con la participación de los actores locales, las cadenas de valor con acceso a mercados diferenciados y que valoricen el patrimonio biocultural.

Seguimiento propuesto:

El nuevo proyecto, el Proyecto de Desarrollo Sostenible y Apropiado en Territorios Rurales (DESATAR), que se encuentra en etapa de diseño, incluye un enfoque territorial diferenciado considerando las dinámicas, potencial y necesidades de los diversos grupos involucrados.

Además, la estrategia del nuevo COSOP (a elaborarse en el 2021) se referirá concreta y claramente a intervenciones articuladas con enfoque territorial.

Entidad/es responsables de la implementación:

Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), Ministerio de Economía y Finanzas (MEF), FIDA

Fecha límite para su implementación:

El proyecto será presentado en la Junta Ejecutiva del FIDA de setiembre 2020.

8. **Recomendación 2. Potenciar emprendimientos sostenibles.** Siendo los emprendimientos una de las piedras angulares de la cartera del Fondo en el país, se recomienda promover un mayor acompañamiento a los mismos mediante el fomento de estudios de mercado durante la fase de diseño, así como la actualización de los mismos durante su implementación. Estos estudios deberían, entre otras cosas: i) identificar las capacitaciones necesarias para garantizar la buena gestión de los emprendimientos; ii) determinar los socios más pertinentes; y iii) aclarar la estrategia de salida más apropiada para asegurar la sostenibilidad de los emprendimientos más allá del cierre de los proyectos.

Seguimiento propuesto:

Estas sugerencias están siendo consideradas para los tres proyectos en ejecución y el nuevo proyecto en etapa de diseño, para lo cual se están llevando a cabo análisis de mercados de las cadenas productivas priorizadas. La recomendación será también considerada durante la elaboración del nuevo COSOP en 2021 a través de sesiones específicas de reflexión sobre "emprendimiento sostenibles".

Entidad/es responsables de la implementación:

MAG, FIDA

Fecha límite para su implementación:

Las medidas se irán implementando en la medida de lo posible en los proyectos en ejecución y los futuros, así como en el próximo COSOP.

9. **Recomendación 3. Reforzar la capacidad de diálogo de políticas con el Gobierno del Ecuador con el fin de posicionarse como un socio reconocido en la aplicación de las políticas, estrategias y planes relacionados con la transformación rural de los pequeños productores.** De cara al nuevo marco de cooperación entre el Gobierno del Ecuador y el FIDA, es importante afianzar el nicho específico del Fondo en relación con los objetivos de desarrollo de Ecuador. Para operacionalizar esta recomendación y siguiendo el ejemplo del Grupo de Diálogo Rural, se recomienda potenciar el trabajo realizado por este Grupo o apoyar un mecanismo similar. Este mecanismo tendría un papel más proactivo a nivel cartera del FIDA reforzando en el seguimiento y evaluación del programa país de manera más estratégica.

Seguimiento propuesto:

A fines de reforzar la capacidad de diálogo de políticas con el Gobierno del Ecuador con el fin de posicionarse como un socio reconocido en la aplicación de las políticas, estrategias y planes relacionados con la transformación rural de los pequeños productores se han identificado las siguientes medidas:

- Continuar el apoyo que viene realizando Delivery Associates en la Vice Presidencia, a fin de institucionalizar un Delivery Unit que coordine el trabajo de los diferentes Ministerios en el sector cacao.
- Explorar la posibilidad de obtener una nueva donación del FIDA para el Grupo de Diálogo Rural, considerando que la actual finaliza en el 2020.
- Incluir en la nueva estrategia-país 2021 un elemento estratégico de diálogo de políticas con el Gobierno del Ecuador

Entidad/es responsables de la implementación:

FIDA en colaboración con el Gobierno del Ecuador.

Fecha límite para su implementación:

Durante 2021, para una aprobación del nuevo COSOP en diciembre de 2021.

10. **Recomendación 4. Fortalecer la presencia del FIDA en el país.** Con el objetivo de mejorar la eficacia, eficiencia y focalización de la cartera crediticia y de las actividades no crediticias, se recomienda reforzar el equipo del FIDA en Ecuador. Un mayor acompañamiento técnico y administrativo ayudará a introducir medidas para corregir retrasos y fortalecer el sistema de seguimiento y evaluación. Además, facilitaría una mayor interlocución con el Gobierno del Ecuador para tener mayor incidencia. Esto requerirá establecer contactos más allá de los socios tradicionales del sector rural, incluyendo al MPCEIP, los gobiernos autónomos descentralizados, así como a sectores de la sociedad civil, las universidades y el sector privado.

Seguimiento propuesto:

El equipo de Ecuador ha sido completado con un oficial de programa en el ICO de Lima y consultores regionales e internacionales para asegurar un acompañamiento técnico y administrativo adecuado. Sin embargo, es importante destacar que el fortalecimiento del equipo FIDA en el país es una decisión de la Junta Ejecutiva del FIDA no del Vice Presidente Asociado del Departamento de Administración de Programas del FIDA (PMD).

Además del fortalecimiento del equipo país desde Lima y la subregión, se buscarán mayores sinergias entre los proyectos y las donaciones en el país. El nuevo proyecto (DESATAR) involucra trabajo con tres entidades públicas (los ministerios de Agricultura y Ganadería, Educación, y Planifica Ecuador), las universidades y el sector privado. Para eso se está coordinando de manera activa con estas instituciones para explorar posibles sinergias y roles en la implementación del nuevo proyecto.

Entidad/es responsables de la implementación:

FIDA en colaboración con el Gobierno de Ecuador.

Fecha límite para su implementación:

No aplica.

11. **Recomendación 5. Reconsiderar los tiempos para el diseño del próximo COSOP.** El próximo COSOP debe realizar un trabajo analítico más profundo, incluyendo un análisis sobre posibles sinergias y articulaciones dentro de la cartera y con otros socios, más allá de la formulación e implementación de proyectos individuales. La nueva formulación debería considerar el ciclo electoral a nivel nacional para contribuir al diálogo de políticas de desarrollo rural en el país y proponer un programa focalizado en las áreas con mayor valor agregado del FIDA en base a los logros alcanzados.

Seguimiento propuesto:

La solicitud de la extensión del COSOP hasta diciembre 2021 considerando el ciclo electoral fue aprobada por PMD el 8 de abril de 2020.

Entidad/es responsables de la implementación:

FIDA en colaboración con el Gobierno de Ecuador.

Fecha límite para su implementación:

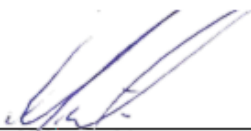
Abril 2020

Firmado por:


Ministerio de Economía y Finanzas
República del Ecuador, Quito

Firma: 
Juan Hidalgo Andrade

Ministerio de Agricultura y Ganadería
República del Ecuador, Quito

Firma: 
Nelson Adrián Lapuerta J.

Vice Presidente Asociado
Departamento de Administración de Programas
FIDA, Roma

Firma: 
Donal Brown

ÍNDICE

Equivalencias monetarias, pesos y medidas	6
Siglas y acrónimos	6
Mapas de las operaciones financiadas por el FIDA	8
I. Antecedentes	10
A. Introducción	10
B. Objetivos, metodología y proceso	10
II. Contexto del país y estrategia y operaciones del FIDA durante el período de la EEPP	16
A. Contexto del país	16
B. Estrategia y operaciones del FIDA durante el período de la EEPP	24
III. Cartera crediticia	31
A. Desempeño de las operaciones e impacto en la pobreza rural	31
B. Otros criterios de evaluación	53
IV. Actividades no crediticias	64
A. Gestión de los conocimientos	64
B. Creación de asociaciones	66
C. Involucramiento del FIDA en el diálogo sobre políticas a nivel de país y actuación normativa	68
D. Donaciones	70
V. Desempeño de los asociados	73
A. FIDA	73
B. Gobierno	74
VI. Síntesis de los resultados de la estrategia del programa en el país	76
VII. Conclusiones y recomendaciones	80
A. Conclusiones	80
B. Recomendaciones	81
Anexos	
I. Definiciones de los criterios de evaluación utilizados por la IOE	83
II. Calificaciones asignadas a la cartera de proyectos financiados por el FIDA en Ecuador ^a	85
III. Calificaciones finales de la Evaluación de la Estrategia y el Programa en Ecuador	86
IV. Proyectos financiados por el FIDA en Ecuador desde 1978	87
V. Donaciones financiadas por el FIDA en Ecuador (2009-2019)	88
VI. Lista de las personas clave con quienes se mantuvieron reuniones	89
VII. Teoría del cambio para el programa del FIDA en Ecuador (2009-2019)	96
VIII. Bibliografía	97

Equivalencias monetarias, pesos y medidas

Equivalencias monetarias

Unidad monetaria = USD (Dólar Estadounidense)

Pesos y medidas

1 Kilometro (km) = 0.62 millas
 1 metro (m) = 1.09 yardas
 1 hectárea (ha) = 10,000 m² (0.01km²)
 1 hectárea (ha) = 2.47 acres
 1 acre (ac) = 0.405 hectáreas (ha)
 1 kilogramo (kg) = 2.204 libras

Siglas y acrónimos

ACUA	Fundación Activos Culturales Afro
AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo
AOD	Asistencia Oficial de Desarrollo
ASAP	Fondo de Adaptación de Agricultura a Pequeña Escala
APC	Acuerdo en el Punto de Culminación
CIP	Centro Internacional de la Papa
CONGOPE	Consortio de Gobiernos Autónomos Provinciales del Ecuador
CORPORICA	Corporación Colombiana para la Investigación Agrícola
COSOP	Programa Sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales
DINAMINGA	Programa Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor
EPP	Evaluación del Programa en el País
EEPP	Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País
ENIEP	Estrategia Nacional para la Igualdad y la Erradicación de la Pobreza
EPS	Economía Popular y Solidaria
FAO	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
FAREPS	Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria
FMAM	Fondo Mundial para el Medio Ambiente
GIZ	Agencia Alemana de Cooperación Internacional
GRIPS	Sistema de Proyectos de Inversión y Donaciones del FIDA
IDG	Índice de Desarrollo de Género
IDH	Índice de Desarrollo Humano
IEPS	Instituto de Economía Popular y Solidaria
IIDG	Índice de Desigualdad de Género
INB	Ingreso Nacional Bruto
INEC	Instituto Nacional de Encuestas y Censos
IOE	Oficina de Evaluación Independiente del FIDA
JICA	Agencia de Cooperación Internacional del Japón
LAC	División de América Latina y el Caribe del FIDA
MAG	Ministerio de Agricultura y Ganadería
MEF	Ministerio de Economía y Finanzas
MIES	Ministerio de Inclusión Económica y Social
MPCEIP	Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca
MREMH	Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
OCDE	Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico
PBAS	Sistema de Asignación de Recursos basado en los Resultados
PIB	Producto Interno Bruto

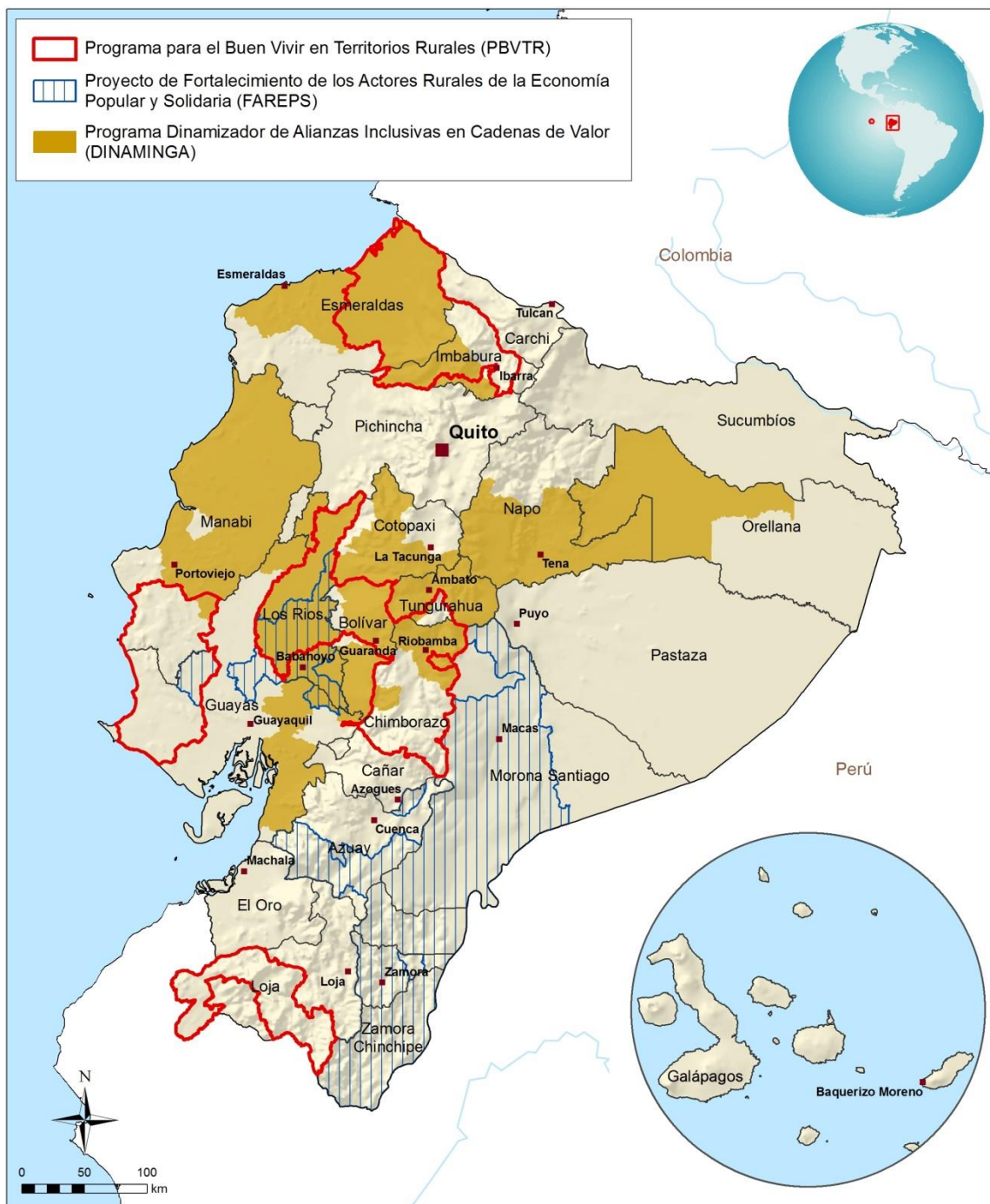
PISL	Proyecto de Desarrollo en Ibarra-San Lorenzo
PMD	Departamento de Gestión de Programas del FIDA
PNUD	Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo
PRODEPINE	Proyecto de Desarrollo de los Pueblos Indígenas y Afroecuatorianos
RENAJER	Red Nacional de Jóvenes Emprendedores Rurales
RIMISP	Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural
RIMS	Sistema de gestión de los resultados y el impacto
SENPLADES	Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo

Mapas de las operaciones financiadas por el FIDA

República del Ecuador

Proyectos del FIDA en ejecución

Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País

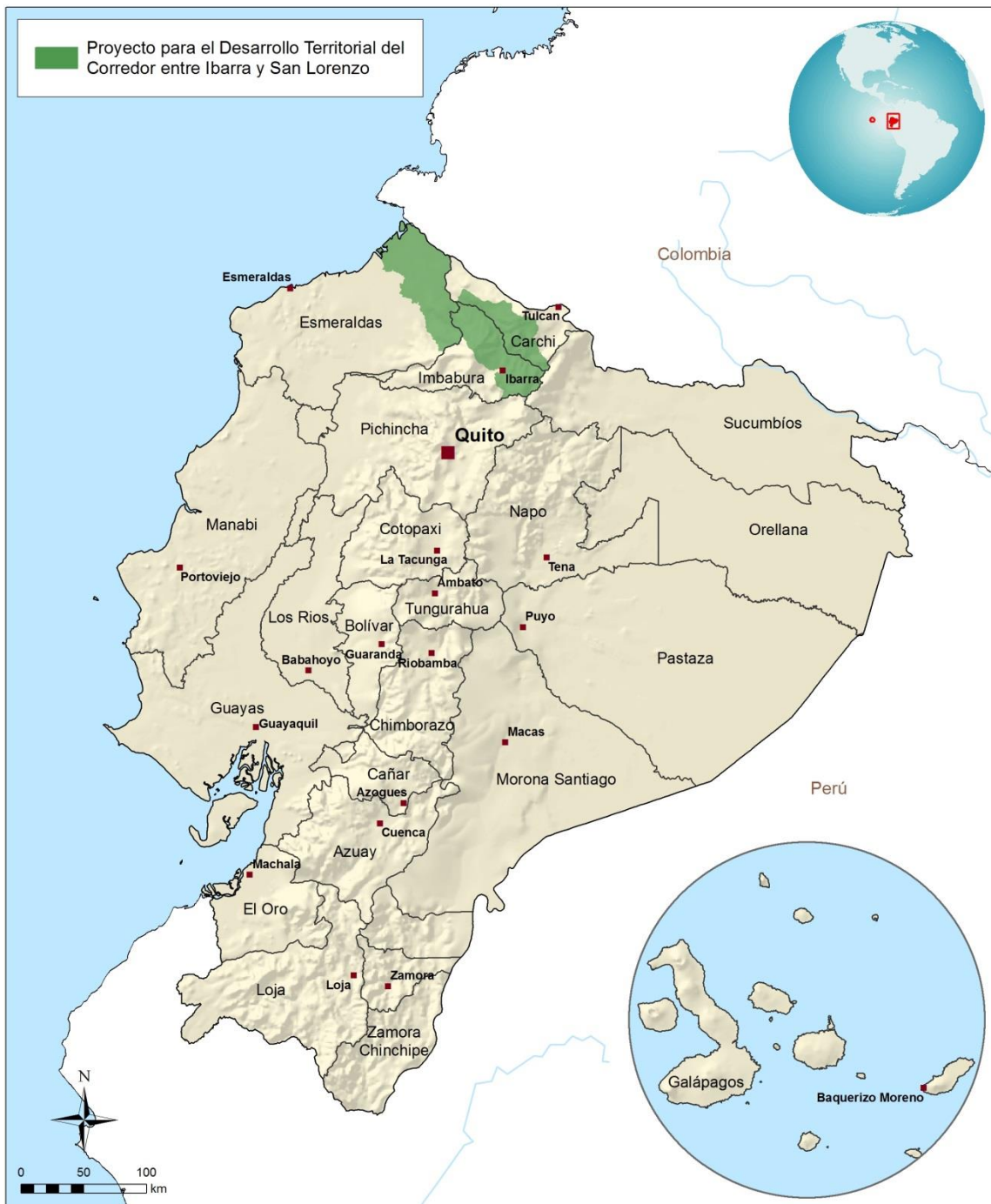



Las denominaciones empleadas y la forma en que aparecen presentados los datos en este mapa no suponen juicio alguno del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) respecto de la demarcación de las fronteras o límites que figuran en él ni acerca de las autoridades competentes.
 Mapa elaborado por el FIDA | 16-01-2019

República del Ecuador

Proyectos del FIDA concluidos

Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País



 Las denominaciones empleadas y la forma en que aparecen presentados los datos en este mapa no suponen juicio alguno del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) respecto de la demarcación de las fronteras o límites que figuran en él ni acerca de las autoridades competentes.

FIDA Mapa elaborado por el FIDA | 16-01-2019

República del Ecuador

Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País

I. Antecedentes

A. Introducción

1. Por decisión de la Junta Ejecutiva del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) durante su sesión de diciembre de 2018, la Oficina Independiente de Evaluación (IOE por su sigla inglés) de dicha institución llevó a cabo la segunda evaluación de la estrategia y programa en la República del Ecuador en 2019.
2. Este informe incluye siete secciones: en la primera sección se describen los objetivos, la metodología y el proceso de evaluación. La segunda sección contiene una descripción del contexto del país en las áreas donde se realizaron los proyectos FIDA, describiendo las operaciones en el período bajo análisis. La tercera sección presenta los resultados de la evaluación de la cartera de proyectos otorgados con crédito. La cuarta sección evalúa las operaciones no crediticias, mientras la quinta sección está dedicada al desempeño de los socios (FIDA y Gobierno del Ecuador). La sexta sección encara los temas estratégicos de desempeño del programa de oportunidades estratégicas (COSOP por su sigla inglés). Finalmente, la séptima sección presenta las conclusiones y recomendaciones de la evaluación.

B. Objetivos, metodología y proceso

4. **Objetivos.** La Evaluación de la estrategia y programa país (EEPP) tiene dos objetivos principales: (i) valorar el desempeño y el impacto de las operaciones apoyadas por el FIDA en el Ecuador; y (ii) generar una serie de conclusiones y recomendaciones que servirán de base para la próxima estrategia de FIDA Programa Sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) en el país.
5. Las preguntas claves de la presente EEPP son: (i) ¿cuál ha sido el valor agregado generado por el FIDA en el Ecuador dado su historial, ventaja comparativa y especialización? y ¿cuál debería ser su rol y aporte de cara al futuro en un contexto de reajustes institucionales y austeridad económica?; (ii) considerando que Ecuador es un país de ingreso medio alto, con focos de pobreza en áreas rurales, ¿cuál ha sido la contribución del FIDA a la reducción de la pobreza y la desigualdad en las zonas rurales? y ¿ hasta qué punto el programa ha sido eficaz en la obtención de resultados identificados en los diseños de los proyectos y en los COSOP?; (iii) ¿ha sido exitoso el modelo de la colaboración del FIDA en Ecuador?, ¿ha estado suficientemente adaptado al contexto específico y a las necesidades del país? y ¿cómo se podría mejorar?
6. **Cobertura.** La presente EEPP abarca el periodo 2009-2019 y analiza los proyectos financiados durante este periodo, incluyendo un proyecto terminado y tres en ejecución. Tanto el Proyecto de Desarrollo en Ibarra San Lorenzo (PISL) como el Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales (PBVTR) formaron parte de la evaluación del programa en el país llevada a cabo en 2014. Debido a que ambos se encontraban en fases iniciales, dicha evaluación realizó el análisis solamente a nivel de la pertinencia, por lo tanto, la EEPP 2019 abarcó todos los criterios de evaluación.
7. La **evaluabilidad** de las operaciones de préstamo cubiertas por la EEPP (incluyendo los criterios bajo los cuales pueden ser evaluados) depende de la etapa de ejecución de los respectivos proyectos (Cuadro 1).

Cuadro 1
Evaluabilidad de la cartera: Lista de proyectos cubiertos por la EPP

Nombre del Proyecto	Fecha de aprobación	Fecha de efectividad	Fecha de cierre	Desembolso (10/2019)	EPP disponibles/Labores realizadas	Criterios evaluados
Proyecto de Desarrollo en Ibarra-San Lorenzo (PISL)	15-sep-09	04-mar-11	30-mar-17	78 %	EPP ³ 2014, visitas de campo	Todos
Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales (PBVTR)	15-sep-11	30-may-12	31-dic-18	76 % ⁴	EPP 2014, entrevistas de campo y Quito	Todos
Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS)	07-sep-15	05-sep-17	30-jun-21	12 %	Estudio de documentos y entrevistas Quito	Pertinencia
Programa Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor (DINAMINGA)	14-dic-16	29-dic-17	31-dic-22	4 %	Estudio de la documentos y entrevistas Quito	Pertinencia

Fuente: FIDA. Documento conceptual

8. **Metodología.** La presente evaluación se realizó conforme a las prácticas generales de la Política de Evaluación del FIDA⁵, el Manual de Evaluación (2015)⁶ y el Acuerdo de Armonización (Parte I: criterios de evaluación) aprobado por el Comité de Evaluación del FIDA en marzo del 2017.⁷ Asimismo, la EPP se benefició de los mecanismos e instrumentos de evaluación integrados a la función pública en el Gobierno del Ecuador.
9. La EPP proporciona una evaluación estratégica a nivel de programa (ver Gráfico 1), la cual está formada por el análisis de tres dimensiones que se refuerzan mutuamente: (i) una evaluación de la cartera de proyectos financiada por el FIDA en el Ecuador; (ii) una revisión de las actividades no crediticias (gestión del conocimiento, creación de asociaciones y diálogo de políticas); y (iii) una valoración del desempeño de los socios (FIDA y Gobierno del Ecuador).

³ EPP , Evaluación de Programa País Ecuador 2014.

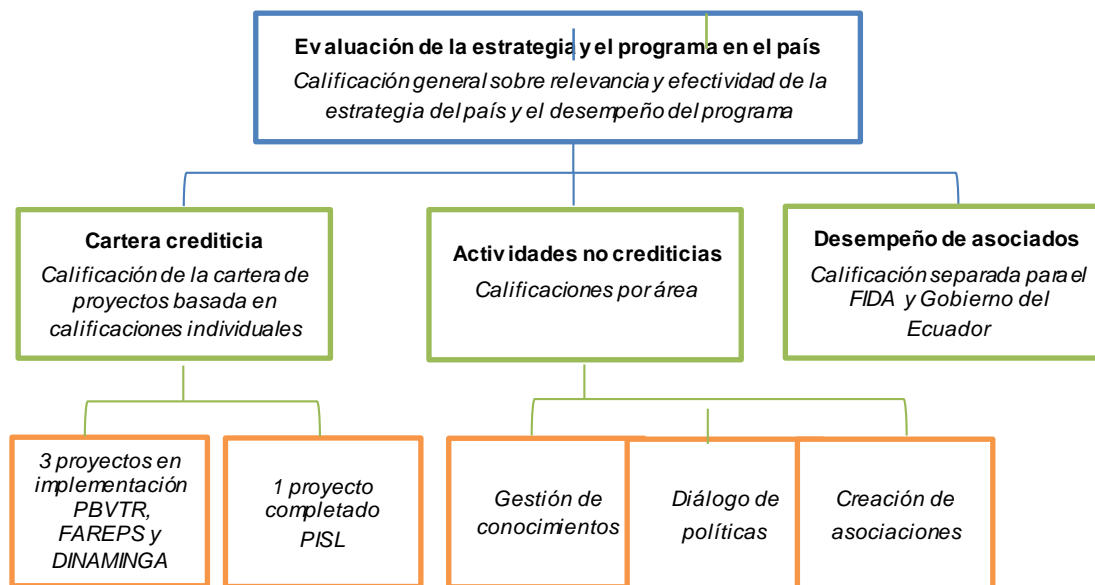
⁴ Este porcentaje incluye los fondos aprobados para la extensión del PBVTR

⁵ <https://webapps.ifad.org/members/eb/102/docs/spanish/EB-2011-102-R-7-Rev-3.pdf>

⁶ <https://www.ifad.org/es/web/ioe/evaluation/asset/39984268>

⁷ <https://webapps.ifad.org/members/ec/96/docs/spanish/EC-2017-96-W-P-4.pdf>

Gráfico 1
Resumen esquemático de las dimensiones analizadas



Fuente: Elaboración por IOE

10. **Sistema de calificación.** Dentro de cada dimensión se asignaron calificaciones utilizando una escala de 1 a 6, la puntuación más alta es 6 (muy satisfactorio) y la más baja es 1 (muy insatisfactorio). La EEPP asigna calificaciones para los proyectos o programas individuales, de las que se deriva una clasificación para el desempeño de la cartera total de proyectos. Además, se proporcionaron calificaciones para actividades no crediticias, la pertinencia y eficacia del COSOP, así como para la asociación general del Gobierno del Ecuador con el FIDA. Sobre la base de las evaluaciones y calificaciones de la estrategia en el país. La EEPP generó una valoración agregada y una calificación para la asociación entre el FIDA y el Gobierno del Ecuador, cabe señalar que esta no es una medida aritmética de las calificaciones individuales, sino que se toma en consideración la integralidad del análisis realizado. Las calificaciones finales asignadas a la cartera de proyectos financiados por el FIDA en el Ecuador y a la estrategia están consignadas en los anexos I y II.
11. Para guiar la EEPP, se desarrolló un marco de evaluación como parte del documento conceptual. En el contexto de la estrategia y programa del FIDA en el Ecuador, los siguientes temas tuvieron una atención especial: (i) focalización de las intervenciones; (ii) contribución del programa al desarrollo de "economía popular y solidaria", con particular atención a la inclusión y apoyo de pequeños productores; (iii) integración de los proyectos del FIDA con la arquitectura institucional del país; (iv) sostenibilidad ambiental y adaptación a la variabilidad y al cambio climático; e (v) inclusión social y reafirmación de identidades culturales.
12. La EEPP utilizó un enfoque de métodos mixtos, combinando técnicas cuantitativas y cualitativas para la recopilación y el análisis de datos. La evidencia para esta evaluación se extrajo de la triangulación y el análisis de varias fuentes.
13. Debido a las limitaciones de tiempo y recursos disponibles, no se recopilaron datos primarios a nivel cuantitativo. Algunos de los datos a los que se ha tenido acceso para la realización de la EEPP provienen de las siguientes fuentes de información:
 - (i) para la información sobre el contexto local y nacional, se han consultado los documentos oficiales sobre la evolución de variables macroeconómicas, la pobreza, los ingresos, la desigualdad, así como información censal y de encuestas para algunas variables socioeconómicas y agropecuarias;

- (ii) para información temática sobre los diferentes componentes de los proyectos, se ha contado con algunos estudios realizados en el país y con las publicaciones temáticas de los proyectos;
- (iii) para la información cuantitativa sobre resultados e impactos, además de los informes finales de los proyectos, se ha contado con las bases de datos presentadas en el Cuadro 2.

Cuadro 2
Datos disponibles

Proyecto	Línea de Base	Revisión de medio término	Misiones de supervisión	Informe de terminación del proyecto	Evaluación de Impacto (Informe RIMS)			Comentarios
					Antes y después	Con control	Sin control	
Proyecto de Desarrollo en Ibarra-San Lorenzo (PISL)	X	X	X	X	X		X	Línea de Base realizada en 2012
Programa del Buen Viviren Territorios Rurales (PBVTR)	X	X	X	X	X		X	Línea de Base realizada en 2012
Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS)	-	-	-	-				El proyecto está en estado incipiente
Programa Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor (DINAMINGA)								El proyecto está en estado incipiente

Fuente: Elaboración por IOE

- (iv) para la información cualitativa sobre los resultados e impactos de los proyectos, se ha contado con una detallada revisión de la documentación y dos misiones en campo en 2019 llevadas a cabo del 13 al 18 de mayo y del 3 al 8 de junio. La misión de la EEPP mantuvo conversaciones en Quito y viajó a seis provincias (Bolívar, Chimborazo, Los Ríos, Imbabura, Manabí y Tungurahua) con el objetivo de mantener conversaciones con los beneficiarios y actores locales; los lugares visitados fueron seleccionados en base a consultas con el Gobierno del Ecuador y beneficiarios de los proyectos; y
 - (v) la información recogida en el campo se obtuvo utilizando una combinación de métodos: (i) grupos de discusión con beneficiarios (productores, asociaciones, jóvenes,); (ii) entrevistas estructuradas y semiestructuradas con los gobiernos nacionales, regionales y locales, incluyendo personal del proyecto; y (iii) observaciones directas y entrevistas con representantes de sociedad civil y del sector privado. (La lista de las personas clave entrevistadas por la EEPP se presenta en el anexo VI.)
14. Finalmente, un instrumento analítico para la presente evaluación ha sido el esquema de la teoría del cambio que se presenta en el anexo VII.
 15. **Limitaciones.** Una posible limitación de los resultados revisados, especialmente en la parte de eficacia e impacto, radica en la limitación de los datos cuantitativos

disponibles, ya que no existe una evaluación de impacto en la cartera. Una segunda debilidad metodológica ha sido la falta de consideración de la contaminación de posibles efectos de otras intervenciones (previas o contemporáneas). Estas limitaciones han hecho difícil determinar con precisión la atribución real de todos los impactos, por lo que algunos deben ser entendidos como aproximaciones, tanto cuantitativas como cualitativas.

16. **Proceso de evaluación.** El proceso de evaluación incluye cinco fases principales: (i) fase preparatoria; (ii) revisión de documentación; (iii) misión en el país; (iv) análisis y preparación del informe; y (v) comunicación y disseminación.
17. La fase preparatoria, discusión y finalización del documento conceptual, fue completada en abril de 2019. Durante esta fase se acordó con el Gobierno y la división regional del FIDA los objetivos, alcance y metodología de la evaluación. El borrador del documento fue compartido con las instituciones interlocutoras principales del Gobierno, incluyendo el Ministerio de Economía y Finanzas y otros Ministerios relevantes de la cooperación del Gobierno con el FIDA. Los puntos de vista del Gobierno del Ecuador fueron recogidos durante una visita preparatoria al país entre el 17 y el 23 de febrero de 2019.⁸ Las diferentes contrapartes gubernamentales proporcionaron valiosos comentarios al documento conceptual y contribuyeron a definir el trabajo de campo subsecuente de la misión de evaluación.
18. La fase de revisión de la documentación del programa FIDA incluyó un análisis de los informes disponibles sobre los proyectos a evaluar y sobre las actividades no crediticias tales como el diálogo de políticas, la gestión del conocimiento, las donaciones y el fomento de alianzas y asociaciones. La EEPP también se benefició de autoevaluaciones preparadas por el Gobierno del Ecuador y por la División de América Latina y el Caribe del FIDA.
19. La fase de trabajo en el país se llevó a cabo a través de una misión principal de la EEPP compuesta por un equipo multidisciplinario que visitó el Ecuador entre el 3 y el 21 de junio de 2019. La misión efectuó visitas de campo en diferentes regiones del país y mantuvo entrevistas con autoridades y organizaciones en Bolívar, Chimborazo, Los Ríos, Imbabura, Manabí y Tungurahua. Anteriormente, desde el 13 al 18 de mayo de 2019 se realizó una visita adicional a terreno en una misión de recolección de datos cualitativos en Bolívar, Los Ríos, y Tungurahua.
20. La fase de análisis y preparación del borrador del documento fue completada tomando en consideración los datos y las informaciones recogidas durante el proceso de evaluación. Este borrador fue enviado para su revisión y comentarios al Gobierno del Ecuador y a otras instituciones y organismos con los cuales el FIDA mantiene asociaciones.
21. La fase final de la evaluación y comunicación conlleva una serie de actividades para asegurar la divulgación efectiva de los hallazgos, lecciones aprendidas y recomendaciones de la EEPP en el Ecuador. En particular, se organizó una Mesa Redonda Nacional de la EEPP durante la cual diferentes socios tuvieron la oportunidad de profundizar, discutir e intercambiar puntos de vista sobre temas claves de la evaluación y al mismo tiempo proporcionar insumos para la preparación del Acuerdo en el Punto de Culminación (APC). El APC incluye el acuerdo del Departamento de Administraciones de Programas del FIDA y del Gobierno del Ecuador sobre los principales hallazgos de la evaluación, así como su compromiso para adoptar e implementar las recomendaciones de la evaluación dentro de marcos de tiempo especificados.

⁸ La visita preparatoria estuvo compuesta por la Sra. Estibalitz Morrás, Especialista de Evaluación de IOE y el Sr Jorge Carballo, Consultor Analista de Evaluación de IOE.

Observaciones principales

- Esta es la segunda evaluación de la estrategia y programa en el país (EEPP) en la República del Ecuador llevada a cabo por IOE.
- La EEPP abarca el período 2009-2019 y analiza cuatro proyectos aprobados durante este período, incluyendo un proyecto terminado.
- La EEPP proporcionará una evaluación estratégica a nivel de programa formada por el análisis de tres dimensiones: cartera, actividades no crediticias y desempeño de asociados. Dentro de cada dimensión y a nivel de programa, se asignaron calificaciones utilizando una escala de 1 (la más baja) a 6 (la más alta).
- La EEPP utilizó un enfoque de métodos mixtos, combinando técnicas cuantitativas y cualitativas.
- Una limitación de los resultados revisados, especialmente en la parte de eficacia e impacto, radica en la limitación de los datos cuantitativos disponibles ya que no existe una evaluación de impacto en la cartera. Además, algunos proyectos no han comenzado activamente su implementación.

II. Contexto del país y estrategia y operaciones del FIDA durante el período de la EEPP

A. Contexto del país

22. La República del Ecuador es el país andino con menor superficie con una extensión territorial de 283 560 km²; está ubicada sobre la línea ecuatorial, por lo cual su territorio se encuentra en ambos hemisferios. Limita al norte con Colombia y al sur y al este con Perú. Al oeste limita con el Océano Pacífico, donde se encuentra el archipiélago de Las Galápagos. Está dividido en cuatro regiones, en las que se distribuyen veinticuatro provincias y su geografía física consiste en tres regiones continentales: la región tropical de la costa, el altiplano andino, y la selva amazónica⁹.
23. El país cuenta con una población de aproximadamente 16,62 millones¹⁰, de los cuales el 37,2% vive en las áreas rurales, con un crecimiento promedio de 1,5% en 2017 (Banco Mundial, 2019). De acuerdo al censo de 2010, el 72% de la población se auto identifica como mestizo, el 7,4% como montubio, el 7,2% como afroecuatoriano, el 7% como indígena y el 6,1% blanco¹¹ (INEC, 2010).
24. **Economía.** Ecuador es un país de ingresos medio altos, con un Producto Interno Bruto (PIB) de USD 104 295 millones¹², que sitúa a su economía en el octavo lugar en América Latina y el Caribe. El PIB per cápita es de USD 6 198 (a precios actuales). Para más información sobre evolución del PIB véase Cuadro 3: Principales Indicadores socioeconómicos de Ecuador (2011-2017).
25. En el año 2000, el país adoptó el dólar estadounidense como moneda nacional, debido a las dificultades económicas y a una crisis del sector financiero, que causaron una fuerte inflación y un golpe de estado. Después de años de inestabilidad política y económica, la llegada de Alianza País y de Rafael Correa a la presidencia en 2007 marcaron un proceso caracterizado por una relativa estabilidad política, por importantes reformas institucionales y por una mejora en el comportamiento de los principales indicadores económicos del país. Este período también se caracterizó por un crecimiento económico sostenido, en el que el PIB creció a una tasa real del 4,4% (frente a un 2,5% en los años 90 y un 2,4% en los 80).
26. Este crecimiento económico, junto a la política de redistribución del Gobierno permitieron una mejora en los índices de pobreza y de equidad. Según el Reporte de Pobreza 2006 - 2014¹³, la pobreza descendió de 38% a 26%, y la pobreza extrema se redujo en más de la mitad a 5,7%. Adicionalmente, mientras periodos anteriores no mostraron mejoras en equidad, en el periodo 2006-2014 el coeficiente de Gini cae de manera importante de 0,445 a 0,408. Según este mismo informe a diferencia del período 1998 – 2006 donde la reducción de la pobreza venía dada solo por el crecimiento de consumo, en el período 2006 – 2014 la reducción de pobreza se da tanto por crecimiento como por redistribución. De hecho, también se registraron avances en los indicadores sociales con un fuerte incremento en la clase media.
27. Este episodio de crecimiento y reducción de la pobreza se dio gracias, a entre otros factores, al boom del precio internacional del petróleo. Sin embargo, este auge disimula algunos problemas estructurales, como un sector público poco eficiente, importantes desbalances macroeconómicos, carencia de mecanismos de estabilización y una baja inversión privada que se hicieron evidentes cuando los

⁹ Ecuador. Evaluación de Programa País 2014. FIDA IOE.

¹⁰ World Bank, Ecuador Country Profile.

¹¹ Instituto Nacional de Encuestas y Censos de Ecuador, INEC.

¹² PIB 2017. Datos del Banco Central de Ecuador 2018.

¹³ <https://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Bibliotecas/Libros/reportePobreza.pdf> Consultado Septiembre 2019.

precios del petróleo cayeron¹⁴. Desde mediados de 2014, esta disminución en los precios del combustible originó un deterioro en la situación macroeconómica de Ecuador. En 2015, la tasa de crecimiento del PIB fue del 0,2%, el consumo privado se estancó y la inversión pública se redujo significativamente. Desde 2014, Ecuador ha estado tratando de equilibrar su economía y, gracias a las medidas aplicadas (junto a la recuperación del precio del petróleo y al aporte creciente de las remesas), en 2017 ha registrado un crecimiento económico del 3%.¹⁵ En el marco de esta estrategia, se lanzó el Plan Prosperidad País para el 2018-2020, y a través de la Ley de Fomento Productivo se establecen los mecanismos de incentivos para el sector productivo ecuatoriano de todos los tamaños, para fomentar la competitividad, la inversión privada y el empleo¹⁶. El objetivo es de incentivar las inversiones privadas, tener un sector público más eficiente y crear mecanismos que protejan al país de la volatilidad de los precios del petróleo.

Cuadro 3

Principales indicadores socioeconómicos de Ecuador (2011-2017)

Nombre del Indicador	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Crecimiento del PIB (% anual)	7,8	5,6	4,9	3,7	0,1	-1,5	2,9
Ingreso Nacional Bruto (INB) per cápita, método Atlas	4,90	5,41	5,83	6,13	6,00	5,80	5,90
PIB per cápita (USD a precios actuales)	5,223	5,702	6,074	6,396	6,150	6,018	6,198
Inflación, precios al consumidor (% anual)	4,84	3,72	2,60	2,35	1,44	1,48	2,18
Agricultura, valor agregado (% del PIB)	9,60	8,64	8,77	9,13	9,45	9,54	9,50
Población, total (millones)	15,18	15,42	15,66	15,903	16,14	16,38	16,62
Población rural (% de la población total)	37	37	37	37	37	36	36

Fuente: Elaboración por IOE a partir de los datos del Banco Mundial 2017.

28. El concepto de Economía Popular y Solidaria (EPS) surgió de la necesidad de reconocer el valor de las organizaciones económicas con base asociativa y su aporte a la economía del país. En este sentido, la Asamblea Constituyente cuando elaboró la Constitución¹⁷ puso énfasis en la EPS, que a pesar de que tenga una menor productividad de pequeña escala y su fragilidad mercantil, es una importante fuente de trabajo y empleo en Ecuador (en 2009, las ventas de las microempresas representaron el 25,7% del PIB de Ecuador).
29. **Desarrollo humano y social.** Desde 1990 hasta 2015, el Índice de Desarrollo Humano (IDH) de Ecuador creció un 15%, hasta ubicarse en 0,743 (véase Cuadro 4). Entre 2010 y 2015, Ecuador subió siete puestos en el ranking, llegando al lugar 89 entre 188 países. El valor del IDH en 2015 es igual al de 2016, debido a un ligero decrecimiento del ingreso nacional bruto per cápita¹⁸. En el año 2017 Ecuador registró un IDH de 0,752 puntos, lo que supone una mejora respecto a 2016, ubicándose en el puesto 87 de un total de 189 países evaluados. Entre 1990 y 2017 el IDH aumentó de 16,9%, con un impacto en varias áreas: la esperanza de vida (aumentó en 7,6 años), la media de años de escolarización (aumentó en 2,1

¹⁴ World Bank, Ecuador Country Profile.

¹⁵ Banco Central del Ecuador.

¹⁶ Plan Prosperidad País, 2018-2020.

¹⁷ El artículo 283 de la Constitución del Ecuador establece que el sistema económico es social y solidario, y está integrado por las formas de organización pública, privada, mixta, popular y solidaria.

¹⁸ PNUD Ecuador. Informe sobre Desarrollo Humano 2016.

años), los años de escolarización previstos (aumentó en 2,8 años), y el PIB per cápita aumentó en un 50,2%.

30. El IDH de Ecuador (0,752) se posiciona en el grupo de países con un IDH alto, y por debajo de la media de 0.758 de países en América Latina y el Caribe (2017).

Cuadro 4

Evolución del IDH de Ecuador 1990-2017

Años	Esperanza de vida al nacer	Años escolarización previstos	Media de años de escolarización	PIB per cápita (2011 PPP\$)	IDH
1990	69,0	11,9	6,6	6 887	0,643
1995	71,2	12,0	6,9	7 459	0,662
2000	72,9	12,4	7,0	6 854	0,670
2005	74,1	12,8	7,3	8 251	0,693
2010	75,0	13,2	7,9	9 215	0,715
2015	76,1	14,3	8,4	10 567	0,743
2016	76,3	14,6	8,7	10 234	0,749
2017	76,6	14,7	8,7	10 347	0,752

Fuente: Elaboración por IOE a partir de los datos PNUD Ecuador 2018.

31. **Pobreza.** Entre 2006 y 2014, se produjo una caída en la incidencia de la pobreza por ingresos y de la pobreza extrema (de 37,6% a 22,5%), también hubo una disminución en la pobreza y de la pobreza por consumo.
32. Persisten brechas importantes en la incidencia de la pobreza, con un contraste especialmente marcado entre las áreas rurales y urbanas. También se registran brechas importantes en la distribución de la pobreza en las diferentes regiones del país, con un nivel más alto en las provincias andinas y amazónicas.¹⁹
33. **Pobreza rural.** El área rural presenta una mayor incidencia de pobreza que el área urbana: la incidencia de la pobreza por ingresos en las áreas rurales en 2018 es de 43%, mientras que en las áreas urbanas es del 15,9%. Debido a la crisis económica, la pobreza rural por ingresos está incrementando: después de una caída desde el 42% en 2013 hasta el 38% en 2015, en junio 2018 ha subido al 43% (en 2017 era del 41%)²⁰. El Coeficiente de Gini para las áreas rurales en 2018 es 0,448 (INEC 2018).
34. **Población Indígena.** El Ecuador se define en su Constitución de 2008, como un estado Intercultural y Plurinacional,²¹ y en el Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021, uno de los objetivos es afirmar la interculturalidad y plurinacionalidad, revalorizando las identidades diversas.²² Según el Censo de INEC (2010), el total de la población ecuatoriana que se define indígena es de 1 018 176 que correspondería a aproximadamente entre un 6% a un 7% de la población total del país. Existen catorce nacionalidades indígenas, con un mayor porcentaje de concentración en la región Andina o Sierra (68%), seguida por la región Amazónica (24%) y luego la Costa (8%).²³ Cada nacionalidad mantiene su lengua y cultura propias. Asimismo, existen 13 lenguas indígenas²⁴ reconocidas oficialmente en la

¹⁹ Encuesta de Condiciones de Vida INEC.

²⁰ Reporte de Pobreza y Desigualdad 2018 INEC.

²¹ El Ecuador es un Estado constitucional de derechos y justicia, social, democrático, soberano, independiente, unitario, intercultural, plurinacional y laico (...) (Art. 1. Constitución del Ecuador 2008).

²² Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021.

²³ Las cifras de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas: mirada desde el Censo de Población y Vivienda 2010, Walter Norberto Fernández Ulloa.

²⁴ Lenguas: achuar chicham, a'ingae, awapit, chá palaa, huao tiri, paicoca, quichua, quichua de la Amazonía (runa shimi), sia pedee, shuar-chichan, tsa, fique, zápara y shiwiar chicham.

Constitución,²⁵ y de estas, la Quichua es la más utilizada, puesto que este es el grupo más representativo en número.

35. Del total de la población indígena que hay en el país, aproximadamente 79% viven en las áreas rurales. La provincia con mayor población indígena rural es Chimborazo (17,1%).²⁶ Este dato evidencia el rostro rural de la realidad indígena, expuesta por lo tanto, a un nivel más alto de pobreza y desigualdad, ya que existen brechas importantes en la incidencia de la pobreza entre el entorno rural y el entorno urbano.²⁷ En comparación con los hogares mestizos, la pobreza aún afecta dos veces más a los hogares indígenas y 1,39 veces más a los afro ecuatorianos y la pobreza extrema casi tres veces más a los hogares indígenas y 1,5 veces más a los afro ecuatorianos²⁸.
36. **Desigualdad social y de género.** El coeficiente de Gini de los ingresos (véase Cuadro 5), un indicador de desigualdad se mantuvo alto²⁹, con un valor entre 0,47 y 0,46 en los últimos años (INEC)³⁰.

Cuadro 5
Coeficiente de Gini

Años	Gini
2013	0,48
2014	0,47
2015	0,48
2016	0,47
2017	0,46

Fuente: Elaboración por IOE a partir de los datos INEC

37. En Ecuador las desigualdades entre hombres y mujeres continúa siendo significativa. El Índice de Desarrollo relativo al Género (IDG, por su sigla inglés) en 2017 en Ecuador es de 0,978. Este índice es un indicador social similar al Índice de Desarrollo Humano que mide las desigualdades sociales y económicas entre varones y mujeres basándose en los conceptos de esperanza de vida al nacer, educación y estimación de ingresos percibidos por sexo. El IDG de Ecuador es ligeramente superior al IDG medio de la región latinoamericana (0,977) y se sitúa también superior a la media mundial (0,941).
38. Por su parte, el Índice de Desigualdad de Género (IIDG, por su sigla inglés) en 2017 en Ecuador fue de 0,385 (véase Cuadro 6). El Índice de Desigualdad de Género sirve para medir la disparidad de género y utiliza tres dimensiones: salud reproductiva, empoderamiento, y participación en el mercado de trabajo. El IIDG de Ecuador se posiciona por debajo de la media mundial de 0,347, y ocupa la posición número 87 de un total de 157 países.³¹ El 38% de los escaños parlamentarios están ocupados por mujeres, y el 52,1% de las mujeres adultas han alcanzado por lo menos un nivel de educación secundaria, comparado a un 52,2% de hombres. Cada 100 000 nacimientos, 64 mujeres mueren por causas relacionadas al embarazo; y la tasa de natalidad en adolescentes es de 73,9 nacimientos cada 1 000 mujeres entre 15 y 19 años. La participación femenina en

²⁵ Constitución 2008. (Art. 2) El castellano es el idioma oficial del Ecuador; el castellano, el kichwa y el shuar son idiomas oficiales de relación intercultural. Los demás idiomas ancestrales son de uso oficial para los pueblos indígenas en las zonas donde habitan y en los términos que fija la ley. El Estado respetará y estimulará su conservación y uso.

²⁶ mientras las provincias con mayor población indígena en áreas urbanas son Pichincha y Guayas.

²⁷ Estos datos se refieren a pobreza por consumo en 2014 Encuesta de Condiciones de vida INEC.

²⁸ Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo, Secretaría Técnica para la Erradicación de la Pobreza (2014). Estrategia Nacional para la Igualdad y la Erradicación de la Pobreza, Quito, 2014.

²⁹ De acuerdo con las Naciones Unidas un coeficiente de Gini superior a 0,40 es muy alto. La desigualdad mundial se estima que es de 0,63, donde "la renta del 20% de las personas más ricas del mundo es 28,7 veces más elevada que la del 20% más pobre".

³⁰ INEC 2018. Encuesta Nacional de Empleo, Desempleo y Subempleo.

³¹ UNDP Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update.

el mercado laboral es del 55,4%, aún muy baja comparada al 81,3% para los hombres.

39. **Agricultura.** El sector agrícola ha desempeñado tradicionalmente un rol importante en la economía de Ecuador. La agricultura es la fuente principal de empleo en el sector rural y representa una parte importante de las exportaciones del país. Durante los últimos 16 años, el sector agropecuario ha crecido de manera irregular, aunque sostenidamente, a una tasa anual del 4,0%, y a pesar de que abarcara el 20% del PIB en los noventa, actualmente contribuye con el 9% (Banco Mundial, 2018).
40. La población rural ecuatoriana representa 37,2% de la población total. Actualmente, la población rural está en disminución (34,5%) y envejeciendo debido a la migración del área rural hacia el área urbana de los jóvenes (INEC, Censo 2010). El territorio cuenta con 28 millones de hectáreas de las cuales 5,46 millones se dedican a la actividad agropecuaria (cultivos permanentes, transitorios y barbecho, pastos naturales y cultivados).³²
41. Se estima que el 75% de las actividades del sector rural son agropecuarias, que representaría un 25% de la población económicamente activa total.³³ A partir de 2014, la fuerte dependencia de las extracciones petroleras y de la volatilidad de sus precios, han llevado el Gobierno del Ecuador a impulsar una estrategia del cambio de la matriz productiva, la cual se basa en gran parte en el sector agropecuario. La agricultura de exportación ecuatoriana se caracteriza por una división entre monocultivos y monopolios de grandes empresas (por ejemplo los sector bananero y floricultor), y una agricultura familiar (sector cafetalero y cacao) de pequeños productores que pertenecen a la población más pobre del país.
42. Durante los últimos cuarenta años, los Gobiernos en Ecuador han mostrado diferentes capacidades para resolver los problemas económicos y sociales de la Nación. Desde 2006, el país ha impulsado una agenda de cambios profundos en las esferas política, económica y social.
43. En 2008 se promulgó la nueva Carta Constitucional, una de las más avanzadas del continente en términos de promoción de un estado de derecho. Esta se desarrolla en el concepto del Buen Vivir. El Buen Vivir es un principio constitucional basado en el "Sumak Kawsay"³⁴, y pretende recuperar el concepto de desarrollo donde se goce la vida en comunidad y en armonía con la naturaleza.³⁵
44. En el marco del *Plan de Desarrollo del Buen Vivir* y para el logro de sus objetivos sociales, el Gobierno del Ecuador, a través de la Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo (ahora llamada Secretaría Técnica Planifica Ecuador) lanzó en 2014 la Estrategia Nacional para la Igualdad y la Erradicación de la Pobreza (ENIEP), que contiene la hoja de ruta para eliminar la pobreza extrema y la desigualdad con acciones concretas, entre las cuales se incluye el fortalecimiento de la economía popular y solidaria.³⁶
45. En términos de protección social, el Ministerio de Inclusión Económica y Social se ocupa de la generación de un estado de bienestar a partir del cual se articulan diversas estrategias para la movilidad social ascendente. En este sentido, las transferencias monetarias no contributivas (Bono de Desarrollo Humano³⁷, y

³² INEC (2017).

³³ Revista Espacios. Vol. 39 (N32). 2018. Pág.7. Aporte del sector agropecuario a la economía del Ecuador. Análisis crítico de su evolución en el periodo de dolarización. Años 2000 – 2016.

³⁴ Sumak Kawsay es una palabra quechua referida a la cosmovisión ancestral de la vida. Desde finales del siglo XX es también una propuesta política desarrollada principalmente en Ecuador y Bolivia.

³⁵ Art. 3 Constitución 2008. Planificar el desarrollo nacional, erradicar la pobreza, promover el desarrollo sustentable y la redistribución equitativa de los recursos y la riqueza, para acceder al buen vivir.

³⁶ SENPLADES. 2014. Estrategia Nacional para la Igualdad y la Erradicación de la Pobreza 2014.

³⁷ El Bono de Desarrollo Humano es un subsidio monetario directo que empezó a implementarse en 1998 durante el gobierno de Jamil Mahuad. El Gobierno de Rafael Correa duplicó su valor en el 2007 a USD 30 mensuales. Actualmente dependiendo de la conformación del núcleo familiar, será hasta por un monto máximo de USD 150 mensuales.

- pensiones para personas con discapacidad y para adultos mayores) permiten que los usuarios alcancen un mayor nivel de ingresos.³⁸
46. Para el objetivo de lucha contra a la pobreza, en 2007 se creó el Crédito de Desarrollo Humano, como política pública complementaria al Bono de Desarrollo Humano, que a través de sus tres componentes (crédito, capacitación y asistencia técnica), favorece la inclusión de las personas en situación de pobreza en el sector formal mediante micro-emprendimientos.³⁹
 47. En el 2015, como medida de apoyo al sector productivo, de pequeños y medianos productores fortaleciendo la asociatividad por medio de créditos adaptados, el Banco Nacional de Fomento fue remplazado por BanEcuador (Banco del pueblo). Además, algunas organizaciones no gubernamentales han formado redes y consorcios para trabajar de manera coordinada en proyectos de inversión en el sector rural, entre las más importantes para la agricultura y el desarrollo rural cabe citar a la Red Financiera Rural (RFR).
 48. En el 2017, la Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo (SENPLADES) (ahora llamada Secretaría Técnica Planifica Ecuador), presentó el Plan Nacional de Desarrollo Toda una Vida (2017-2021)⁴⁰ organizado en tres ejes y nueve objetivos, entre ellos el desarrollo de capacidades productivas y del entorno para lograr la soberanía alimentaria y el desarrollo rural integral, con la meta de reducir la incidencia de la pobreza rural e incrementar la tasa de empleo adecuado en las áreas rurales.
 49. En el 2018, el presidente Lenin Moreno presentó el Plan Prosperidad País 2018-2021 en el que el Gobierno anunció un plan para fortalecer las finanzas públicas y para reducir el déficit fiscal (del 5,6% del PIB en 2018 al 2,5% del PIB en 2021).⁴¹ El plan incluye once reformas para "sanar una economía enferma", entre ellas la Ley de Fomento Productivo, la cual otorga incentivos a la Economía Popular y Solidaria. En la nueva visión del modelo económico presentado en el Plan Prosperidad, el país se abre a la inversión privada, afirmando que el sector privado impulsará el desarrollo el país.⁴²
 50. Actualmente (2019) y atendiendo a los lineamientos nacionales, los objetivos estratégicos del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG)⁴³ para el objetivo del desarrollo del agro ecuatoriano, incluyen entre otros las siguientes directrices: (i) facilitar el desarrollo del mercado de servicios no financieros; (ii) incrementar la eficiencia de la prestación de servicios que benefician al sector agropecuario para fomentar la productividad sostenible y sustentable a nivel económico, social y ambiental; (iii) incrementar el acceso, la democratización y la redistribución de los factores de la producción, con énfasis en la agricultura familiar campesina, para alcanzar la soberanía alimentaria y el buen vivir rural; (iv) incrementar el fomento productivo y fortalecer la participación de los actores del sector en mercados convencionales y alternativos, a nivel local, nacional e internacional, para satisfacer la demanda interna y diversificar la oferta exportable; y (v) consolidar un sistema agroalimentario altamente productivo, a bajo costo, con precios justos, incrementado la generación de empleo, la organización y las buenas prácticas ambientales.
 51. Según una de las recomendaciones de la propuesta Pro-Forma presupuestaria para el 2019 del Ministerio de Economía y Finanzas (MEF) (con un presupuesto total

³⁸ <https://www.inclusion.gob.ec/bono-de-desarrollo-humano1/>

³⁹ Crédito de Desarrollo Humano (El estado del buen vivir). Ministerio de Inclusión Económica y Social 2016.

⁴⁰ SENPLADES (2017). Plan Nacional de Desarrollo, 2018-2021. A partir de Junio 2019 SENPLADES pasó a llamarse Secretaría Técnica Planifica Ecuador.

⁴¹ CEPAL. Informe Macroeconómico 2018. Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2018.

⁴² MEF. 2018. Plan Prosperidad 2018-2020. Gobierno del Presidente Lenin Moreno.

⁴³ MAG. 2019. Planificación estratégica MAG. <https://www.agricultura.gob.ec/el-ministerio/> Consultada en Febrero 2019.

- estimado en USD 160 millones),⁴⁴ el Gobierno contemplaría una asignación de recursos para el sector agropecuario del 0,06%. Esta decisión supone un recorte substancial (entre el 20% y el 30% respecto a años anteriores). Actualmente, el FIDA se coloca como el cooperante que más fondos designa a dicho sector y, considerando los recortes previamente mencionados, se posiciona como un socio clave para promover el desarrollo rural y agrícola en las zonas rurales del país.
52. Adicionalmente, el sector agropecuario en el Ecuador enfrenta desafíos importantes a tomar en consideración, por una parte, el sector se ha visto afectado por una visión aislada en la que se enfoca en políticas públicas de corte social compensatorio y con funciones de proveer seguridad alimentaria. A raíz de esto, se ha limitado la posibilidad de tener una visión estratégica del sector como un motor de desarrollo económico que cuente con políticas públicas que, además de garantizar el bienestar social y la soberanía alimentaria de las familias rurales, genere ingreso y fuentes de empleos directas en las zonas rurales e indirectas en las zonas urbanas.⁴⁵
53. **Cambio climático y medio ambiente.** Ecuador está caracterizado por una gran variedad de ecosistemas con alta biodiversidad. Por otro lado, también sufre de inundaciones provocadas por el fenómeno de El Niño, sequías, actividad volcánica y movimientos telúricos. De acuerdo al World Risk Index de Naciones Unidas, Ecuador es un país de alto riesgo por su exposición a las catástrofes naturales. El terremoto de 7,8 grados de la escala Richter que afectó el país en 2016 provocó la muerte de más de 600 personas y un costo económico de cerca del 3,5% de USD 3 344 millones, según SENPLADES. De acuerdo con los análisis de la Segunda Comunicación Nacional sobre Cambio Climático, entre los impactos más probables que se podrían verificar en el país, destacan: (i) la intensificación de eventos climáticos extremos, como los ocurridos a causa del fenómeno de El Niño; (ii) el incremento del nivel del mar; (iii) el retroceso de los glaciares; (iv) mayor transmisión de enfermedades tropicales; y (v) la extinción de especies.
54. Por lo que se refiere a la deforestación, Ecuador es uno de los países líderes en la producción sostenible de 'commodities' y otros productos agrícolas; además de un país comprometido con los esfuerzos globales de combate al cambio climático y de reducción de emisiones de gases de efecto invernadero a través de varias medidas como la reducción de la deforestación y la conservación de los bosques. Producto de ello, pasó de una deforestación neta anual de 92.742 hectáreas en el periodo 1990-2000, a 61.112 hectáreas para el periodo 2014-2016.⁴⁶
55. El Gobierno del Ecuador, a través del Ministerio del Ambiente, elaboró una Estrategia Nacional de Cambio Climático, así como una Estrategia Nacional de Biodiversidad que promueva la internalización del tema en instancias públicas y privadas, en el marco normativo e institucional existente.⁴⁷ La Estrategia Nacional de Cambio Climático reconoce los desafíos del sector agropecuario en relación con dicho fenómeno. Se resalta la vulnerabilidad de la producción agrícola, principalmente aquella en latitudes medias, como una de las áreas mayor afectadas debido a una menor disponibilidad de agua y los cambios en la temperatura promedio del suelo y aire pueden tener un efecto en el incremento de plagas y pérdida de tierras cultivables y cosechas.⁴⁸ Asimismo, la estrategia prioriza a la agricultura de pequeña escala y de subsistencia como el sector más vulnerable a los eventos climáticos extremos.

⁴⁴ MEF. 2019. https://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2018/11/16CN_Por-Programa.pdf. Consultado en Febrero 2019.

⁴⁵ https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/40863/1/S1601309_es.pdf

⁴⁶ <https://www.agricultura.gob.ec/ecuador-avanza-en-la-conservacion-y-la-produccion-sostenible-libre-de-deforestacion/>

⁴⁷ <http://www.ambiente.gob.ec/ecuador-tiene-politicas-sobre-el-cambio-climatico/>

⁴⁸ Estrategia Nacional de Cambio Climático del Ecuador 2012-2025

Cuadro 6
Evolución del IIDG en Ecuador (2005-2017)

	2005	2010	2015	2017
Ecuador	0,452	0,418	0,387	0,385
Promedio Mundial	0,418	0,383	0,358	0,347
Ecuador en ranking	74	80	84	87
Número países	144	149	156	157

Fuente: Elaboración por IOE a partir de los datos PNUD⁴⁹.

56. **Migración y remesas.** En Ecuador el 6,8% de la población es emigrante y ocupa el lugar 104 de 195 del ranking de emigrantes. La emigración femenina, 52% del total, es superior a la masculina. Los principales países de destino son Estados Unidos, seguidos por España e Italia.
57. El flujo de remesas procedente de los Estados Unidos de América en 2017 ascendió a USD 1 588,6 millones (55,9% del monto total recibido) que, comparado con el flujo contabilizado en 2016 (USD 1 461 millones), registró un aumento de 8,7%. El flujo de remesas proveniente de España en 2017 sumó USD 766,2 millones (27% del monto total recibido), valor superior en 11,7% al recibido en 2016 (USD 685,7 millones). Durante 2017, el flujo de remesas proveniente de Italia sumó USD 155,7 millones (5,5% del monto total recibido), valor inferior en -0,8%, comparado con el contabilizado en 2016 (USD 157,0 millones).
58. Entre 2000 y 2008, las remesas de trabajadores migrantes aportaron en promedio un 5,7% del PIB. Entre 2008 y 2015, las remesas cayeron del 23% en términos nominales, y en 2016 representan cerca del 2,4% del PIB.⁵⁰ Sin embargo, el flujo de remesas familiares que ingresó al país durante 2017 sumó USD 2 840,2 millones, cifra superior en 9,2% al valor registrado en 2016 (USD 2 602,0 millones).⁵¹
59. **Asistencia Oficial al Desarrollo.** En el período 2009-2016 la Ayuda Oficial para el Desarrollo (AOD) total neta recibida por Ecuador se ha mantenido relativamente constante y fue de aproximadamente USD 1 550 millones con un promedio de 194 millones por año, con un pequeño pico en 2015, año en el que llegó a USD 318 millones. En 2016, la AOD neta recibida fue de USD 243 millones; el Cuadro 7 muestra la AOD en este período. Los niveles de AOD per cápita y de AOD calculada como porcentaje del INB se han mantenido bastante constantes en los últimos años (en 2016 respectivamente USD 15 y 0,3%) con un pico en 2015 de USD 20 per cápita.

Cuadro 8
Monto de Asistencia Oficial al Desarrollo hacia Ecuador (2009 - 2016) en millones de USD a precios actuales

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
AOD desembolsada (millones de USD)	202	160	164	148	150	165	318	243

Fuente: Elaboración por IOE a partir de los datos del Banco Mundial.

60. Entre 2014 y 2016, los mayores donantes fueron las Instituciones de la Unión Europea, Francia y Alemania. En este período, con respecto a la distribución de

⁴⁹ UNDP Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update

⁵⁰ Banco Central de Ecuador y World Economic Outlook, Abril 2016.

⁵¹ Banco Central de Ecuador. <https://contenido.bce.fin.ec/frame.php?CNT=ARB0000985>.

AOD por ámbitos, el sector de la infraestructura social y servicios recibió el 60%, la ayuda humanitaria el 12%, y la educación el 9%.⁵²

61. **Otros financiadores.** China ha sido un importante financista del Ecuador. Actualmente, el país asiático sigue siendo considerado como un socio estratégico. El presidente Lenin Moreno ha suscrito más de diez acuerdos de cooperación en materia comercial, industrial, judicial, de aviación civil, gestión de riesgos y seguridad entre otros. Según el presidente Moreno, Ecuador obtuvo en China tres desembolsos: USD 900 millones aproximadamente, con la tasa de interés más baja de la historia; USD 30 millones de cooperación, no reembolsables y USD 87,9 millones, al 3,4%, para reconstrucción⁵³.

B. Estrategia y operaciones del FIDA durante el período de la EPPP

62. **Presencia del FIDA en Ecuador.** Se pueden distinguir tres etapas principales en el seguimiento de los proyectos FIDA en Ecuador.
- Fase 1. A partir de partir de 2009, el FIDA adoptó la supervisión directa de su cartera en el Ecuador. Se cuenta con la presencia de un consultor de enlace en Quito (con dedicación parcial). El gerente de programa en el Ecuador (responsable desde fines del 2008) que es encargado, además, de otros dos países de la región (Estado Plurinacional de Bolivia y la República Bolivariana de Venezuela).
 - Fase 2. A partir de noviembre 2013 el gerente de programa en el Ecuador empieza a operar desde la sede regional de Lima, Perú. El gerente sigue encargado de la cartera de Bolivia y Venezuela.
 - Fase 3. A partir de marzo 2016, la gerente sigue operando desde Lima, pero encargada además de Venezuela y Haití.
63. **Estrategia del FIDA en Ecuador.** Se pueden distinguir tres etapas principales en la ejecución de proyectos del FIDA en Ecuador.
- Fase 1 (1978-2007). La estrategia consistió en cofinanciar un proyecto del Banco Mundial, "Proyecto de desarrollo de los pueblos indígenas y afroecuatorianos" (PRODEPINE), el cual buscaba reforzar la capacidad de las organizaciones indígenas y afroecuatorianas. El FIDA asumió la responsabilidad del componente de apoyo a los servicios financieros.
 - Fase 2 (2008-2013). A partir de 2008, aparecen nuevas señales de una prometedora colaboración entre el FIDA y el Gobierno del Ecuador. Se diseñó el primer COSOP y se propuso un enfoque de desarrollo territorial basado en corredores geográficos longitudinales, conectando zonas rurales y urbanas de varias regiones naturales. El "Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales" (PBVTR), aprobado por la Junta Ejecutiva en septiembre de 2011, fue diseñado en base a las prioridades del Gobierno.
 - Fase 3 (2014-2018). En esta última fase y después de las recomendaciones de la primera evaluación de país, se visibilizan más claramente la necesidad de fortalecer el desarrollo de la cartera aprobada hasta la fecha, así como la falta de una mayor claridad en el COSOP 2004. Se aprueba un nuevo COSOP (2014) ya que el 2004 había perdido vigencia, que reafirmó el compromiso de FIDA para revertir las condiciones de pobreza. Una novedad de esta fase fueron los diseños innovadores con componentes de acceso a la comercialización y actividades no agrícolas.
64. Evolución de la estrategia del FIDA en Ecuador. El segundo COSOP fue aprobado por la Junta Ejecutiva del FIDA en diciembre de 2014 para el período 2014-2018.

⁵² OECD Aid at Glance Chart Ecuador.

⁵³ <https://www.ecuavisa.com/articulo/noticias/politica/438311-ecuador-china-suscriben-10-acuerdos-cooperacion>. Consultada en Septiembre 2019.

Este programa fue el primero preparado siguiendo las directrices para las intervenciones basadas en los resultados y tomó en cuenta las conclusiones y recomendaciones generadas por la primera evaluación del programa de país. En particular, la evaluación del 2014 acentúa la pérdida de pertinencia de las propuestas del FIDA respecto a las nuevas políticas gubernamentales, así como un desempeño irregular de la cartera de proyectos y relaciones deficientes con el Gobierno durante el período evaluado.

- 65. Los objetivos estratégicos de este COSOP toman como punto de partida las enseñanzas extraídas de las intervenciones previas del FIDA las cuales proponen una articulación más clara en línea con las prioridades del país, prestando apoyo directo al cambio de modelo productivo y el fomento de los conocimientos y el talento humano (véase Cuadro 9). Así mismo, se propone promover medidas que aceleren la diversificación rural, enfocándose en el fomento de emprendimientos agrícolas y no agrícolas y el acompañamiento de un mayor y mejor acceso a los servicios financieros (particularmente al crédito). Finalmente se incluyen la innovación en la lucha contra la pobreza rural y el seguimiento y evaluación, como elementos complementarios que requieren mayor atención.
- 66. En octubre de 2018, el COSOP fue revisado y extendido por tres años, cubriendo el período 2014-2021. En cuanto al marco de gestión de los resultados, los indicadores continúan siendo los mismos, sin embargo, las metas se han revisado tomando en cuenta las nuevas operaciones, esta revisión también incorpora los atrasos en las metas de alcance (número de familias beneficiadas por el proyecto) las cuales no han sido alcanzadas debido a las demoras en los resultados del Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS). Además las nuevas metas también consideran la implementación del FAREPS así que la del Programa Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor (DINAMINGA).

Cuadro 9
Elementos principales de los COSOP

<i>Elementos clave de la estrategia</i>	<i>COSOP 2004 (2004-2014)</i>	<i>COSOP 2014 (2014-2018) y revisión COSOP 2014 (2018-2021)</i>
OBJETIVOS ESTRATÉGICOS	<p>No se delinear objetivos específicos. Sin embargo, la división de LAC identifica una serie de oportunidades en cuanto a las intervenciones del FIDA en la región. Entre ellas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apoyo a las comunidades étnicas nativas y minorías étnicas; • Eliminación de las desigualdades de género en las zonas rurales; • Protección y fortalecimiento del capital social; <ul style="list-style-type: none"> • Desarrollo de tecnologías adecuadas para pequeños agricultores y empresarios; • Provisión de servicios financieros rurales innovadores; • Desarrollo de microempresas y expansión del mercado laboral rural; • Acceso a la tierra y derechos de propiedad. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mejorar el acceso a activos y recursos para apoyar la diversificación de la economía rural ecuatoriana (fomentando entre otras cosas, emprendimientos asociativos e inversiones que generen empleo e ingresos para las familias rurales pobres del Ecuador). 2. Incrementar las capacidades de los productores rurales pobres y los posibles emprendedores (para que participen en la formulación de políticas productivas inclusivas favorables a la población pobre, y se beneficien de las mismas).
<i>Elementos clave de la estrategia</i>	<i>COSOP 2004 (2004-2014)</i>	<i>COSOP 2014 (2014-2018) y revisión COSOP 2014 (2018-2021)</i>

<p>SUBSECTORES PRIORITARIOS (categorías de intervención)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programar áreas de intervención con altos niveles de población indígena y afroecuatoriana; • Integración de la perspectiva de género y prestación de asistencia para la obtención de documentos legales, la obtención de tierras, el apoyo a pequeñas empresas, asistencia técnica, servicios financieros y empleo rural; • Capacitación y entrenamiento para la contratación y toma de decisiones en la comunidad; • Asistencia en la regularización de la tenencia de la tierra, encuestas catastrales y registros; • Asistencia para contratar las tecnologías requeridas en el mercado libre y la participación en otras iniciativas de generación de tecnología impulsadas por la demanda y financiadas por otros donantes; • Asistencia técnica a intermediarios financieros; • Apoyo a mecanismos de micro-finanzas y bancos comunitarios; • Asistencia técnica y financiamiento para iniciativas dentro y fuera de las granjas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inversiones productivas y promoción de negocios rurales para promover la diversificación de la matriz productiva, generar empleo e ingreso • Promoción de la conservación y uso racional de los recursos naturales fuertemente imbricada en los componentes productivos <ul style="list-style-type: none"> • Implementación de actividades de sensibilización y auto reglamentación efectiva sobre el uso de agroquímicos • Promoción de alianzas entre instituciones públicas (gobiernos locales en primer lugar) y organizaciones de base para acciones de conservación de los recursos naturales <ul style="list-style-type: none"> • Apoyo a los emprendimientos rurales: • Creación y fomento de cadenas de valor y promoción del acceso a mercados a nivel territorial, nacional e internacional • Incremento y/o mejoramiento de alianzas comerciales existentes <ul style="list-style-type: none"> • Promoción de alianzas para la transformación, agregación de valor y comercialización • Promoción de especies tradicionales resistentes frente a la variabilidad climática • Promoción de certificaciones (orgánica, de calidad, de agro-biodiversidad, etc.) <ul style="list-style-type: none"> • Difusión de conocimiento y apoyo al fortalecimiento y acceso a los servicios de asistencia técnica
<p>ESTRATEGIA DE FOCALIZACIÓN</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Las principales áreas de intervención incluirán áreas con altos niveles de población indígena y afro-ecuatoriana. <ul style="list-style-type: none"> • Propuesta de incorporar el concepto de Corredor dentro del enfoque de desarrollo territorial: no solo desarrollaría un área específica, sino reforzaría las conexiones entre las áreas rurales y urbanas ampliando las oportunidades de conexión entre las poblaciones rurales y las ciudades, otorgando oportunidades de empleo fuera de la granja y actividades alternativas para la generación de ingresos. Tres áreas geográficas de intervención identificadas: Corredor Puyo-Portoviejo; Corredor Ibarra-San Lorenzo; Corredor Loja-Zumba. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pequeños productores locales (miembros de pueblos y nacionalidades indígenas; afrodescendientes o cimarrones; montubios; mestizos; blancos) <ul style="list-style-type: none"> • Mujeres y jóvenes rurales; • Indígenas (cazadores y/o agricultores de subsistencia); <ul style="list-style-type: none"> • Asalariados rurales (temporales y permanentes).
<p>GESTIÓN DEL PROGRAMA EN EL PAÍS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Supervisión • Gerente localizado en Roma, Italia. 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervisión directa por parte del FIDA • Gerente localizado en Lima, Perú.

Fuente: Fuente: Elaboración por IOE

67. **Marco de financiación – Sistema de Asignación de Recursos Basado en Resultados.** El período cubierto por la evaluación abarca tres ciclos completos del Sistema de Asignación de Recursos Basado en Resultados (PBAS, por sus siglas en inglés), con un promedio de asignación de USD 26,4 millones por ciclo (véase Cuadro 10).

Cuadro 10
Asignación de PBAS para Ecuador (USD Millones)

Ciclo del PBAS	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016-2018
Recursos asignados	25,3	19,4	17,5	43,5

Fuente: Sistema de Proyectos de Inversión y Donaciones (GRIPS, por sus siglas en inglés)

68. **Operaciones apoyadas por el FIDA. Cartera crediticia.** Desde 1978, el FIDA ha contribuido con un total de 10 proyectos en Ecuador, con un costo total de la cartera de USD 298,06 millones (véase
69. Cuadro 13). Dicho monto se distribuye de la siguiente forma: fondos FIDA a través de préstamos bajo condiciones crediticias intermedias (1978-1997), muy favorables (2004-2008) y ordinarias (2009-actualmente) por un monto de USD 139,96 millones (47,0%); la contribución del Gobierno ha sido de USD 68,87 millones (23,1%); la contribución de beneficiarios de USD 22,48 millones (7,5%); y el cofinanciamiento internacional de USD 66,75 millones (22,4%), véase Anexo II: Resumen de las operaciones del FIDA en Ecuador.

Cuadro 11
Operaciones del FIDA en Ecuador

FIDA Ecuador	
Primer proyecto financiado por el FIDA	1978
Total de proyectos aprobados financiados por el FIDA	10
Número de proyectos vigentes	3
Monto total de préstamos del FIDA	USD 139,96 millones
Condiciones de los préstamos	Intermediarias (1978-1997); muy favorables (2004-2008) y ordinarias (2009-actualmente)
Fondos de contrapartida (Gobierno del Ecuador, y Beneficiarios)	USD 68,87 millones
Cofinanciamiento	USD 66,75 millones
Costo total de la cartera	USD 298,06 millones
Enfoque de las operaciones	Desarrollo agrícola; desarrollo rural; crédito y servicios financieros;
Instituciones co-financieras	Programa Mundial de Alimentos, Banco Interamericano de Desarrollo, Banco Mundial, Fondo para el Medio Ambiente Mundial, Gobierno de España y los Países Bajos.
COSOP	COSOP 2004 (período 2004-2014) COSOP 2014 (período 2014-2018) COSOP 2014 actualizado en 2018 (período 2018-2021)
Presencia del FIDA en Ecuador ⁵⁴	-
Gerente de Programas en Ecuador	Francisco Pichón (2008 - Oct.13); Jesús Quintana (Nov.13-Feb16)
Gerente Actual del Programa	Caroline Bidault, desde Marzo 2016
Interlocutor principal del Gobierno	Ministerio de Economía y Finanzas (MEF)

Fuente: FIDA. Documento conceptual.

⁵⁴ Actualmente la consultora fiduciaria de la cartera de Ecuador, Bolivia y Venezuela tiene asignado 50 días adicionales al año para actuar como consultor de enlace en el país.

70. La cartera del FIDA cubierta por esta evaluación (2009-2019) cuenta con un proyecto finalizado llamado Proyecto de Desarrollo Territorial del Corredor Ibarra-San Lorenzo, (PISL) y tres proyectos en ejecución Programa del Buen Vivir en territorios rurales (PBVTR)⁵⁵, el Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS) y el Proyecto Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor (DINAMINGA) por un costo total de USD 160,06 millones de los cuales el FIDA contribuyó con USD 85,9 millones (53,67%), el Gobierno con USD 17,7 millones (11,07%), las entidades co-financiadoras con USD 40,84 millones (25,51%) y los beneficiarios con USD 15,61 millones (9,75%). Entre el 2012 y 2018, la cartera del FIDA en Ecuador ha desembolsado un promedio de USD 5,78 millones anuales.

Cuadro 12

Datos generales de la cartera cubierta por la EEPP 2019

Nombre del proyecto	Tipo de proyecto	Costo Total millones USD	Aporte FIDA millones USD	Cofinanciación millones USD	Contraparte Nacional millones USD	Contribución Beneficiarios millones USD
Proyecto de Desarrollo en Ibarra-San Lorenzo	Desarrollo Rural	19,96	12,79	(GEF) 2,70	2,45	2,02
Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales	Desarrollo Rural	68,97	17,30 (TU-LN) 10,00	(F. Esp.) 15,00	20,75	5,92
Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria –FAREPS	Crédito Rural	35,97	15,90 (ASAP) 4,00	-	12,00	4,07
Programa Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor-DINAMINGA	Desarrollo Rural	35,16	25,91	-	5,64	3,60
Total		160,06	85,9	17,70	40,84	15,61

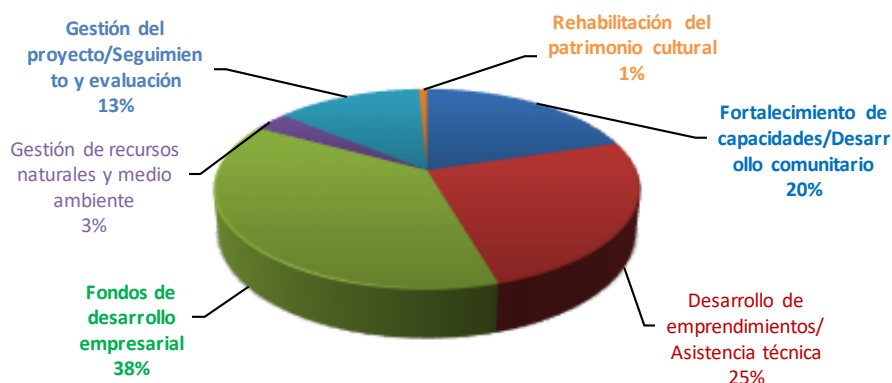
Fuente: Base de datos del FIDA

71. Como se muestra en el Gráfico 2, los fondos de los cuatro proyectos cubiertos por esta evaluación se han concentrado en: (i) fondos de desarrollo empresarial (38%); (ii) desarrollo de emprendimientos y asistencia técnica (25%); (iii) fortalecimiento de capacidades y desarrollo comunitario; (iv) gestión del proyecto; y (v) gestión de recursos naturales y medio ambiente, así como rehabilitación del patrimonio cultural (entre ambos 4%).

Gráfico 2

⁵⁵El proyecto tiene como fecha cierre el 31 de diciembre de 2018, sin embargo, el proyecto está actualmente en proceso de ampliación por un total de 3 años más.

Inversiones apoyadas por el FIDA en Ecuador por componentes (2009-2019)



Fuente: Elaboración por IOE según el sistema de base de datos del FIDA

72. **Donaciones.** Los recursos de donación han sido un instrumento estratégico para mejorar la efectividad de las estrategias de desarrollo rural contempladas en el marco de los proyectos FIDA. La cartera del FIDA en Ecuador ha contado con tres donaciones de país y seis donaciones regionales por un monto total de USD 13,98 millones, véase Anexo V: Donaciones del FIDA a Ecuador (2009-2019). De las tres donaciones directas, dos han sido componentes de préstamos del FIDA para fortalecer la gestión de recursos naturales y la adaptación al cambio climático (Fondo Mundial para el Medio Ambiente, FMAM y fondo FIDA para la Adaptación Adaptada a la Pequeña Agricultura, ASAP por sus siglas en inglés). Otros temas adicionales que se encuentran tratados en las donaciones regionales son los jóvenes y emprendimientos, empoderamiento social y el apoyo a la innovación y la investigación de pequeños productores.

Observaciones principales

- Ecuador es un país de ingresos medios altos, que sitúa a su economía en el octavo lugar en América Latina y el Caribe.
- El IDH de Ecuador (0,752) se posiciona en el grupo de países de IDH alto y por debajo de la media de 0,758 de países de América Latina y el Caribe (2017).
- Ecuador experimentó un episodio de crecimiento y reducción de la pobreza entre el 2007 y el 2014, gracias entre otros factores, al boom del precio internacional del petróleo y a un mayor endeudamiento.
- Desde 2014, la disminución del precio del combustible, entre otros, origina un deterioro en la situación macroeconómica de Ecuador. Desde 2014 se aplican medidas de recuperación de la economía, como son las medidas de reducción del déficit, así como el establecimiento de incentivos para fomentar la competitividad, inversión privada y el empleo.
- La Economía Popular y Solidaria es una importante fuente de empleo y trabajo.
- La población rural ecuatoriana representa un 37,2 % de la población total y se estima que representa un 25% de la población económicamente activa total.
- Persiste un contraste marcado de brecha en la incidencia de la pobreza entre las áreas rurales y urbanas. También se registran brechas importantes en la distribución de pobreza en las diferentes regiones del país, con un nivel más alto en las provincias andinas y amazónicas.
- Ecuador está caracterizado por una gran variedad de ecosistemas que generan alta biodiversidad; es también considerado un país de alto riesgo por su exposición a las catástrofes naturales.
- Desde el año 1978, el FIDA ha concedido a Ecuador 10 préstamos, por un monto aproximado de USD 140 millones.
- El financiamiento de las inversiones apoyadas por el FIDA se concentra en el desarrollo de emprendimientos y asistencia técnica y en el fortalecimiento de capacidades y desarrollo comunitario.
- Los préstamos fueron complementados por donaciones específicas para el país y regionales.
- El primer COSOP (período 2004-2013) no delineaba objetivos específicos, aunque se identificaba, entre otros, el apoyo a las comunidades nativas, desarrollo tecnologías

adecuadas, así como la financiación de iniciativas agrícolas y no agrícolas como apoyo a la cartera del país. Este COSOP ya fue evaluado por la primera EPP 2014.

- El segundo COSOP, así como su revisión y extensión (2014-2018-2021) propone una articulación más clara en línea con las prioridades del país, enfocándose en el fomento de emprendimientos agrícolas y no agrícolas y el fomento de los conocimientos y el talento humano.

III. Cartera crediticia

A. Desempeño de las operaciones e impacto en la pobreza rural

73. La presente evaluación abarca los siguientes cuatro proyectos: el Proyecto de Desarrollo Territorial del Corredor Ibarra-San Lorenzo (PISL), cuya ejecución fue puesta en común con el Proyecto Programa del Buen Vivir en territorios rurales (PBVTR); el Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS) y el Proyecto Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor (DINAMINGA). Sin embargo, debido a un retraso en la implementación de los proyectos FAREPS y DINAMINGA, la eficiencia de estos proyectos será evaluada exclusivamente en base las etapas de pre-implementación. Esta evaluación no evalúa la eficacia, el impacto o la sostenibilidad de dichos proyectos.

Pertinencia

74. **Pertinencia de los objetivos. Los objetivos de los cuatro proyectos son pertinentes con las políticas, estrategias y planes actuales del Gobierno del Ecuador y del FIDA.**⁵⁶ En particular apoyan plenamente a la implementación del Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021. La cartera del FIDA se alinea plenamente con el primer objetivo del plan que busca garantizar una vida digna con iguales oportunidades para todas las personas, este objetivo promueve las siguientes iniciativas apoyadas por el Fondo: inclusión económica y social; combatir la pobreza en todas sus dimensiones; garantizar la equidad económica, social, cultural y territorial; generar capacidades y promover oportunidades en condiciones de equidad. Asimismo, los objetivos de los proyectos más recientes (FAREPS y DINAMINGA) han evolucionado dando mayor énfasis al desarrollo de capacidades comerciales basado en la solidaridad y la asociatividad. Esta evolución se debe tanto a las nuevas políticas sectoriales como la Política Agropecuaria Ecuatoriana (2015-2021), así como a las aprendidas de proyectos como el PBVTR y proyectos anteriores como el PRODEPINE, donde se percibió que se requiere de mayor apoyo a las poblaciones meta para integrar sus resultados productivos en las cadenas de valor.
75. Los objetivos de los proyectos están alineados con aquellos objetivos tanto del Marco Estratégico del FIDA (2016-2025)⁵⁷, así como del COSOP 2014 y su versión revisada (2018) respecto al incremento de capacidades productivas, fomento de diversificación agrícola y participación en los mercados. Sin embargo, se observa una inadecuada integración del tercer objetivo estratégico, fortalecer la sostenibilidad ambiental y la capacidad de resistencia al cambio climático como eje transversal en los proyectos, especialmente en el PISL y DINAMINGA.
76. **Pertinencia de la focalización. Un aspecto positivo en la evolución de la focalización de la cartera ha sido identificar los grupos meta de acuerdo con su estado de pobreza en lugar de su etnicidad.** Este punto fue ya observado en proyectos evaluados por la primera evaluación (2014), como son, el PRODEPINE y el PISL. En el caso de FAREPS y DINAMINGA se hace referencia

⁵⁶ A nivel del Gobierno del Ecuador se incluyen entre otros: el Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021 Toda una Vida; el Plan de Prosperidad 2018-2021; la Política Agropecuaria Ecuatoriana – Hacia el desarrollo territorial rural sostenible 2015-2025; la Estrategia Nacional para la igualdad y la Erradicación de la Pobreza de 2014; la Política Ambiental Nacional, la Estrategia Nacional de Cambio Climático del Ecuador 2012-2025; y la Estrategia Nacional para la Biodiversidad. A nivel del FIDA se incluyen entre otros: los dos objetivos estratégicos del COSOP 2014 y la versión revisada de 2018, en particular el objetivo 1: mejorar el acceso a activos y recursos para apoyar la diversificación de la economía rural ecuatoriana, fomentando entre otras cosas, la agroecología, los emprendimientos asociativos e inversiones que generan empleo e ingresos para las familias rurales del Ecuador.

⁵⁷ Los tres objetivos estratégicos del Fondo (2016-2025) son: (i) incrementar las capacidades productivas de la población rural pobre; (ii) aumentar los beneficios derivados de la participación en los mercados; y (iii) fortalecer la sostenibilidad ambiental y la capacidad de resistencia al cambio climático de sus actividades económicas.

específica al índice de pobreza y desigualdad del Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC) para apoyar la selección de los grupos meta, en estos dos casos los índices son muy pertinentes para apoyar al seguimiento interno de resultados de interés nacional y del FIDA. Por su parte, el diseño del PBVTR ha identificado las organizaciones y grupos con quien se debe trabajar y establecer alianzas mediante un anexo específico siguiendo una metodología similar.⁵⁸

77. Se evidencia que la cobertura geográfica de los proyectos corresponde a comunidades rurales de alta pobreza y desigualdad.⁵⁹ Por ejemplo, una comparación entre los datos de pobreza del INEC (2014) con las zonas de intervención de los proyectos PISL, PBVTR, FAREPS y DINAMINGA, confirma que los proyectos están enfocándose en la gran mayoría de las provincias que tienen altas incidencias de pobreza. Entre ellas se encuentran las provincias de Chimborazo, Esmeraldas, Imbabura, Loja, Manabí, Morona Santiago, Napo y Zamora Chinchipe.
78. Los proyectos cubren amplios territorios donde no sólo se concentran altos índices de pobreza, sino comunidades rurales de alta diversidad étnica y cultural que viven en diversos pisos ecológicos. Esta situación, ya evidenciada en la evaluación del 2014, confirma que todavía existe una continuidad en el apoyo a un enfoque de vasta amplitud territorial que mantiene altos costos logísticos y pocas oportunidades de concentración de recursos.⁶⁰ Debido a la falta de coincidencia territorial entre los proyectos de la cartera, conjuntamente con la aplicación de plazos de metas cortas,⁶¹ y tomando en cuenta algunas de las lecciones identificadas en la versión revisada del COSOP (2018)⁶², se considera que es necesario aprovechar mejor las sinergias e intercambios de experiencias entre los proyectos. La única superposición de los proyectos se encuentra en la provincia de Los Ríos, la cual no tiene una de las mayores incidencias de pobreza o desigualdad de ingresos.
79. **Pertinencia del diseño de los proyectos** Se confirma que la cartera se basa en la aplicación del marco lógico y que se enfoca en la meta final del Gobierno del Ecuador y del FIDA; es decir, la reducción de pobreza y la mejora de las condiciones de vida de un total de 60 000 familias rurales (20 000 en cada proyecto), en el marco de la economía popular y solidaria. Para lograr esta meta, los proyectos tienen componentes alineados al COSOP 2014 y la versión revisada de 2018, estos componentes son: (i) el fortalecimiento de capacidades de familias y organizaciones participantes; (ii) el desarrollo de emprendimientos e intercambio de mercados y; (iii) el desarrollo de conocimientos, gestión y administración.
80. Por ejemplo, el PBVTR tiene componentes de fortalecimiento de capacidades de gestión territorial, un fondo de inversión para fomentar iniciativas territoriales (incluye el fomento de microempresas agrícolas asociativas, así como no-agrícolas) y la aplicación de un sistema de seguimiento y evaluación participativa con el fin de facilitar, entre otras, la sistematización de lecciones aprendidas con respecto a los procesos de planificación de los gobiernos autónomos e iniciativas empresariales.

⁵⁸ Anexo 5, apéndice 1 del documento del diseño del PBVTR.

⁵⁹ Según la Encuesta Nacional de Empleo, Desempleo y Subempleo, realizado en febrero 2019 (reporte julio de 2019) la línea de pobreza se ubicó en USD 85,03 mensuales per cápita y la línea de pobreza extrema en USD 47,92 mensuales per cápita. Fuente: Instituto Nacional de Estadísticas y Censos.

⁶⁰ Las entrevistas realizadas con el Instituto Nacional de Economía Popular y Solidaria sobre el FAREPS y con los actores locales y otras partes interesadas del PBVTR, confirmaron la existencia de desafíos logísticos considerables asociados con la implementación de ambos proyectos.

⁶¹ Se asignaron plazos de 60 meses a los proyectos de la cartera, los proyectos incluyen actividades como el desarrollo de sistemas agroforestales, el fomento de emprendimientos asociativos y/o el desarrollo comercial nacional e internacional que normalmente requieren un mínimo de cinco años para establecerse y/o o empezar de generar ganancias financieras. Además, en el caso del proyecto PBVTR se incorporó el proyecto PISL en 2012 que amplió aún más su zona de intervención en la costa y sierra ecuatoriana.

⁶² En particular señala, "La compleja dinámica centralismo-descentralización debe ser incluida en las operaciones en el marco de un enfoque de redes-cadenas y desarrollo territorial, combinando el apoyo a emprendimientos productivos y de servicios, en una lógica de interdependencia, creación de incentivos y valoración de productos con identidad territorial-cultural, para lograr una transformación rural inclusiva." Pág. 11 (párrafo 34).

Igualmente, el FAREPS tiene componentes de desarrollo de capacidades, especialmente en el desarrollo de la asociatividad y el desarrollo empresarial, así como el desarrollo de emprendimientos e intercambio comercial, que incluye el apoyo al cofinanciamiento de planes de negocios solidarios e incentivos para facilitar la integración económica y el trabajo digno. Por su parte, el FAREPS promueve el desarrollo de conocimientos, gestión y administración dando énfasis en la creación de un sistema de planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento. En este caso, se observa la intención de medir los logros del proyecto de acuerdo con los indicadores del marco lógico igual que en el PBVTR. En el caso del FAREPS, también se prevé que este sistema sea usado para generar, compartir y utilizar el conocimiento acumulado para analizar, entre otras, las necesidades de la población meta.

81. Se observa que los componentes de los proyectos PBVTR, FAREPS y DINAMINGA se concentran principalmente en el desarrollo económico de los beneficiarios-meta a través de la diversificación de la economía rural. Esta posición es coherente con los objetivos del COSOP 2014 y la versión revisada de 2018, así como con el Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021, el cual establece una nueva posición más favorable al desarrollo del sector privado con respecto a la economía popular y solidaria.⁶³ Además, se observa que los proyectos FAREPS y DINAMINGA han aprendido de proyectos anteriores articulando un mayor énfasis en la mejora del acceso a servicios (FAREPS), en particular los servicios financieros⁶⁴ y en vincular a los pequeños productores directamente a las cadenas de valor con el sector privado (DINAMINGA). Se considera que el enfoque de los diseños de los proyectos en la diversificación agrícola y no agrícola conjuntamente con el desarrollo comercial de la economía popular y solidaria es muy pertinente.
82. Cabe resaltar que el diseño del proyecto DINAMINGA focaliza el desarrollo comercial de cultivos preseleccionados (cacao nacional fino de aroma, mora y uvilla). Teniendo en cuenta que el COSOP actual enfatiza la mejora del acceso a activos y recursos para pequeños productores en condición de pobreza con el fin de apoyar a la diversificación, no existen todavía evidencias que este proyecto vaya a prestar suficiente atención al alcance de otras necesidades básicas (incluyendo los derechos) que los pequeños productores rurales deben satisfacer para realizar la transformación rural inclusiva y sostenible que promueve el Marco Estratégico del FIDA 2016-2025.⁶⁵ El Marco Estratégico especifica claramente que la transformación rural debe basarse en una agenda de agricultura y desarrollo rural de pequeños agricultores que pretende: (i) aumentar su capital social, humano y financiero; (ii) fortalecer sus instituciones; (iii) mejorar la productividad, rentabilidad, resiliencia y diversificación de sus actividades económicas; (iv) lograr su participación en las economías rurales, nacionales e internacionales; (v) asegurar su seguridad alimentaria y nutricional; y (vi) potenciar su capital ambiental.⁶⁶
83. El proyecto DINAMINGA no cubre las mismas provincias que el PISL y el PBVTR (salvo la provincia de Los Ríos), donde podría continuar apoyando a los productores de uvilla y mora en provincias como Chimborazo, Imbabura y Tungurahua. Debido a esta situación, se evidencia que la versión revisada del COSOP (2018), perdió la oportunidad de incluir en su actualización una revisión de los objetivos estratégicos para aplicar la agenda identificada en el Marco Estratégico y la de apoyar a la consolidación de actividades del PISL y PBVTR (el FAREPS), la cual se considera

⁶³ El COSOP 2019-2021 pág. 7 (párrafo 11). El Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021 estipula: es necesario promover la inversión privada a través de un entorno de previsibilidad que permita mejorar las actuales condiciones y las expectativas para que el sector privado y la economía popular y solidaria aumenten sus inversiones, en articulación con las inversiones públicas. (pág.73).

⁶⁴ La evaluación del 2014 comentó: la pertinencia de la cartera apoyada por el FIDA se vio afectada por la limitada atención en conjunto a facilitar el acceso a servicios financieros. (pág.31).

⁶⁵ Por ejemplo, el FAREPS justifica su localización geográfica en base de los valores de las necesidades básicas insatisfechas, pág. 7 (párrafo 28).

⁶⁶ Marco Estratégico 2016-2025, pág. 15.

- importante para apoyar la implementación del Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021, así como el apoyo a una transición hacia nuevas estrategias comerciales y de colaboración con el sector privado.⁶⁷
84. Sobre la lógica de intervención de la cartera, se observa coherencia entre la meta, los objetivos, resultados y actividades. En el caso de PBVTR, la lógica de intervención es pertinente al estimular la transformación rural y al apoyar el proceso de descentralización, mediante la creación de alianzas entre los Gobiernos Autónomos Descentralizados (GADs), las autoridades sectoriales y los pequeños productores y sus asociaciones.
 85. En referencia al sistema de seguimiento se evidencia que los marcos lógicos de la cartera contienen un número considerable de indicadores que no han sido aplicados correctamente. Se cuestiona la apreciación que confirma que en el COSOP actual los indicadores siguen siendo relevantes para medir resultados;⁶⁸ en este sentido, la evaluación del 2014 ya comentó que la cartera tenía un alto número de indicadores para permitir un seguimiento eficaz y eficiente, y concluía que el sistema de seguimiento y evaluación era débil.⁶⁹ Por ejemplo, los marcos lógicos del PBVTR y FAREPS tienen más de 20 y 40 indicadores respectivamente, de los cuales muchos se refieren al número de productores o asociaciones que son capacitados, que adoptan tecnologías recomendadas, o que transforman y comercializan productos.
 86. En algunos casos los indicadores aplicados en el COSOP y en el diseño de los proyectos se confunden con actividades y no concluyen en resultados tangibles o intangibles.⁷⁰ En particular, se incluyen muchos indicadores que pretenden medir el alcance de actividades (operaciones) en lugar de concentrarse en medir los efectos de las mismas (resultados).⁷¹
 87. A nivel de finca, no se desarrollaron indicadores relacionados con el número de familias que aplican el manejo de agricultura diversificada o la superficie transformada (en hectáreas). Tampoco existen datos claros sobre el número de familias que han mejorado su seguridad alimentaria y nutricional o que han registrado un aumento de sus ingresos que han reinvertido parte de los mismos en la mejora y/o ampliación de la misma. En términos de emprendimientos, tampoco existen indicadores que puedan ayudar a tener más información sobre el margen de beneficio bruto logrado, o la tasa interna de retorno de los productos producidos.
 88. El diseño de los indicadores en los proyectos PISL, PBVTR y FAREPS no incluye la aplicación de líneas base, y metas intermedias y finales para facilitar su medición. En el caso del proyecto DINAMINGA se ha determinado las líneas base y metas en base a un diagnóstico socio-económico previo y con el objetivo de establecer un vínculo directo entre cada indicador y los medios de verificación a aplicar. Sin embargo, los indicadores aplicados para los cuatro proyectos de la cartera crediticia no se relacionan directamente con una apreciación sobre la transformación rural que se espera lograr a nivel familiar y asociativo (emprendimiento). Por lo tanto, no se observa una vinculación directa del sistema de seguimiento con la contribución de cada proyecto al cumplimiento de las metas del Plan Nacional de Desarrollo ni a los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) pertinentes, especialmente a la meta 2.4 del ODS 2, sobre la aplicación de prácticas agrícolas resilientes que aumenten la productividad y la producción.

⁶⁷ Por ejemplo, la Ley Orgánica de Soberanía Alimentaria (2010) requiere la reconversión sostenible de la producción convencional a modelos agroecológicos y la diversificación productiva que refuercen la soberanía alimentaria y la aplicación de políticas que aseguran los pequeños agricultores tienen acceso a: la tierra, el agua, los servicios financieros y de extensión agrícola para fomentar la conservación y uso sostenible de la agro-biodiversidad (para satisfacer la seguridad alimentaria y nutricional), el diálogo de saberes y de políticas, el comercio justo, etc.

⁶⁸ COSOP revisado (2018) pág.10 (párrafo 31).

⁶⁹ Evaluación de Programa País 2014, pág. 76 (párrafo 290).

⁷⁰ En el caso de resultados intangibles, se refiere a resultados cualitativos identificados a través de encuestas.

⁷¹ Denominados *outcomes* en inglés.

89. Con respecto a los temas transversales, se confirma que el PBVTR, FAREPS y DINAMINGA han logrado un mayor posicionamiento del **enfoque de género** como un eje central. Además, la dimensión del género se ve reflejada en los indicadores, lo que representa un cambio positivo a lo que fue reportado en la evaluación del 2014.⁷² Como resultado, hay una mayor visibilidad del importante rol de la mujer rural y otros grupos marginalizados, en particular los jóvenes, en la diversificación y desarrollo de la economía popular y solidaria. Existe coherencia con las estrategias nacionales, la estrategia de focalización del COSOP y la visión estratégica del Marco Estratégico del FIDA, el cual indica explícitamente promover la transformación inclusiva y sostenible de la economía rural bajo conceptos de igualdad y dignidad.
90. El diseño del PBVTR explica que la igualdad de género forma parte integral de cada componente, así como los indicadores del marco lógico. Asimismo, el FAREPS y DINAMINGA son explícitos en incluir en el enfoque de género no sólo la mujer rural sino la juventud. Por ejemplo, FAREPS tiene un eje transversal denominado, inclusión de género y juventud rural⁷³ y DINAMINGA tiene incluido en su grupo meta hasta 2 000 jóvenes (10% de la población meta).
91. Se confirma que el enfoque social y cultural de la cartera es más pertinente que el reportado en la evaluación del 2014. Se observa mayor atención a la identificación de grupos vulnerables, más allá de los grupos pobres según su origen étnico, (pueblos indígenas, afro-ecuatorianos y mestizos). Existe también una mayor sensibilidad hacia el respeto de prácticas culturales (agrícolas y no agrícolas) que podrían tener consecuencias sobre el conocimiento ancestral y el uso de tecnologías autóctonas. Además, se observa la inclusión de familias sin tierra (con un enfoque en los jóvenes) en el PBVTR. El proyecto FAREPS va más allá, reconociendo que es importante estimular emprendimientos no agrícolas, incluyendo servicios, para transformar la economía popular y solidaria en el sector rural.⁷⁴
92. Sobre **el manejo de recursos naturales y la adaptación al cambio climático** se confirma que la cartera incluye ambos temas explícitamente como ejes transversales en los proyectos PBVTR y FAREPS. En estos dos proyectos se reconoce como acciones relacionadas para reforzar la resiliencia y reducir la pobreza y vulnerabilidad rural. En el caso del proyecto FAREPS recibe apoyo directo del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala del FIDA (ASAP).
93. Sin embargo, en el caso del diseño del DINAMINGA, a pesar de incluir un análisis ambiental y climático, ambos temas no figuran como ejes transversales en el componente 2 dedicado a la mejora de la producción de los cultivos a comercializar, a pesar de la alta probabilidad de disminución de rendimientos identificada en su análisis de riesgos.⁷⁵ Por ejemplo, el diseño reconoce que el riesgo de pérdidas imprevistas por eventos climáticos es alto y que una de las medidas de mitigación a tales fenómenos, es limitar el impacto de estos eventos. Sin embargo, no prevé el apoyo directo a la mejora del manejo de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático porque es considerado un proyecto esencialmente enfocado en la comercialización. Actualmente, el diseño del proyecto solo habla de la, "promoción de buenas prácticas agrícolas y de post cosecha" como las respuestas principales a mejorar la baja producción y productividad registrada en mora y uvilla. Adicionalmente, no hay referencia directa que el proyecto apoyará los productores de mora y uvilla en el PBVTR a pesar de que la evaluación ha observado la producción de estos cultivos en la diversificación agrícola como para de su

⁷² La evaluación del 2014 reportó que, "las estrategias de género diseñadas no han sido lo suficientemente sólidas y no han logrado posicionar estructuralmente el tema en la concepción del proyecto ni en los ejes centrales de la intervención" (pág. 31).

⁷³ Documento de diseño PBVTR pág. iii, y documento de diseño FAREPS pág. 19 (párrafo 90).

⁷⁴ Párrafo 78, Informe de diseño FAREPS

⁷⁵ Documento de diseño DINAMINGA, págs. 23 y 24.

estrategia de adaptación en provincias como Chimborazo, Imbabura y Tungurahua.⁷⁶

94. El análisis de la **gestión del riesgo** en todos los proyectos confirma que aún se aplica la gestión del riesgo como un tema obligatorio a abarcar en el diseño en lugar de una disciplina a integrar plenamente en la gestión y seguimiento de los mismos.⁷⁷ Se considera que la cartera todavía no establece una relación directa entre el diseño de los proyectos y la sostenibilidad de las actividades principales propuestas. También, se observa que la cartera aún no tiene una estrategia de salida bien definida con las partes interesadas, como fue identificado en la primera evaluación del 2014.
95. Finalmente, la cartera ha demostrado el mantenimiento de un buen enfoque en consolidar **la seguridad alimentaria y nutricional** de la población meta, con la excepción del proyecto DINAMINGA. No obstante, la promoción de la seguridad alimentaria no especifica un vínculo directo con una meta principal de la Constitución que es asegurar la soberanía alimentaria y nutricional que incluye, entre otras, la producción y conservación de semillas de variedades locales que en muchos casos son resilientes a la variabilidad climática. Por ende, la EEPP considera que en proyectos como DINAMINGA, la cartera debería evitar la promoción de paquetes tecnológicos que incluyen semillas, plántulas, fertilizantes edáficos y foliares, insecticidas, fungicidas, o bactericidas; que pondrían en riesgo la implementación de una transformación rural basada en la agroecología, que pretende reducir el uso de insumos químicos y promover la asociación de productos que incluyen las variedades locales de cacao, uvilla y mora.
96. **Calificación de la pertinencia.** El enfoque y diseño de los proyectos es coherente con las políticas, estrategias y planes actuales del Ecuador y el COSOP 2014 así como la versión revisada del 2018. También, se observa coherencia entre los componentes de los proyectos, especialmente entre los dedicados a mejorar capacidades y promover el desarrollo de emprendimientos. Además, los nuevos diseños han evolucionado hacia nuevas demandas y muestran un espíritu innovador en la cartera del Ecuador y de América Latina y el Caribe apostando por temas como comercialización y servicios en pro de la transformación rural inclusiva. Algunas de las limitaciones se relacionan con el sistema de seguimiento, así como la falta de estrategias de salida. La presente evaluación considera la pertinencia de la cartera de proyectos como **satisfactoria (5)**.

Eficacia

97. Este criterio será analizado solamente en los proyectos PISL y PBVTR. En términos de eficacia se han identificado los siguientes objetivos específicos: (i) la mejora al acceso de activos y recursos para apoyar la diversificación de la economía rural ecuatoriana e (ii) incrementar las capacidades de los productores rurales pobres y los posibles emprendedores.
98. **Alcance de los resultados.** La revisión del COSOP en 2018 reducía la cobertura poblacional de la cartera de 65 000 a 60 000 familias rurales pobres y vulnerables en total para toda la cartera en implementación. Entre las razones para esta decisión fue los retrasos de la implementación de los proyectos. En el caso del PBVTR y el PISL el informe de terminación ha reportado una cobertura poblacional total de 22 048 familias hasta el cierre de operaciones el 31 de diciembre 2018. El
99. Cuadro 13 señala que la cobertura poblacional lograda por PBVTR y PISL fue de 83,2% de la cobertura poblacional meta.

⁷⁶ Documento de diseño DINAMINGA, págs. 28 (párrafo 123).

⁷⁷ Se recomienda no solamente incluir mapas de pobreza sino otros materiales como, por ejemplo, los mapas de riesgo y vulnerabilidades climáticas del Ministerio de Medio Ambiente.

Cuadro 13

No. de familias beneficiaras (planificados y logradas) de los proyectos de la cartera en ejecución hasta diciembre 2018

<i>Cartera</i>	<i>Número de familias (meta)</i>	<i>Número de familias (logrado)</i>	<i>%</i>
PISL*	6 500	5 246	80,7 %
PBVTR*	20 000	16 802	84,0 %
TOTAL	26 500	22 048	83,2 %

Fuente: Informe de terminación del PISL y PBVTR; * El número de familias meta fue reducida en PISL y PBVTR de 9 000 a 6 500 y 25 000 a 20 000 debido a la situación de los recursos disponibles.

100. **Mejora al acceso de activos y recursos para apoyar la diversificación de la economía rural ecuatoriana.** El Cuadro 14 indica que el PISL y PBVTR lograron crear un total de 6 563 empleos (2 637 y 3 926 respectivamente), que es equivalente a 69% de la meta final de 9 500 empleos (2 500 y 7 000 respectivamente). Mientras tanto, los mismos proyectos lograron incrementar los ingresos de 12 732 familias de al menos un 20% (5 214 y 7 518 familias respectivamente), que representa 83,8% de la meta final (15 200 familias).

Cuadro 14

Número de emprendimientos fomentados, ingresos aumentados y empleo generado por la cartera (PISL y PBVTR) hasta finales de 2018

<i>Cartera</i>	<i>Meta (Número)</i>	<i>Logrado (Número)</i>	<i>% Logrado</i>
PISL			
Emprendimientos establecidos/rehabilitados*	30	14	47 %
Número de nuevos empleos generados (puestos)	2 500	2 637	105 %
Familias que registraron un aumento de ingresos de al menos 20% (familias)	5 200	5 214	100%
PBVTR			
Emprendimientos establecidos/rehabilitados*	135	83	61 %
Número de nuevos empleos generados (puestos)	7 000	3 926	56 %
Familias que registraron un aumento de ingresos de al menos 30 % (familias)	10 000	7 518	75 %

Fuente: Informe de terminación del PISL y PBVTR; * Incluyen instalaciones de mercado, de procesamiento y de acopio de productos; *Se refiere a empleos estables en actividades agrícolas y no agrícolas. En el caso del PBVTR la meta original de crear 12 000 empleos fue reducido a 7 000.

101. Las cifras registradas en el informe de terminación del PISL y PBVTR no incluyen un desglose de los tipos de empleos creados. Sin embargo, tomando en consideración los datos suministrados en el informe de terminación del proyecto⁷⁸ (que se ha resumido en el Cuadro 14), se observa que, si se crearon 97 emprendimientos con un total de 6 563 empleos, cada emprendimiento ha generado un promedio de unos 68 puestos de trabajo. Las entrevistas y el análisis de documentos confirman que el PISL y PBVTR adoptaron una política de crear emprendimientos con aproximadamente 100 socios por emprendimiento.
102. Por otro lado, se observa que no hay reconocimiento de los empleos que han sido generados en las fincas debido a la diversificación agrícola y la mejora de los ingresos. Las entrevistas con los pequeños productores confirman que

⁷⁸ Informe de terminación del proyecto. Apéndice 4, pág. 67-78.

aproximadamente la mitad de ellos han empleado familiares y/o jóvenes de la comunidad y/o jornaleros para apoyarles a manejar la producción y cosecha de los productos diversificados. Tomando en consideración que los proyectos PISL y PBVTR lograron incrementar los ingresos de 12 732 familiares, en al menos un 20%, es factible que estos ingresos hayan podido contribuir a cubrir los costos de emplear un joven familiar, u otro, a tiempo completo o parcial. Se puede triangular este hallazgo también con las memorias de los talleres realizados por el PBVTR y PISL, donde hay varias declaraciones de los participantes confirmando que la diversificación de sus fincas ha generado empleo en las mismas.⁷⁹

103. No obstante, se observan efectos contradictorios no esperados relacionados con la generación de empleo y el incremento de ingresos mediante la diversificación agrícola. Primero, de las doce asociaciones visitadas, se observa que todas han creado empleo, pero que este empleo ha sido desarrollado en un modelo precario. Un análisis de los costos y beneficios de los emprendimientos indica que la gran mayoría, están solo recuperando sus costos y que en muchos casos los socios no son conscientes de los costos de producción a aplicar.⁸⁰ Segundo, la gran mayoría de los emprendimientos no han entrado en ninguna cadena de valor. Esta falta de inclusión con otras instancias de apoyo al mercado, comercialización y el sector privado ponen en riesgo la sostenibilidad de estos (véase sección sostenibilidad de los beneficios). Consecuentemente, no se están generando los ingresos necesarios para sostener los empleos creados, o crear nuevos puestos de trabajo.
104. Tercero, el incremento de los ingresos familiares tiene la tendencia de reforzar el capital humano en forma individual, pero mucho menos a nivel colectivo. Por ejemplo, los agricultores entrevistados confirmaron que pueden asociarse para brindar mano de obra en los trabajos comunitarios (mingas), pero pocos indicaron su interés de acopiar y vender sus productos al por mayor. Además, la asignación de plazos relativamente cortos en los proyectos impide tener suficiente tiempo para fomentar la confianza necesaria para aplicar tales prácticas, es por ello que, en muchos casos, aunque exista un incremento de ingresos no se ha registrado cambios tangibles en la transformación rural. En estos casos, existen los problemas de la desigualdad de género, problemas de acceso a tierras y su titulación en nombre de la mujer y la falta de capacidad de manejar el aumento de ingresos. Se evidencia que el aumento de ingresos no es necesariamente el indicador más apropiado para medir la transformación rural, sino el monto que se reinvierte de los ingresos mejorados en dicha transformación.⁸¹
105. **Incremento de las capacidades de los productores rurales pobres y los posibles emprendedores.** Los proyectos PISL y PBVTR han sido eficaces en alcanzar y, en muchos casos sobrepasar, sus metas finales con respecto al desarrollo de capacidades en la gestión territorial y de los recursos naturales a nivel de sus fincas. Las visitas de campo en las fincas de los pequeños productores entrevistados identificaron un alto número que aplican la asociación de cultivos, que en algunos casos sobrepasan veinte cultivos asociados bajo prácticas agroforestales.⁸² En general se observa que las fincas que aplican sistemas agroforestales, son las que más contribuyen a la buena gestión territorial de la finca y sus alrededores, porque los cultivos seleccionados brindan varios servicios ambientales. Estos servicios incluyen, la fijación de nitrógeno, la de dióxido de carbono, la conservación y generación de suelos, y la regulación y conservación de los recursos hídricos.
106. En términos de convertir las capacitaciones en gestión territorial y ambiental en resultados (véase Cuadro 15), se observa que a nivel de los beneficiarios finales un

⁷⁹ Véase el penúltimo párrafo de la pág. 120 del informe de terminación.

⁸⁰ Por ejemplo, la asociación de productores y comercializadores de huevos de campo en provincia de Tungurahua operan una lavadora de zanahoria, pero sólo sigue operando debido a donaciones de los socios.

⁸¹ En los casos donde se observa los incrementos de ingresos más altos se observa la reinversión en la ampliación de las fincas diversificadas y la inversión en otras actividades económicas como la crianza de pollos y cerdos.

⁸² Asociación de cacao y frutales orgánicos, San José, provincia Los Ríos.

total de 4 158 ha de fincas agroecológicas han sido establecidas por el PISL (119% de la meta de 3 500 ha) y 3 168 ha por el PBVTR (79% de la meta de 4 000).⁸³ Se confirma que el efecto inmediato más tangible de estos logros es el incremento en el valor de los activos naturales (y físicos) de las 8 849 personas que están registradas como usuarios de la diversificación agrícola bajo prácticas agroecológicas en los dos proyectos.

107. En cuanto a las capacitaciones del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) el resultado más significativo es la mejora de su articulación con las comunidades rurales beneficiarias sobre la gestión territorial y ambiental. Se observa que, en la mayoría de las provincias visitadas, el MAG mantiene un dialogo frecuente con las comunidades beneficiarias sobre las prácticas agroecológicas instaladas. Por ejemplo, en Imbabura y Loja, se observa la participación del mismo en la mesa técnica de la Federación de Frutales y de la Mesa de Café para apoyar, entre otras la aplicación de normas ambientales y certificaciones. En el caso de Chimborazo, como se ha señalado arriba, el Ministerio de Agricultura y Ganadería ha creado una red de enlaces en todas las parroquias para facilitar el dialogo sobre la gestión territorial y de los recursos hídricos en las zonas con escasez de agua.⁸⁴

Cuadro 15

Resumen de las actividades dedicadas al fortalecimiento de las capacidades de gestión territorial y ambiental hasta finales de 2018

<i>Cartera</i>	<i>Meta (Número)</i>	<i>Logrado (Número)</i>	<i>% Logrado</i>
PISL			
No. de personas capacitadas en gestión territorial	150	161	107 %
No. de planes de desarrollo comunitario * ejecutados con la participación de la comunidad	10	2	20 %
No. de personas capacitadas en gestión de recursos naturales/agroecología	4 000	3 711	93 %
No. de redes de aprendizaje de formación de capacidades (incluye gestión territorial).	1	1	100 %
PBVTR			
No. de personas capacitadas en gestión territorial	150	161	107 %
No. de planes de buen vivir* establecidos y ejecutados con la participación de la comunidad	7	10	143 %
No. de personas capacitadas en gestión de recursos naturales/agroecología	10 500	10 300	98 %
No. de redes de aprendizaje de formación de capacidades (incluye gestión territorial).	1	1	80 %

Fuente: Informe de terminación del PISL y PBVTR; *los planes de desarrollo comunitario y los planes de Buen Vivir son planes diferentes, pero en general incorporan elementos comunes como la gestión territorial y ambiental, la diversificación agrícola y el fomento de emprendimientos asociativos en el sector agrícola y no agrícola.

108. Las capacitaciones de los GADs han resultado en un incremento de apoyo (financiero y técnico) a los beneficiarios en la transformación rural y la gestión de los recursos naturales en los últimos años. Este apoyo ha sido de una dimensión

⁸³ Informe de terminación del PISL y PBVTR, apéndice 4, págs.70 y 77. En el caso del PBVTR se refiere a fincas que incluyen sistemas de riego por aspersión.

⁸⁴ Por ejemplo, se observa la captación de agua en estanques y en la provincia de Loja en albarradas.

diferente dependiendo de la voluntad política de cada gobierno, la capacidad de absorción de fondos y los cambios políticos.

109. En 2015 el informe de revisión a mitad del período observó la falta de cumplimiento de los compromisos establecidos en la mayoría de los convenios, debido a una ausencia de planes de acción que permitieran contar con los aportes locales. Se observa que esta debilidad ha sido abarcada desde 2016 y el informe de terminación del PISL y PBVTR confirma que los GADs aportaron un total de USD 557 530 al proyecto PISL, que es equivalente a 282% de lo planificado (USD 198 000). En el caso del PBVTR, los GADs aportaron USD 1 972 798, equivalente a 59% de lo planificado (USD 3 339 298). Sin embargo, la confirmación de convenios con los beneficiarios y sus asociaciones en el PBVTR no necesariamente ha resultado en la entrega de fondos en el tiempo y en las cantidades esperadas. Este problema se debe, por una parte, a los recortes presupuestarios y por otra, a la falta de priorización por razones políticas o debido a factores externos como los desastres naturales.
110. Las visitas de campo confirmaron que no todos los productores están aplicando la agroecología correctamente, a pesar del establecimiento de redes de formación de capacidades en temas ambientales. Se observa que algunos agricultores continúan aplicando un alto nivel de insumos químicos, especialmente para los cultivos susceptibles al estrés biótico (afectación de patógenos). Por ejemplo, se observó una empresa privada preparando un paquete de agroquímicos en uno de las fincas agroecológicas apoyadas por el PBVTR en Manabí y se entiende que hay un problema en el uso de pesticidas no certificados (de contrabando). Estos casos indican que existen desafíos en las capacitaciones con respecto a la aplicación de prácticas como la producción de compost y bio-pesticidas, así como la integración de la gestión de riesgos para reducir la vulnerabilidad a los efectos de la variabilidad y cambio climático. De hecho, se observa pocos casos donde los agricultores están aplicando la lombricultura u otros métodos para producir abonos orgánicos, incluso, en algunos casos, se comprobó que los beneficiarios compran los abonos orgánicos.
111. El Cuadro 16 resume las capacitaciones realizadas por los proyectos PISL y PBVTR en relación con la transformación de productos y el desarrollo empresarial. Confirma que los dos proyectos han sobrepasado las metas planificadas en casi todas las actividades realizadas según el informe de terminación de estos proyectos. Sin embargo, las entrevistas realizadas con las asociaciones que han

montado emprendimientos confirman que la mayoría de las capacitaciones no han resultado en crear una capacidad empresarial sólida.

Cuadro 16

Resumen de las actividades dedicadas al fortalecimiento de las capacidades de gestión empresarial y comercial hasta finales de 2018

<i>Cartera</i>	<i>Meta (Número)</i>	<i>Logrado (Número)</i>	<i>% Logrado</i>
PISL			
Número de personas capacitadas en gestión empresarial (contabilidad, flujo de caja, comercialización.)	400	486	122 %
Número personas capacitadas en proyectos de elaboración, transformación, infraestructura, comercialización	200	304	152 %
Número de redes de aprendizaje de formación de capacidades (incluye gestión empresarial).	1	1	100 %
PBVTR			
Número de personas capacitadas en gestión empresarial (contabilidad, flujo de caja, comercialización, etc.)	4 000	5 486	122 %
Número de personas capacitadas en proyectos de elaboración, transformación, infraestructura, comercialización	7 500	5 662	75 %
Número de redes de aprendizaje de formación de capacidades (incluye gestión empresarial).	1	1	100 %

Fuente: Informe de terminación del PISL y PBVTR.

112. Se observa que las capacitaciones realizadas se centran en fortalecer la capacidad técnica de los beneficiarios y sus asociaciones, así como para establecer instalaciones que produzcan productos de calidad bajo normas de inocuidad alimentaria. También, se capacitan a los socios en temas de gestión organizativa y compromiso al emprendimiento que incluye la aportación de fondos y mano de obra. Una carencia en estas iniciativas es la falta de estudios de mercado con el fin de determinar cuáles sean los nichos más relevantes.
113. Otro desafío identificado, es la falta de gerentes contables profesionales que no solo controlan el lado de la oferta del emprendimiento, sino también el flujo de caja, los costos, los márgenes, la identificación de mercados y nuevos acuerdos de ventas. Por ejemplo, no se identificó ningún emprendimiento empleando uno o más vendedores. La principal razón de esta situación es debida a la falta de capacitación de representantes de las asociaciones y de jóvenes locales de asumir el papel de gerente. Por lo tanto, la evaluación considera que esta práctica es demasiado riesgosa, especialmente en proyectos como PISL y PBVTR que tienen plazos relativamente cortos y que no tienen un enfoque institucional que incluye instituciones especializadas en comercialización y mercadeo como el Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca (MPCEIP).

Calificación de la eficacia. El proceso de transformación de la cartera del FIDA en Ecuador ha sido desarrollado en base a la articulación entre MAG, los GADs, así como las asociaciones de los pequeños productores. Estos logros han contribuido a cumplir las metas y objetivos del COSOP⁸⁵. Sin embargo, existen desafíos a solucionar con respecto al débil seguimiento de resultados, el enfoque en la capacitación empresarial y la falta de coordinación adecuada con instituciones

⁸⁵ La meta de PISL es contribuir a consolidar el sistema económico, social, ecológico, ambiental y cultural solidario del país y del PBVTR es contribuir a la reconversión productiva sustentable, al mejoramiento de ingresos y la soberanía alimentaria de la población rural del país.

como el Ministerio de Medio Ambiente y de Producción y Comercio Exterior (MPCEIP). Adicionalmente se presentan debilidades para alcanzar resultados de comercialización y acceso a mercados, lo que podría poner en peligro la sostenibilidad de los resultados alcanzados. La presente evaluación califica la eficacia de la cartera como **moderadamente satisfactoria (4)**.

Eficiencia

- 114. Este criterio analiza la medida en que los recursos/insumos (fondos, tiempos, conocimientos técnicos, etc.) se han convertido económicamente en resultados. Esta sección hace un análisis de los siguientes aspectos: (i) el tiempo incurrido entre la fecha de aprobación y la fecha de efectividad de los proyectos; (ii) el desempeño de los desembolsos; (iii) el costo de gestión; iv) el costo por familia beneficiada y (v) la tasa interna de retorno.
- 115. **Lapsos incurridos.** De los cuatro proyectos cubiertos por esta evaluación, el PBVTR destaca como el proyecto con lapsos de aprobación a efectividad (8,6 meses) y efectividad a primer desembolso (7 meses) más rápidos que el promedio de la región de América Latina y el Caribe del FIDA (véase Cuadro 17). El PBVTR se benefició de una rápida acción por parte del Ministerio de Economía y Finanzas (como prestatario) en la suscripción del convenio y el Ministerio de Agricultura y Ganadería (como organismo responsable del proyecto). Esto permitió la puesta en marcha de la unidad de gestión del proyecto y consecuentemente que el PBVTR ejecutara actividades con fondos FIDA siete meses después de la fecha de efectividad (dos meses por debajo de la media regional).
- 116. El resto de los proyectos han sido afectados por diferentes factores, como: los cambios institucionales y de normativas en el sector público⁸⁶; además de la rotación de personal para la ejecución de los proyectos; y desafíos en la coordinación intra e interministerial.⁸⁷ Esto ha tenido como resultado tediosos procesos burocráticos con diferentes modificaciones de los diseños y/o convenios de financiación.

Cuadro 17
Fechas claves de los proyectos FIDA

	<i>Aprobación - Efectividad</i>	<i>Aprobación Firma</i>	<i>Firma Efectividad</i>	<i>Efectividad 1er desembolso</i>
PISL	17.8	17.8	0.0	13.7
PBVTR	8.6	8.6	0.0	7.0
FAREPS	24.3	24.3	0.0	19.6
DINAMINGA	12.7	12.7	0.0	18.0*
Promedio del Ecuador	15.9	15.9	0.0	13.5
Promedio Regional de LAC	13.0	9.2	3.5	9.1

Fuente: Elaborado por IOE-FIDA

* Se refieren a los meses transcurridos hasta la fecha (junio 2019) sin recepción del primer desembolso

- 117. Otra causa que contribuye a los desfases de tiempo es la falta de la aplicación adecuada de la gestión de riesgos (incluyendo riesgos fiduciarios) a nivel

⁸⁶Ej. la introducción de recortes presupuestarios desde la caída del precio de petróleo en 2014

⁸⁷ COSOP 2019-2021, pág. 8

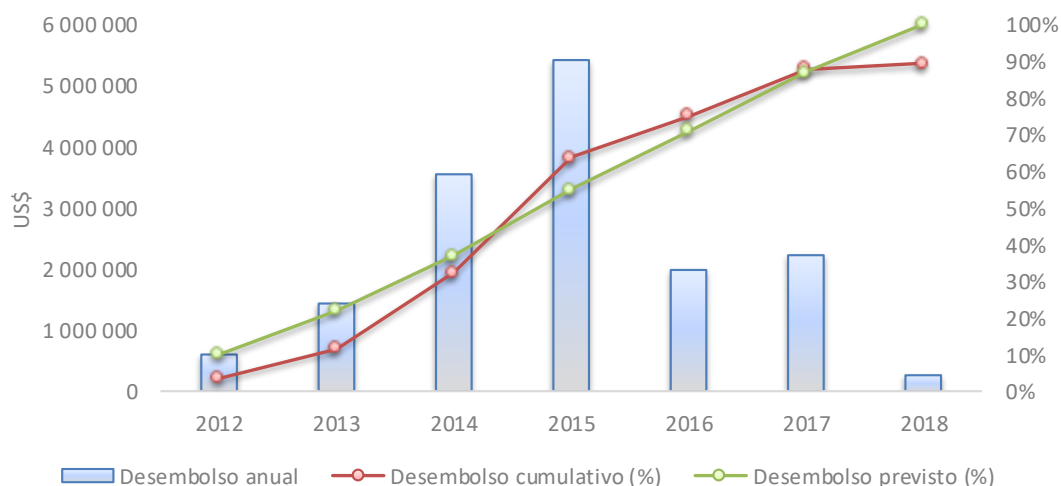
corporativo. Por lo tanto, se observa que el Gobierno del Ecuador no ha logrado fortalecer suficientemente el manejo de sus sistemas de gestión financiera, ni identificar y aplicar las medidas de mitigación necesarias para agilizar los proyectos FIDA. Durante las visitas en el Ecuador se evidenció que la falta de una mayor presencia física del FIDA en el Ecuador, conjuntamente con la falta de un seguimiento continuo de la cartera crediticia y no crediticia. Esta ausencia reduce las oportunidades de hacer un seguimiento de los riesgos asociados con la cartera e identificar a tiempo las medidas para mitigarlos y reducir los lapsos de implementación de la cartera.

118. En particular, se evidencia que hay dos procedimientos con respecto a la aprobación del endeudamiento del país antes de aceptar el crédito del FIDA. Primero, MEF emita una carta de endeudamiento que el FIDA sabe seguir. Sin embargo, el FIDA no hace seguimiento de la Secretaría Técnica Planifica Ecuador (anteriormente SENPLADES), que también tiene su sistema interno de aprobación de los proyectos crediticios, mediante la emisión de un dictamen favorable al endeudamiento que permite al MEF continuar con los procesos respectivos, para así mantener una mayor colaboración con las diferentes contrapartes, y que permitiría agilizar los procesos para poner en marcha nuevas iniciativas.
119. Los proyectos PISL y PBVTR han sido sujetos a dos extensiones de sus plazos. Las primeras enmiendas de cada proyecto autorizaron, entre otras, una extensión de 15 meses hasta el 30 de junio y 31 de diciembre del 2018 respectivamente. Estas extensiones tenían el objetivo de recuperar el tiempo perdido antes de arrancar sus actividades y debido a la decisión de gestionar el PISL bajo el PBVTR. La segunda extenderá los plazos de PBVTR para un período de tres años hasta junio de 2021. Sin embargo, a la fecha la enmienda todavía no se había firmado, la cual es necesaria para aclarar la asignación de fondos del préstamo adicional de USD 10 millones del FIDA, los Cambios institucionales y la época de austeridad son factores que han pausado la ejecución.
120. Los proyectos FAREPS y DINAMINGA experimentan similares retos ya que presentan retrasos al no tener las enmiendas necesarias para actualizar sus plazos y afinar sus intervenciones, por esta razón no han arrancado. El proyecto DINAMINGA empezó oficialmente⁸⁸ aproximadamente 21.6 meses después de la fecha de efectividad.
121. **Análisis de los desembolsos.** El PBVTR experimento un desempeño de los desembolsos satisfactorio a lo largo del ciclo de vida del proyecto. Durante el 2012 y el 2013, el proyecto había alcanzado una tasa de desembolsos del 10% del total de los fondos FIDA (50% de los desembolsos programados para los primeros dos años). Sin embargo, durante el tercer y cuarto año de ejecución, el proyecto mejoró considerablemente la tasa de desembolsos, alcanzando al final del cuarto año un 64% de los fondos totales del FIDA (9% más de lo programado). Esto se atribuye principalmente a la considerable cantidad de sub-proyectos productivos y de emprendimiento que fueron formulados, aprobados e implementado durante este período, por otra parte, hasta el final de diciembre 2018, el proyecto alcanzo una tasa de desembolso del 89% de los fondos FIDA disponibles.
122. El inicio del PISL se vio afectado por la creación en la formación de la entidad ejecutora y posteriormente por el proceso de unificación con el PBVTR, lo cual no permitió generar desembolsos durante el primer año de ejecución. Cabe mencionar que, a partir del 2012, los fondos del PISL empezaron a tener un mejor desempeño desembolsando un promedio de USD 1,3 millones anuales, demostrando pertinencia en la unificación del PISL con el PBVTR. Los gráficos 3 y 4 muestran el desempeño anual y acumulativo de los desembolsos de los dos préstamos

⁸⁸ Primer desembolso del DINAMINGA realizado el 9 octubre de 2019

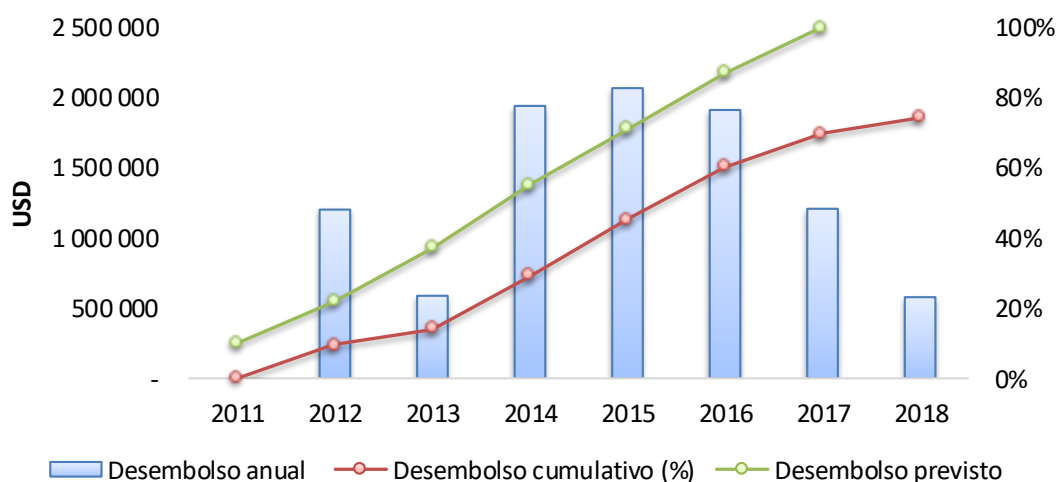
financiados por el FIDA⁸⁹ los cuales, al punto de terminación, fueron desembolsados en un 82 % y un 62 % respectivamente.

Gráfico 3
Desempeño de los desembolsos del PBVTR



Fuente: Elaborado por IOE

Gráfico 4
Desempeño de los desembolsos del PISL
Fuente: Elaborado por IOE



123. La decisión de establecer un sistema descentralizado para la implementación de los proyectos, en particular la creación de las unidades ejecutoras territoriales y los comités locales en el PBVTR, ha sido un factor importante en convertir los recursos de los dos proyectos en resultados tangibles dentro del contexto de los gobiernos autónomos descentralizados (GADs). Además, el enfoque institucional de los proyectos mencionados en la sección sobre eficacia, ha facilitado la articulación entre el MAG, los GADs y los beneficiarios. Mediante esta articulación, se observa que las partes interesadas han generado más confianza y transparencia en la toma de decisiones sobre los sub-proyectos a seleccionar, diseñar y ejecutar.

124. **Costo de la gestión.** Como muestra el Cuadro 18, el costo total ejecutado para la gestión global (PISL y PBVTR) fue de USD 9,87 millones (15.4 % del costo total

⁸⁹ El préstamo original (L-789) y el financiamiento adicional (L-804).

global) en comparación a los USD 9,41 millones asignados para ambos proyectos (13,7 % del costo total global). A pesar de haber sobrepasado la cantidad asignada para los costos de la gestión y administración de los proyectos por 1,7 puntos porcentuales y tomando en cuenta los estándares utilizados por el FIDA con relación al costo de la gestión (generalmente entre el 8 y el 24 % del costo total del proyecto, dependiendo del tipo de intervención), se puede concluir que los proyectos han mantenido costos de gestión aceptables.

Cuadro 18

Porcentajes del costo total de la gestión de los proyectos (USD millones)

<i>Proyectos</i>	<i>Costo de gestión asignado</i>	<i>Porcentaje del costo total -asignado</i>	<i>Costo de gestión ejecutado</i>	<i>Porcentaje del costo total-ejecutado</i>
PISL	2,45	12,3 %	2,84	15.1 %
PBVTR	6,96	14,3 %	7,03	15,5 %
Total (PISL + PBVTR)	9,41	13,7 %	9,87	15,4 %

Fuente: Elaborado por IOE a partir de informe de terminación PISL y PBVTR

125. La EEP también toma en consideración las amplias zonas de cobertura, especialmente en el PBVTR y cuando se los compara con otros proyectos. Por ejemplo, en la Evaluación del Programa País Ecuador 2014, se identificaron gastos administrativos "anormalmente elevados". Por ejemplo, el proyecto PRODEPINE registraba gastos operativos en el orden de 37,3%.⁹⁰
126. **Costo por familia beneficiada.** El costo de inversión por familia con respecto a los fondos FIDA se calcula en USD 3 785 en el PISL (23% más de lo estimado en el diseño) y USD 2 702 en el PBVTR (11% más de lo estimado en el diseño). El promedio para los dos proyectos se encuentra alrededor de los USD 2 902 por familia. En el caso de la Evaluación de Programa País Ecuador 2014 no se han calculado estos costos.
127. Cabe mencionar que a pesar de que los costos son considerablemente más elevados que en otros países de la región y tomando en cuenta el incremento al costo por familia beneficiada, ambos proyectos ya contemplaban costos relativamente similares debido a la alta inversión en el componente de inversión territorial. Dicho incremento es más significativo en el PISL debido a: (i) el incremento en los costos del componente I⁹¹ y del componente IV;⁹² y (ii) a la disminución de personas alcanzadas por el proyecto. En el caso del PBVTR, el incremento se debe principalmente a que el costo para el componente de inversión territorial fue más alto de lo estimado por el diseño.
128. **Tasa interna de retorno.** La evaluación no logró captar los datos económicos suficientes de su análisis de documentos y entrevistas para calcular la ex post tasa interna de retorno financiero (TIR) del proyecto para determinar su viabilidad económica.
129. Según, la información recogida de su análisis de documentos sobre la evaluación económica de los proyectos, se identificó la TIR ex ante y ex post para los proyectos PISL y PBVTR juntamente con cálculos sobre el valor actual neto (VAN) y la relación beneficio-coste. Estos datos se resumen en el Cuadro 19, pero se hace hincapié que la evaluación no identificó todos los datos usados para realizar estos cálculos para comprobar la precisión de estos.

⁹⁰ Evaluación de Programa País Ecuador (2014) pág. 41 (párrafos 141-142). Se observa que el cálculo de los gastos incluye gastos operativos y honorarios de la unidad de administración del PRODEPINE y de las unidades regionales.

⁹¹ Fortalecimiento de las capacidades de gestión

⁹² Gestión del proyecto

Cuadro 19

La tasa interna de retorno económico, el valor agregado neto y la relación beneficio coste de los proyectos PISL y PBVTR (ex ante y ex post)

<i>Cartera</i>	<i>Ex ante el proyecto</i>	<i>Ex post el proyecto</i>
PISL*		
TIR	29,3 %	23,0 %
VAN (USD)	37,0 m.	4,2 m.
Beneficio Coste (USD)	1,87	1,20
PBVTR#		
TIR	29,3 %	25,4 %
VAN (USD)	37,0 m.	19,9 m.
B/C (USD)	1,87	1,77

Fuente: Documento de diseño del PBVTR y el informe de terminación de los proyectos PISL y PBVTR (2018);

* Se observa el uso de los mismos datos del PBVTR para los valores ex ante del proyecto PISL

Cálculos de la TIR, VAN y relación beneficio-coste basados sobre un interés de 12 % y un horizonte de 10 años.

130. Los datos presentados en el Cuadro 19 muestran una reducción en los valores ex post de la TIR, el VAN y la B/C ex post para el PISL y PBVTR, la cual señala una reducción de la rentabilidad económica de ambos proyectos. No obstante, se mantienen valores positivos que confirman los proyectos PISL y PBVTR son económicamente factibles. Por lo tanto, se estima que la extensión de los plazos de los proyectos es justificable, en particular el PBVTR que demuestra que por cada dólar estadounidense invertido en el proyecto se puede generar un beneficio de USD 1,77.
131. **Calificación de la eficiencia.** Los proyectos PISL y PBVTR han logrado convertir la mayoría de sus recursos financieros en resultados positivos con costos según lo planificado. En particular, la unificación de la gerencia de los proyectos y la descentralización de la ejecución mediante las unidades ejecutoras territoriales, los comités locales y el apoyo financiero de los GADs han contribuido a bajar los costos operativos. También, la tasa interna de retorno ex post para ambos proyectos es, según los cálculos de los proyectos, satisfactoria. El mecanismo aplicado para ejecutar los proyectos de forma descentralizada también ha sido un factor importante en estos logros. Sin embargo, la aplicación del sistema de seguimiento no ha generado los datos e información requerida para determinar la rentabilidad de las operaciones económicas y actuar en conformidad. Asimismo, la cartera requiere agilizar los procesos de aprobación y modificación de diseños y convenios, con el objetivo de evitar retrasos en su implementación. La eficiencia de la cartera se califica como **moderadamente satisfactoria (4)**.

Impacto en la pobreza rural

132. Esta sección proporciona una apreciación del impacto de los proyectos en la pobreza rural (ya sean positivos o negativos, directos o indirectos, deliberados o involuntarios), principalmente en las siguientes esferas de impacto: i) ingreso y activos de los hogares; ii) capital humano y social y empoderamiento; iii) seguridad alimentaria y productividad agrícola, e iv) instituciones y políticas. Una de las limitaciones de esta sección es la falta y/o baja calidad de datos disponibles a nivel de impacto.
133. **Ingresos y activo de los hogares.** La triangulación de información documental y del campo indica que la introducción y/o mejora de activos físicos como los sistemas de riego en las fincas diversificadas impacta positivamente sobre el valor

económico de la finca y, por ende, el nivel de acceso a los servicios financieros. De hecho, se observa un incremento de la inversión en los activos físicos. Por ejemplo, se han identificado las siguientes inversiones posterior a las intervenciones de los proyectos PISL y PBVTR:⁹³

- El incremento de un 9,7% de las familias que invierten en riego por aspersión en las mismas comunidades que fueron apoyadas por PISL y PBVTR (10,4% de familias);
- El incremento de un 16,9% de familias con acceso a agua potable;
- La disminución de 15,0% de familias que riegan por surcos abiertos;
- El aumento de un 2,4 por ciento de familias que han dejado sus chozas para vivir en viviendas; y
- El incremento de nuevas oportunidades económicas directas debido a las obras instaladas como, por ejemplo, la aplicación de la piscicultura (en los estanques para el riego).

134. También, se observa que la instalación de los sistemas de riego por goteo combinada con la promoción de variedades más resistentes tiene un impacto positivo sobre la resiliencia a la variabilidad y cambio climático. No obstante, se observa que por la falta de aplicación de la gestión integral del riesgo en la gestión territorial y en los planes de finca, la vulnerabilidad a los fenómenos como las inundaciones sigue siendo alta; la evaluación no identificó en ningún caso la aplicación de medidas de mitigación para prevenir o reducir estos desastres como, por ejemplo, la mejora de drenajes, la instalación de diques de roca, el uso de gaviones, etc. El Ecuador es considerado el tercer país más vulnerable al cambio climático en América del Sur,⁹⁴ por lo que la evaluación opina que hay desafíos a solucionar con respecto a la resiliencia de las comunidades beneficiarias.
135. El impacto inicial del incremento de los ingresos logrados directamente de la diversificación agrícola mediante ventas directas en los mercados locales ha sido positivo en reducir la pobreza económica a nivel familiar. En particular, se observa que el incremento del poder de compra de un 75% de los pequeños productores ha sido instrumental en la capitalización de los activos arriba mencionados, la mejora de su salud y nutrición, su participación, etc. Además, el incremento del poder de compra ha contribuido a mejorar el acceso a los servicios financieros.
136. Sin embargo, el impacto inicial del fomento empresarial y generación de empleo ha sido limitado hasta la fecha. Se observa que, a pesar del avance en la formalización de la EPS⁹⁵ y la creación de supuestamente 6 563 empleos, los dieciséis emprendimientos asociativos y cuarenta y dos instalaciones de almacenamiento apoyados por PISL y PBVTR, han tenido un impacto insignificante en el crecimiento de la economía local hasta la fecha. En parte esta situación es debida a factores externos. Por ejemplo, en el caso del almacenamiento de arroz en Los Ríos, se observa que la compra y venta al por mayor ha generado muy bajas ganancias, porque el precio de arroz no subió durante 2018. Por otra parte, como se ha mencionado anteriormente en este informe, los proyectos PISL y PBVTR no identificaron primero los mercados con el fin de adaptar el desarrollo de los nuevos activos económicos a las necesidades de estos. Además, se observa que el enfoque en el desarrollo de capacidades fue alto en la parte operativa y bajo en el mercadeo de los productos (medios de distribución, red de vendedores, logos llamativos, presentación, publicidad, etc.).

⁹³ Fuentes principales son la encuesta de cierre de los proyectos PISL y PBVTR y datos recopilados por la EEPD directamente en las visitas de campo.

⁹⁴ Inform Index for Risk management, 2018.

⁹⁵ Por ejemplo, se observa la aplicación de estatutos, permisos municipales, el registro único de contribuyentes y los registros sanitarios.

137. Como consecuencia, se observa que el acceso a los servicios financieros sigue siendo limitado y el aprendizaje no ha logrado sensibilizar a los socios de la importancia del mercadeo de productos y servicios, así como a su aplicación. Por ejemplo, se observó pocos casos donde los gerentes entrevistados son conscientes que por ley los supermercados deben contener al menos 15 % de productos de la Economía Popular y Solidaria, a pesar de que los emprendimientos de la misma generaron ventas de más de USD 78 millones, a través de las grandes cadenas de supermercados en 2017.⁹⁶
138. Por estos motivos, la evaluación considera que la prioridad del Gobierno del Ecuador y el FIDA en estos momentos debería ser de no tanto la extensión de los proyectos para consolidar actividades, sino de readecuarlos para que los emprendimientos asociativos tengan más claridad sobre la parte de comercialización, las cadenas de valor y los socios del sector privado con quien van a operar para poder dinamizar la economía popular y solidaria y dar más sostenibilidad al empleo.
139. **Capital humano y social y empoderamiento.** Las entrevistas con los pequeños agricultores confirmaron que el impacto inicial más evidente relacionado con la mejora de sus capacidades es el cambio a manejo de sistemas diversificados bajo prácticas agroecológicas. Además, se observa que este cambio tiende a incentivar otras personas a replicar las prácticas de diversificación y agroecología y participar más activamente en la transferencia de tecnologías locales.
140. La evidencia más concreta que se observa con respecto al cambio de la estrategia mencionada es abandono de las prácticas tradicionales (la producción de maíz y frijol, uso de paquetes tecnológicos, la quema de los predios, etc.) y la adopción de un modo de vida enfocado en la capitalización de sus activos. En la mayoría de los casos se observa que las nuevas prioridades son la titulación y/o compra de tierras (para extender la diversificación agrícola), la mejora de los activos físicos asociados (especialmente el agua potable y el riego), la mejora de la vivienda y la educación los hijos.
141. Según la evidencia recopilada el alza de la participación en la toma de decisiones a nivel local, siempre y cuando se ha mejorado primero la articulación entre estas organizaciones y las partes interesadas (en particular los gobiernos autónomos descentralizados), genera un impacto positivo en el capital social y cultural. Otro impacto identificado, es el incremento de la movilización de mingas y otros trabajos asociativos para atender a los intereses y necesidades prioritarias de la comunidad dentro del contexto de los GADs. Este impacto se observa más en las provincias de la sierra andina que en la costa donde hay menos tradición de trabajar en forma asociativa. No obstante, la evaluación no identificó un caso concreto donde este impacto está resultando en la creación y/o ampliación de mancomunidades u otras asociaciones similares para aplicar la gestión territorial en una forma más coordinada e integral.
142. Además, donde el fortalecimiento del capital social y cultural ha sido realizado sin identificar adecuadamente los conflictos internos que existen en el territorio y/o entre territorios, su impacto inicial es mucho más bajo. Por ejemplo, en las provincias de Bolívar, Chimborazo e Imbabura, se identificó conflictos relacionados con la propiedad de tierras, acceso a los recursos naturales, diferencias de políticas, derechos, etc. En el caso de Imbabura, el Ministerio de Agricultura y Ganadería señaló que estos conflictos pueden reducir las oportunidades de aplicar la gestión territorial integral y equitativa, si no se resuelven a tiempo.
143. Esta evaluación no encontró datos sobre las organizaciones sociales y territoriales preexistentes y arraigadas, y la participación en ellas de los grupos poblacionales más excluidos. Si a esto se añade que los proyectos han favorecido sobre todo organizaciones ad hoc estructuradas entorno a una cadena de valor específica, y

⁹⁶ Asociación Nacional de Fabricantes de Alimentos y Bebidas y El Telégrafo, 23/03/2018.

que muchos de los actores locales mostraron escaso interés en mantener el grupo una vez que el apoyo económico del proyecto cesara, surgen serias dudas sobre la sostenibilidad de este tipo de asociatividad y su potencialidad para una inclusión de más amplio alcance. Tampoco se encontraron evidencias contundentes de actores locales capaces de influir en las políticas públicas ya que el cofinanciamiento de los GADs no se debió directa y generalmente a una mayor capacidad de agencia de parte de mujeres, pueblos indígenas, jóvenes.

144. Tras el análisis documental e información recopilada de las entrevistas y visitas de campo se observa que en la mayoría de los casos los proyectos no tenían la capacidad suficiente para aplicar una estrategia de gestión, resolución y prevención de conflictos con respecto de la gestión territorial.⁹⁷ Este hallazgo es otra confirmación que indica que se requiere una mayor integración de la gestión del riesgo en la cartera para el Ecuador hasta la fecha. En principio los puntos focales en las provincias deberían ser responsables de integrar la gestión de riesgos en sus planes y acciones y coordinar con los GADs con respecto a la formulación de los nuevos PDOTs previstos en 2020 donde se debería aplicar los lineamientos del Servicio Nacional de Gestión de Riesgos y Emergencias.
145. **Seguridad alimentaria y productividad agrícola.** Se observa que el impacto inicial más significativo asociado con la gestión territorial, la diversificación agrícola, las prácticas agroecológicas, etc. es la valoración de los servicios ambientales y la mejora de la salud y nutrición por tener cultivos asociados. Por ejemplo, la mayoría de los beneficiarios entrevistados confirmaron que la reducción de los insumos químicos ha mejorado su salud y reducido los costos médicos asociados con la aplicación de pesticidas e insumos químicos (usualmente sin protección). También, la producción de hasta treinta cultivos diversificados⁹⁸ está contribuyendo a mejorar la dieta y la nutrición. En la provincia de Los Ríos la evaluación observó fincas agroforestales con más de veinte cultivos asociados.
146. Otro impacto inicial importante ha sido el incremento de los productos orgánicos en los mercados locales y, en unos casos específicos el mercado nacional,⁹⁹ debido principalmente a la introducción de las prácticas agroecológicas y el desarrollo de los mercados orgánicos locales en provincias como Imbabura y Pichincha. Según los datos la Encuesta de cierre del PBVTR, unas 1 610 personas accedieron a mercados certificados.¹⁰⁰
147. Un tercer impacto identificado es el incremento del área dedicado a la producción diversificada en la finca y/o debido a la adquisición de tierras nuevas. Según las estadísticas del PBVTR, hay un incremento de 10 597 ha bajo agricultura diversificada en adición a los 72 438 ha atendidas por el proyecto. Se observa que unas 5 857 (55,2%) hectáreas son dedicadas al modelo agroforestal.
148. **Instituciones y políticas.** El PBVTR fue identificado dentro del marco político y legal del Gobierno del Ecuador para aplicar el "Buen Vivir" (Sumak Kawsay) como eje de las políticas públicas bajo el marco de la Constitución. El concepto ancestral del "Buen Vivir" pretende recuperar el concepto de desarrollo donde se goce la vida en comunidad y en armonía con la naturaleza. Se observa que el proyecto ha tenido casi igual impacto positivo en recuperar esta percepción en las provincias donde ya es conocido por las comunidades locales que aquellas donde no es costumbre. Por ejemplo, la gran mayoría de las comunidades entrevistadas en Los Ríos y Manabí, donde se produce cacao, arroz y café, manifestaron una nueva sensibilidad al trabajo en forma solidaria y producir de una manera más sostenible porque representa una mejor oportunidad de salir de la pobreza.

⁹⁷ El informe de terminación de los proyectos PISL y PBVTR solo hace mención que la mediación y resolución de conflictos ha sido aplicada como una práctica innovadora, pero no hay información sobre su aplicación y lo que logró en el mismo informe u otros documentos analizados.

⁹⁸ El informe de terminación del PBVTR, pág.93 (párrafo 93).

⁹⁹ Por ejemplo, en el caso de café orgánico producido en el cantón Espíndola (provincia de Loja)

¹⁰⁰ Representa 40 % de la meta, informe de terminación del PBVTR, pág.77.

149. Sin embargo, la triangulación de la información disponible sobre la incidencia en las políticas del estado nacional, sectorial y local, indica que la cartera del FIDA mantiene un impacto limitado hasta la fecha. Se observa que la mejora de la articulación establecida con los actores locales y las comunidades ha facilitado la ejecución de PISL y PBVTR y ha estimulado algunas iniciativas como los comités de veeduría ciudadana, pero hay muy pocos casos donde el aumento de la participación, la inclusión y la gestión territorial han resultado en un dialogo de políticas dirigido a estimular reformas. Por ejemplo, no se han identificado hasta la fecha cambios de políticas o planes de acción, ni introducido ordenanzas, con la intención de comprometer más recursos a la diversificación agrícola y la promoción de la agroecología.
150. Un análisis del informe de terminación de los proyectos PISL y PBVTR, muestra una insuficiente sistematización de los procesos de articulación y acompañamiento de parte del MAG orientados a la influencia posible de los productores rurales pobres y sus organizaciones en el ámbito de las políticas y lo planes locales¹⁰¹.
151. **Calificación del impacto en la pobreza rural.** Se aclara que la EEPP no ha realizado una evaluación de impacto que se debe hacer después de al menos tres años después del cierre del proyecto. Sin embargo, hay evidencia de un impacto inicial satisfactorio a nivel familiar en términos de fortalecer su patrimonio humano, social, cultural, natural y económico (que incluye la generación de empleo a tiempo completo y parcial), de acuerdo con los objetivos generales del PISL y PBVTR. Además, hay evidencia de un fortalecimiento institucional de algunos GADs, donde se observa una participación más activa de los pequeños productores y sus organizaciones de base, aunque la EEPP no tiene evidencia que esta participación ha logrado incidir en reformas significativas hasta al momento a nivel local o nacional. A nivel de los mercados locales hay evidencia que el proyecto ha logrado incrementar el número y tipo de productos que se vende en los mismos, pero es demasiado temprano determinar si la cartera ha logrado estimular el crecimiento económico de la economía popular y solidaria. No obstante, hasta el momento pocos productos procesados han logrado entrar en las cadenas de valor y no hay evidencia de participación en ventas directas de productos en volumen a compradores finales. Sobre este tema, la debilidad de la cartera es en parte debida al débil enfoque empresarial dirigido a las demandas y necesidades del mercado. Por esta razón, no es suficiente solo extender los proyectos PISL y PBVTR, sino asegurar que en esa extensión hay una mejora de la comercialización y mercadeo de los productos producidos. El impacto de la cartera se califica como **moderadamente satisfactoria (4)**.

Sostenibilidad de los beneficios

152. A nivel de las familias beneficiarias existen evidencias reseñables que indican que la cartera del FIDA ha logrado promover modelos de agricultura más sostenible en beneficio de miles de familias rurales que anteriormente vivían en modos de subsistencia, con un alto nivel de migración rural. Este logro se evidencia no sólo a través de la apropiación de las actividades de los proyectos PISL y PBVTR, sino también de la ampliación de estas prácticas a otros pequeños productores de otros proyectos. Es relevante evidenciar la mejora de la articulación de la cartera del FIDA con el Ministerio de Agricultura y Ganadería en temas de extensión y apoyo técnico agrícola.
153. Esta evaluación también ha apreciado que algunos módulos de diversificación dan indicaciones de ser más sostenibles que otros. En particular, se observa que la diversificación agrícola bajo sistemas agroforestales son los más sostenibles, especialmente cuando han sido asociados con prácticas de adaptación al cambio climático (conservación de fuentes de agua, cosecha de aguas lluvias, instalación de riego por goteo, uso de cultivos nativos, uso de árboles como el guarango como

¹⁰¹ Este tema esta vinculado con el Objetivo estratégico 2, Documento de extensión del COSOP 2018-2021

- rompe vientos, etc.). En los casos de módulos donde se ha limpiado los terrenos para instalar una asociación de cultivos con riego de aspersión, se observa menos perspectivas de sostenibilidad si no existe una continuidad de un buen manejo de suelos para evitar la erosión y su degradación.
154. A nivel de familia también se dan otros desafíos que ponen en riesgo la resiliencia de los pequeños productores y, por ende, la sostenibilidad de sus fincas transformadas. En particular, se observa la ausencia de estudios de suelos para promover los cultivos más apropiados (incluyendo las variedades nativas adaptadas), poca generación de abonos orgánicos in situ y la falta de integración de la gestión integral del riesgo.
 155. Adicionalmente, la baja institucionalización de los módulos agropecuarios promovidos, conjuntamente con la época de austeridad y la falta de la creación de fondos comunitarios, no aclaran de donde vendrán los recursos futuros para apoyar a la operación y mantenimiento de la gestión territorial, las infraestructuras comunales, los estudios y certificaciones, así como las escuelas de aprendizaje establecidas. Sobre este hallazgo, la evaluación observa un desafío en incorporar una clara y coherente estrategia de salida en el diseño de los proyectos de la cartera. Desde luego, cuando se hablaba con las partes interesadas sobre los próximos pasos, todos respondieron que esperaban una segunda fase del PISL, o PBVTR, aunque nadie sabía en qué consistía.
 156. La gran mayoría de los emprendimientos asociativos evaluados se encuentran registrados oficialmente y operándose, a pesar de la demora en la firma de la enmienda para comenzar la fase de extensión con fondos nuevos del FIDA. No obstante, se considera que los emprendimientos establecidos tienen perspectivas de sostenibilidad bajas si la fase de extensión no abarca unos desafíos importantes. La evaluación considera que existe un enorme potencial en la venta de productos elaborados por una agricultura sostenible, a cambio de la agricultura industrial, no esconde los costos ambientales para mantenerse. No obstante, la gran mayoría de los emprendimientos confirmaron baja rentabilidad económica, así como un flujo de caja inadecuado para mantener su liquidez a mediano y largo plazo. Esta situación es en parte debida a la debilidad de la capacidad gerencial, y comercial (incluyendo el acceso a mercados) y la falta de mejora y/o desarrollo de los servicios administrativos y comerciales necesarios para fomentar el desarrollo económico durable de los emprendimientos
 157. En cuanto al establecimiento de las instalaciones de almacenamiento para productos agrícolas, las perspectivas de sostenibilidad no parecen ser muy sólidas. En particular, hay algunos productos cuyos precios de mercado son muy bajos y poco competitivos con los mismos productos importados como, por ejemplo, el maíz, el arroz y el trigo. Sólo en algunos casos específicos donde los productos son nativos y exclusivos como, por ejemplo, el guarango que tiene un buen mercado en el Perú, se observaron mejores perspectivas de sostenibilidad.
 158. La evaluación observa nuevamente una falta de una estrategia de salida clara para asegurar que los emprendimientos tengan el respaldo técnico y acceso garantizado a los servicios que necesitan para operar, mantenerse y crecer. Adicionalmente, como los plazos asignados en los proyectos de la cartera son demasiado cortos para el fomento de los emprendimientos, es entendible porque muchos se esperan una segunda fase. Por ejemplo, el establecimiento de emprendimientos para el procesamiento del cacao o café requiere de hasta diez años para consolidarse.
 159. Los pequeños agricultores, sus asociaciones y emprendimientos necesitan una continuidad y estabilidad de servicios agrícolas, financieros y empresariales para poder sostener la transformación que la cartera del FIDA ha contribuido a iniciar. Sin embargo, la evaluación no observa un diálogo que permita el acercamiento con el Gobierno del Ecuador para continuar este proceso y al mismo tiempo gestionar los riesgos venideros. Se visualiza la necesidad de mantener mayores sinergias e intercambios entre FIDA y el Gobierno del Ecuador, con el fin de asegurar el

apalancamiento de fondos e incremento del número de proyectos para tener mayor traslape.

160. **Calificación de la sostenibilidad de los beneficios.** A nivel de los pequeños productores hay evidencia que están generando ingresos adecuados para mantener, e incluso ampliar la práctica de diversificación agrícola bajo conceptos agroecológicos. No obstante, se ha podido evidenciar que la mayoría de los emprendimientos evaluados experimentan dificultades para generar ingresos en las cadenas de valor y faltan de acceso a servicios administrativos y comerciales, lo que repercute en la sostenibilidad de los beneficios a mediano plazo. No sólo es necesario la inyección de más apoyo financiero y técnico en una fase de extensión del PISL y PBVTR, sino el desarrollo de un diálogo de políticas que facilite la implicación de nuevos socios experimentados en temas comerciales y la administración de empresas rurales. Además, es importante que las organizaciones tengan una participación plena de sus miembros en los procesos administrativos y de toma de decisiones en los emprendimientos para que generen la capacidad necesaria para administrar de manera efectiva estas inversiones y su crecimiento. Tomando en consideración todos los emprendimientos evaluados que están aún en operación y existe una alta voluntad de invertir fondos propios de los socios en estas inversiones, la evaluación califica las perspectivas de sostenibilidad de los proyectos de la cartera del FIDA hasta la fecha como **moderadamente satisfactoria (4)**.

Observaciones principales

- La cartera de proyectos sigue siendo pertinente. El diseño de los proyectos se alinea con las políticas, estrategias y planes nacionales actuales tanto del FIDA como del Gobierno del Ecuador.
- El fortalecimiento de las capacidades de la mujer, hombres, jóvenes y grupos étnicos para que puedan tomar decisiones informadas sobre su propio desarrollo sostenible y equitativo.
- La eficacia de la cartera ha mejorado en términos de transformación de la agricultura tradicional hacia una diversificada bajo prácticas agroecológicas. Este logro ha mejorado la seguridad alimentaria y nutricional y la adaptación a la variabilidad y cambio climático. Sin embargo, el fomento de emprendimientos no ha resultado en el crecimiento de la economía local esperado.
- Los proyectos PISL y PBVTR han logrado convertir la mayoría de sus recursos financieros en resultados positivos a costos razonables, lo cual confirma una mejora de la eficiencia del proyecto con relación a la evaluación anterior (2014). La fusión de la gestión de los dos proyectos, juntamente con el mecanismo descentralizado aplicado han contribuido a ejecutar los fondos en una forma más ágil y directa.
- El impacto de la cartera ha sido más evidente a nivel familiar, donde se observa una capitalización de sus medios y activos, que se pueda traducir en el empoderamiento de la familia rural.
- La sostenibilidad de la transformación rural estimulada por la cartera ha sido garantizada hasta la fecha. Ha habido avances a nivel de la finca y una mejora de la articulación entre el Ministerio de Agricultura y Ganadería y las organizaciones de bases. Quedan todavía por fortalecer las alianzas con otras instancias gubernamentales como, por ejemplo, el MAE y MPCEIP.

B. Otros criterios de evaluación

Innovaciones en el contexto nacional

161. Un análisis de las innovaciones señaladas en la propuesta de financiación del PBVTR¹⁰² concluye que algunas son actividades ya conocidas en el país. En particular, se considera que los planes de negocios financiados por fondos de inversión y la promoción de los sistemas agroecológicos no son iniciativas innovadoras. Por ejemplo, el Fondo Mundial para el Medio Ambiente ya ha financiado proyectos ejecutados por la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO), que han aplicado iniciativas parecidas en provincias como Chimborazo, Imbabura y Loja.¹⁰³ No obstante, se considera innovador la **promoción de los sistemas agroforestales como método de gestión territorial de finca**, utilizados como iniciativa multipropósito. En particular, se observa que esta iniciativa logra satisfacer varias necesidades básicas de las familias beneficiarias. Contribuye a fortalecer los activos de las familias beneficiarias y su adaptación a la variabilidad y cambio climático. Adicionalmente, se observa una reducción de actividades negativas como la labranza y uso de químicos y en un futuro podría ser considerado como actividades de secuestro de carbono. Este último resultado podría apoyar las contribuciones nacionalmente determinadas (NDC, por sus siglas en inglés) y el apoyo de Ecuador al Acuerdo de París.¹⁰⁴
162. Otra de las iniciativas innovadoras en el país identificadas por esta evaluación son **las unidades de ejecución territorial**. Estas han contribuido a fortalecer la articulación entre el Ministerio de Agricultura y Ganadería, las comunidades beneficiarias y los GADs. Por otra parte, también se identifica como innovación en el país, la puesta en marcha de los comités locales¹⁰⁵ que por situar en ejecución directa los fondos de los proyectos PISL y PBVTR, han logrado impulsar una transformación rural más rápida e inclusiva de acuerdo con los objetivos del COSOP. Ambas iniciativas han sido un factor crucial en las decisiones internas de algunas oficinas provinciales del MAG de crear una red de enlaces locales (puntos focales) en cada parroquia posterior del proyecto. Estos puntos focales son representantes de las comunidades en cada parroquia quienes asumen el papel de coordinar la extensión agrícola con el Ministerio de Agricultura y Ganadería. En provincias como Chimborazo e Imbabura funcionarios del ministerio informaron a la evaluación que esta iniciativa representaba un nuevo mecanismo para promover la transformación rural a bajo costo y que al mismo tiempo refuerza el empoderamiento local. Se observa que la promoción de los emprendimientos ha estimulado la innovación en el procesamiento de productos agrícolas, por ejemplo, en Imbabura se ha observado la producción de nuevos productos como el secado de mandarinas en grano; en Loja, el PBVTR ha contribuido a promover innovación local a través de la producción de maquinaria ecuatoriana para el procesamiento de café en lugar de importarla de otro país.

¹⁰² No hay la inclusión de innovaciones en el PISL. En el PBVTR, las innovaciones señaladas son: i) los planes de negocios mediante el Fondo de inversión de iniciativas territoriales y la cofinanciación procedente de instituciones reguladas dentro de la CNFPS, que a su vez debería facilitar el acceso a largo plazo a otros servicios financieros; ii) la transición a sistemas agroecológicos en coordinación con iniciativas ambientales y de conservación de otros ecosistemas; iii) el seguimiento participativo, y iv) la ejecución del programa en el contexto de la descentralización política/institucional que garantiza la participación directa y la adaptación a las prioridades territoriales y locales.

¹⁰³ Por ejemplo, el Proyecto de Manejo de Recursos Naturales en la Provincia de Chimborazo.

¹⁰⁴ "Incorporación del uso y conservación de la agrobiodiversidad en las políticas públicas a través de estrategias integradas e implementación *in situ* en cuatro provincias alto Andinas".

¹⁰⁴ Las contribuciones nacionalmente determinadas o *Nationally Determined Contributions*, son compromisos voluntarios de cada país que ha ratificado el Acuerdo de París (2015) para reducir sus emisiones de CO₂. El NDC para el Gobierno del Ecuador tiene entre sus líneas de intervención la agricultura.

¹⁰⁵ Se observa que el FIDA en otros países ha aplicado el mismo mecanismo. Por ejemplo, en el Perú se identifican como Comités Locales de Asignación de Recursos.

163. **Calificación de las innovaciones.** Se observa un avance en la implementación de los proyectos a través de la aplicación de nuevos mecanismos innovadores para el país como son las unidades ejecutoras territoriales y los comités locales, aunque este tipo de mecanismo ya era conocido en la región, representa un apoyo a la transformación rural y refuerza el empoderamiento local en el contexto ecuatoriano. La evaluación concluye que el nivel de innovación logrado por la cartera hasta la fecha es **moderadamente satisfactorio (4)**.

Ampliación de escala

164. El nivel de adopción y ampliación de los métodos innovadores de trabajo aplicados por los proyectos PISL y PBVTR, en particular las unidades de ejecución territorial y comités locales, ha sido bajo. Hasta la fecha se observan varios retos por parte de FIDA para identificar y aliarse con un campeón de las actividades principales realizadas, con el fin de que actividades como la diversificación agrícola y producción agroecológica lleguen a ser una política del estado con financiamiento público garantizado.
165. Otro impedimento a la ampliación de las actividades principales ha sido la ausencia de sinergias establecidas entre los proyectos FIDA con otros proyectos, en particular con otros Bancos de Desarrollo, Agencias de Naciones Unidas y/o Bilaterales. Por ejemplo, no se tiene constancia de sinergias con el Banco Interamericano de Desarrollo, quien ha tenido gran presencia en desarrollo rural en la zona de Chimborazo, al igual tampoco se conoce con FAO o PNUD, quienes promueven de forma activa la agroecología en el país.
166. No hay evidencias de que los emprendimientos fomentados lograran una mayor ampliación de escala, debido en gran parte a la falta de capacidad empresarial y de mercadeo mencionado anteriormente. También, es evidente que existen carencias en el acceso a una red de servicios de negocios y que puede dar seguimiento al desarrollo de las pequeñas empresas y de colaboración con el sector privado.
167. **Calificación de ampliación de escala.** La evaluación no identificó suficientes evidencias para demostrar que la cartera de Ecuador ha logrado institucionalizar las unidades ejecutoras territoriales, así como los comités locales, tampoco existe evidencia que el Ministerio de Agricultura y Ganadería pueda adoptar como política interna estas innovaciones. Adicionalmente, los emprendimientos carecen de acceso adecuado a los servicios de negocios y financieros que necesitan para promover el crecimiento económico y estimular el efecto multiplicador. La ampliación de escala actual y potencial es calificada **moderadamente insatisfactoria (3)**.

Igualdad de género y empoderamiento de la mujer, evolución hacia la inclusión social

168. El análisis de documentos observa que tanto la Constitución así como el Plan Nacional de Desarrollo (PND 2017-2021) no se concentran solamente en la equidad de género y el empoderamiento de la mujer rural, sino en el fortalecimiento del sistema de inclusión y equidad social en Ecuador.¹⁰⁶ En respuesta a este enfoque, el COSOP revisado (2018) también pone un mayor énfasis en: i) la inclusión de mujeres y jóvenes pobres y marginales de la población meta; ii) la inclusión económica de las minorías étnicas, en particular los pueblos indígenas; y iii) el acceso a los servicios financieros e innovaciones tecnológicas apropiadas y sostenibles.¹⁰⁷
169. Consecuentemente, en esta evaluación, en principio, se buscaba analizar la contribución de la cartera hasta la fecha en fortalecer el sistema de inclusión y

¹⁰⁶ Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021, Punto 1.5: Fortalecer el sistema de inclusión y equidad social, protección integral, protección especial, atención integral y el sistema de cuidados durante el ciclo de vida de las personas, con énfasis en los grupos de atención prioritaria, considerando los contextos territoriales y la diversidad sociocultural.

¹⁰⁷ En este caso, se considera sobre todo el último COSOP por ser el más explícito en términos de inclusión social y no sólo de la dimensión de género.

equidad social, con una atención específica a: i) el mejoramiento del acceso a los servicios, recursos e información por parte de estos grupos (coherentemente con el objetivo estratégico 1 del último COSOP); y ii) el aumento de las capacidades de las mujeres, jóvenes y las minorías étnicas más pobres y marginales para participar activamente en la toma de decisiones (coherentemente con el objetivo estratégico 2 del último COSOP).

170. En primera instancia, **los proyectos redujeron su complejidad para focalizarse en cadenas de valor por rubro agropecuario con un mayor énfasis en la dimensión económica.** Al haberse aplicado casi una sola estrategia para todas las asociaciones y las cadenas, como una suerte de “paquete tecnológico” similar que implicaba diversificar, aumentar producción y productividad y establecer plantas de transformación; no es evidente que se hayan tenido en cuenta las estrategias de inclusión planteadas en el diseño de los proyectos, ni las demandas – posiblemente diferenciadas – de los diversos actores locales. Los aspectos culturales y la dotación de activos bioculturales, inherentes a mujeres, jóvenes, pueblos indígenas, grupos priorizados, no fueron tomados en cuenta de manera explícita y condicionante de las acciones que se podrían haber orientado hacia el reconocimiento y la valorización de la diversidad cultural y social que se planteaba en la formulación. Esto representa una involución incluso respecto a proyectos anteriores apoyados por el FIDA en Ecuador que consideraron el patrimonio cultural como un recurso de importancia también para la economía local.
171. En segunda instancia, **la implementación de los proyectos no partió de un diagnóstico y una línea de base estratégica que permitieran medir el sistema de inclusión social de manera estructurada en sus distintas dimensiones.** En el caso del PBVTR, por ejemplo, el análisis de la línea de base vía encuestas hizo predominantemente referencia a la jefatura de hogar por sexo, variable importante, pero por supuesto no la única que se necesita para medir los resultados del PBVTR en términos de género. De esta manera se llegó a constatar un ligero aumento de la jefatura de hogar a cargo de los hombres, como un indicador de una renovada importancia de las actividades agrícolas, y una potencial reducción de la migración. Al observar las horas al mes que dedican las jefaturas de hogar en las actividades agropecuarias, se llegó a la conclusión que los jefes de hogar trabajan 39,2% más horas que las jefaturas de hogar femeninas. Se señaló que podía haber distorsiones debido al no cálculo de las horas dedicadas a la economía del cuidado¹⁰⁸, sin embargo, no hubo mucho cuestionamiento al respecto de lo que el proyecto pudiera haber hecho para ello ni de la importancia, por ejemplo, para las mujeres y los jóvenes, de una diversificación rural que no es sólo de carácter agropecuario.
172. En tercera instancia, y por supuesto vinculado a lo anterior, la distancia entre el diseño y la implementación se debe también al hecho que **no son visibles estrategias diferenciadas, poblacional y territorialmente.** Al ejecutar las operaciones, tal cual se lo señaló anteriormente, con un formato muy similar de proyectos productivos, y más allá de algunas acciones de capacitación, no se puso en marcha un abordaje y métodos basados, por ejemplo, en acciones positivas útiles para reducir las desigualdades.
173. En relación específica a la dimensión de género y empoderamiento de la mujer¹⁰⁹, por lo señalado anteriormente, nos encontramos entonces con **datos dispersos e**

¹⁰⁸ Indicadores de impacto del Buen Vivir Rural. Encuesta de Línea de base y encuesta de cierre del Proyecto Buen Vivir en Territorios Rurales. Unidad de Gestión del Buen Vivir Rural/ Ministerio de Agricultura y Ganadería, FIDA, julio 2018.

¹⁰⁹ Se reitera que la EEPP consideró las cuestiones de género y empoderamiento de la mujer en el marco de la inclusión social, para: i) afianzar un abordaje más integral, conceptual y metodológicamente; y ii) tomar en consideración, en el caso del Ecuador, un ciclo de políticas gubernamentales que trataba estas dimensiones, no de manera específica sino internamente al sistema de inclusión y equidad social. Sin embargo, la EEPP, sobre la base de las indicaciones del Manual de Evaluación IOE, realizó una revisión específica de género/empoderamiento de las

insuficientes como los siguientes, los mismos que además carecen de análisis propias de parte de las gerencias de los proyectos. El PISL alcanzó a apoyar a 1 788 mujeres (137% de lo planificado) y 3 458 hombres (67% de lo planificado), el PBVTR alcanzó a 5 948 mujeres (60% de la meta prevista) y 18 854 hombres (109% de la meta prevista). De esta manera, al nivel de empleos femeninos, se contabilizaron 720 con el PISL (37,55%) y 1515 con el PBVTR (38,55%). Ambos proyectos habrían logrado estimular un total de 2 235 nuevos puestos de trabajo, que es equivalente a 10% de la población meta atendida por PISL y PBVTR. Sin embargo, se reconoce, la falta de la definición de una estrategia de género ¹¹⁰.

174. En el caso del PBVTR, el número de mujeres que han sido capacitadas en gestión ambiental es 5 948 mujeres (la meta no estaba disponible). Según las entrevistas realizadas con las mujeres en sus fincas, la mayoría confirman su satisfacción por saber ahora manejar actividades claves como, por ejemplo, la captación y gestión de los recursos hídricos, las tecnologías de riego de aspersión y goteo, la introducción de nuevas variedades de cultivos, entre otras. No obstante, los datos de ambos proyectos también confirman que el hombre rural vulnerable ha sido el principal beneficiario de las capacitaciones de la gestión ambiental y territorial. En algunos casos específicos observados en la sierra y la costa, estas capacitaciones habrían reforzado involuntariamente el control del hombre sobre el acceso y manejo de los recursos naturales locales y de su territorio parroquial.
175. Se observa que el PISL ha apoyado el fortalecimiento del desarrollo de capacidades para la mujer rural vulnerable en la generación de ingresos. El PISL capacitó a 486 mujeres rurales en tema, que es equivalente a 9,3% de todas las familias beneficiarias del proyecto (5 246 familias). En el PBVTR se observa que la misma capacitación logró cubrir 13,1% (2 199 mujeres rurales) de todos los beneficiarios del proyecto (16 802). Aun así, ¿esta capacitación qué tipo de conocimientos, competencias y destrezas claves ha contribuido a generar, y éstas se han mantenido e incrementado en el tiempo?, ¿cómo las mismas están contribuyendo a mejorar la calidad de vida de las mujeres y su capacidad de influencia local?
176. Las entrevistas realizadas con los socios de doce emprendimientos y centros de almacenamiento de alimentos indican que la mayoría de estos tienen hombres ocupando los puestos de gerencia, mientras las mujeres (especialmente mujeres jóvenes) ocupan puestos administrativos, siguiendo el rol tradicional que las mujeres suelen ocupar en las economías del hogar. En algunos casos, como los centros de lácteos para la producción de quesos y yogurt, se observa que ellas no son empresarias, sino que se las considera y se consideran ellas mismas como simples proveedoras de leche u otros insumos. Las pocas mujeres dirigentes o gerentes confirmaron que venían de otras experiencias previas de formación, intermediación social y empoderamiento. ¹¹¹ A veces las mujeres han sido dejadas a dirigir los emprendimientos más problemáticos y menos rentables ¹¹² sin un refuerzo de carácter gerencial y sin apoyos ulteriores para cumplir con las actividades ligadas a la economía del cuidado familiar.
177. En términos de la calidad gerencial, se observa poca diferencia en las capacidades de hombres y mujeres en la gestión empresarial. Como se ha mencionado en la

mujeres a través de: i) el análisis de fuentes documentales en materia, referidas al país, el COSOP y los proyectos considerados; ii) una misión cualitativa previa a la misión principal; iii) guías de entrevistas semi-estructuradas aplicadas durante el trabajo de campo y las reuniones en Quito de la misión principal; iv) un análisis específico en el informe, el mismo que parte de la contextualización de las desigualdades sociales y de género en Ecuador. Cabe señalar que los resultados obtenidos, no se refieren a las metas logradas por un proyecto específico, sino a la estrategia país, surgiendo conclusiones y recomendaciones en la línea de poder fortalecer estas dimensiones en el futuro.

¹¹⁰ Evaluación de la Estrategia y el Programa País (EPPP) Ecuador 2019. Herramienta propuesta para la autoevaluación a nivel de proyecto. C. Bidault y F. Mazzone. 2019

¹¹¹ Por ejemplo, de bancos comunales como es el caso en la Asociación de Producción Agrícola 6 de octubre en Vinces (provincia Los Ríos), o cooperativas, que ha sido el caso de la dirigente de la Cooperativa de Producción Industrial y Comercialización Santa Fé, en Guaranda (provincia de Bolívar).

¹¹² Por ejemplo, Asociación de Productores y Comercializadores de Huevos del Campo Quero (provincia de Tungurahua) que, en realidad, se transformó en una empresa de servicios de post cosecha (limpieza de zanahoria),

subsección sobre eficacia, la evaluación no logró entrevistar ni hombres ni mujeres que podrían mostrar cifras contables sólidas sobre ingresos y egresos, costos de producción, ganancias antes de impuestos, medidas aplicadas para reducir costos, etc.

178. El Cuadro 20 recoge algunos testimonios de la misión de evaluación de datos cualitativos llevada a cabo en varias de las asociaciones beneficiarias del PVBTR llevada a cabo en mayo del 2019 y enfocada en el levantamiento de información sobre el manejo de recursos naturales y género.

Cuadro 20

PBVTR: Testimonios desde la misión cualitativa en cuestiones de inclusión social¹¹³

- Se ha avanzado en el manejo tecnológico (agricultura orgánica, plantas para la siembra, sistemas de riego) pero esto significa mucha carga de trabajo para las mujeres. El trabajo agrícola es muy duro y de baja rentabilidad (Asociación de Producción Alternativa "El Belén", Tungurahua).
- Las mujeres se perciben principalmente como amas de casa y su trabajo agrícola es considerado como "un apoyo". En un medio rural que está dejando de ser sostenible, las mujeres asumen un papel importante en la toma de decisiones y en la comercialización (Asociación de Trabajadores Agrícolas Trabajo y Desarrollo, Tungurahua).
- Existe un trabajo conjunto entre hombres y mujeres en las actividades agrícolas, especialmente en la producción de tomate de árbol que es un cultivo que requiere del uso de gran cantidad de productos químicos. La asociación es consciente de la necesidad de trabajar en producción sostenible, pero hasta el momento no han encontrado un comprador que de un valor justo a un producto orgánico (Asociación La Pampa, Tungurahua).
- Los jóvenes, en su mayoría, después de salir fuera de las comunidades para estudiar, no suelen regresar (Asociación de Producción Alternativa Sigaló, Tungurahua; Asociación de Trabajadores Autónomos Rumiñahui Rodeopamba, Bolívar).
- Existe un reconocimiento generalizado en las comunidades sobre el trabajo de la mujer. Las mujeres trabajan más que los hombres, tomando en cuenta que además de realizar las tareas del hogar, también se encargan de la molienda, la fermentación y la destilación; y son quienes pasan el día expuestas al humo de las quemadas y se encargan de obtener la leña. La mayoría de los hombres se dedica solamente a manejar la caña en las fincas, pero queda exento de otro tipo de responsabilidad, más allá de ir al pueblo a comprar equipamientos una vez a la semana o cada quince días (Asociación Artesanal de Producción, Industrialización de derivados de la caña de azúcar y de leche, Bolívar).

Misión cualitativa-IOE 2019

179. A pesar de todas estas debilidades, hay rasgos de algunos cambios positivos que podrían haber impulsado una mayor profundización y apoyo desde los proyectos como: i) el reconocimiento y la visibilidad de las mujeres en la agricultura familiar; ii) su satisfacción por la diversificación de la canasta familiar y el alcance de una mayor seguridad alimentaria; iii) su nivel de "apropiación" del proyecto. Al respecto de este último punto, se identificó que muchas mujeres habían hecho importantes aportes monetarios y no monetarios para mejorar las operaciones y/o salvar los emprendimientos que no estaban cubriendo sus costos de producción. Sin embargo, si no se generan los resultados económicos esperados en las cadenas de valor impulsadas, las decepciones pueden resultar en el fracaso de los emprendimientos, lo cual podría generar desconfianza hacia el Estado e incentivar la migración temporal o permanente.
180. Con todo ello, y debido a la falta de información desglosada ya señalada, la evaluación reconfirma el débil sistema de seguimiento aplicado por la cartera. También, esta situación confirma que la cartera no está usando el sistema de seguimiento como un instrumento estratégico para estimular el aprendizaje de las mujeres rurales y mejorar su acceso a la información que necesita para su empoderamiento. En particular, la generación de la información no está

¹¹³ Misión cualitativa, FIDA. La misión de evaluación de datos cualitativos se enfocó en el levantamiento de información sobre el manejo de recursos naturales y género en varias de las asociaciones beneficiarias del Programa el Buen Vivir Rural. Las visitas se realizaron durante el 14 al 17 de mayo de 2019 y cubrieron 16 asociaciones localizadas en las provincias de Tungurahua, Bolívar y los Ríos.

permitiendo tomar las decisiones informadas para guiar y optimizar su propio desarrollo y participación en la economía popular y solidaria.

181. La evaluación identificó la falta de un seguimiento adecuado en el informe de terminación del PISL y PBVTR sobre los indicadores establecidos en los marcos lógicos de los documentos de diseño con respecto a la participación y empoderamiento de los jóvenes y grupos étnicos. Debido a la decisión de no visitar la región de Esmeraldas por motivos de seguridad, no fue posible comprobar el nivel de reconocimiento, valoración y apoyo específico realizado con grupos afrodescendientes y los pueblos indígenas encontradas en esta provincia, como los Montubios y Chachi.¹¹⁴ En cuanto a las visitas de campo a las otras provincias, se ha observado la participación de jóvenes y pueblos indígenas en las actividades principales de los dos proyectos. Los jóvenes, especialmente varones, han sido formados en la operación de los equipos de los emprendimientos y en el procesamiento y embalaje de los productos producidos. También se encuentra, en algunos casos, la presencia de jóvenes como técnicos públicos y privados, que podría estimular un mercado de servicios de asistencia técnica local, susceptible de ser incrementado, como lo mostraron, por ejemplo, las experiencias de los proyectos FIDA en otros países. Todo ello muestra potencialidades para el FIDA, al trabajar en una lógica de inclusión social con las dimensiones de género, generacionales y étnica desglosadas, pero interrelacionadas.

182. **Calificación de igualdad de género y empoderamiento de la mujer, evolución hacia la inclusión social.** En general, la evaluación ha identificado insuficiente progreso en formular estrategias de intervención más flexibles y dirigidas específicamente a apoyar a las mujeres rurales, los jóvenes y los grupos étnicos según sus demandas y capacidades específicas. Adicionalmente, los proyectos muestran un bajo seguimiento, que es débil en generar la información que estos grupos necesitan para tomar decisiones informadas. Tampoco se han generado insumos para poder retroalimentar los sistemas de información nacional en cuanto a la inclusión social y programas públicos al respecto. El enfoque y los métodos operativos durante la ejecución han sido tradicionales, ignorando incluso experiencias de mayor impacto impulsado por el propio FIDA y otras agencias en el mismo Ecuador y a nivel andino. Los resultados efectivos encontrados no son contundentes para cambios estructurales. Con base en todo ello, se califica los avances de la cartera en la inclusión social y equitativa, y en la reducción de desigualdades como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

Medio ambiente y gestión de los recursos naturales

183. En términos generales, la cartera del FIDA ha logrado integrar la gestión ambiental y la conservación y usos sostenibles de los recursos naturales en las actividades principales de los proyectos. Esta situación representa una mejora considerable que lo reportó la evaluación del 2014, donde se indicó una falta de capacitación en su aplicación, especialmente en la ejecución de los planes de manejo en proyectos como PRODEPINE.¹¹⁵ No obstante, es evidente que el diseño del proyecto DINAMINGA se limita a promover la aplicación de la normativa ambiental y en obtener las certificaciones ambientales, bajo el pretexto que es un proyecto esencialmente dedicado a la comercialización de una selección de productos agrícolas.¹¹⁶
184. Una de las fortalezas de los proyectos PISL y PBVTR, así como en el diseño de FAREPS, es la promoción de actividades de diversificación agrícola que al mismo tiempo contribuyan a la conservación y el uso sostenible de los recursos naturales. La plena integración de la gestión ambiental y territorial en los proyectos ha sido un factor importante en contribuir a una mejora considerable en la calidad ambiental, especialmente en las fincas familiares y a nivel territorial parroquial en

¹¹⁴ También conocidos como Cayapas.

¹¹⁵ Evaluación del Programa País 2014, pág. 45 (párrafo 156).

¹¹⁶ Documento de diseño DINAMINGA, marco lógico, pág. xiii.

la mayoría de las provincias visitadas. Por ejemplo, la diversificación agrícola bajo prácticas agroecológicas ha reforzado la capacidad de los pequeños productores de reducir y, en algunos casos, eliminar prácticas muy dañinas a los suelos y los recursos hídricos. Estas prácticas incluyen la aplicación de curvas de nivel, el mantillo, la reducción de la necesidad de arar los suelos, la aplicación de zonas de protección de las fuentes de agua y la reducción de pesticidas a través de la asociación de cultivos y hierbas para gestionar las plagas. El Cuadro 21 presenta una historia de una de las asociaciones beneficiadas por el PBVTR y los cambios positivos experimentados a través de la diversificación agrícola y otras buenas prácticas ambientales.

Cuadro 21

PBVTR: Agro diversificación y buenas practicas agroecológicas.

- En la provincia de los Ríos, Cantón Baba, Parroquia Guare, se encuentra una asociación de agricultores la cual recibió el apoyo del proyecto PBVTR a través de la implementación de sistemas agroforestales con disponibilidad de agua permanente, reforestación con árboles nativos y el fortalecimiento de capacidades a nivel organizacional. La misión cualitativa llevada a cabo por la IOE-FIDA constató los beneficios del proyecto a través de la diversificación de cultivos, la sustitución paulatina de la producción de maíz y la sustitución de agroquímicos por prácticas tradicionales más amigables con el medio ambiente. El proyecto hizo entrega (a 54 familias) de frutales (papaya, mandarina y guayaba), yuca y plantas de cacao nacional. La asociación afirma que se logró crear un auténtico bosque muy diverso. En sus fincas, acostumbradas a la siembra de únicamente maíz y al uso intensivo de productos químicos, se vuelven a escuchar y presenciar especies animales que regresan a las zonas.
- En cuanto a los procesos aprendidos con el apoyo del proyecto, lo relacionado a la agroecología ha sido fundamental. Han aprendido a elaborar abonos orgánicos con los propios desechos de las fincas. Sus tierras, que antes estaban secas y duras, ahora tienen cantidades grandes de lombrices, que les aportan frescura y nutrientes al terreno. El sistema de riego ha sido clave para lograr un uso eficiente del agua en los nuevos sistemas productivos que se han implementado, lo que facilita la gestión de la finca y permite un uso racional del agua. Adicionalmente, para secar el cacao, han dejado de hacerlo en los bordes de las carreteras o en plásticos, y han fabricado sus propios tendales para secar.

Fuente: Misión cualitativa-IOE 2019

185. Las prácticas agroecológicas han contribuido a sensibilizar a los pequeños productores de los múltiples beneficios que se generan mediante la aplicación de una agricultura más sostenible, especialmente cuando está bajo el sistema agroforestal y que incluye las variedades nativas. Estas además generan una serie de servicios adicionales como son la fijación de nitrógeno, la fijación de dióxido de carbono, la conservación y generación de suelos y la regulación de los recursos hídricos. La EEPP considera que estas prácticas muestran claras evidencias que los pequeños agricultores pueden sostenerlas, porque son menos costosas a mantener y porque reducen los riesgos económicos asociados con la aplicación anterior de los paquetes tecnológicos.
186. Un desafío importante comprobado con los pequeños productores y el Ministerio de Agricultura es la baja aplicación de estudios de suelos que, en parte es debido a insuficientes recursos asignados a tales estudios. Por ende, se observan pocos casos donde se hayan capacitado a los pequeños productores en cómo optimizar la rentabilidad de la diversificación agrícola en las fincas según los suelos disponibles. Igualmente, se observa baja producción de abonos orgánicos y bio-pesticidas para reducir los costos de producción, mejorar la rentabilidad y reducir la dependencia de los insumos químicos. Aún se evidencia el uso de pesticidas en algunas fincas visitadas en las provincias de Tungurahua y Manabí para productos como el tomate de árbol y el banano. Esta situación persiste debido a la necesidad de generar acuerdos formales con instituciones públicas como, por ejemplo, el MAG, el INIAP y el MAE, para garantizar el acceso a los servicios de seguimiento técnico que necesitan actualmente y en la época de consolidación post cierre para consolidar las prácticas agroecológicas. En particular, fue evidente que las oficinas del Ministerio de Agricultura y Ganadería, en muchos casos, no han firmado acuerdos

concretos con los comités locales para regular y asegurar actividades como la operación y mantenimiento de los sistemas de riego instalados y otras infraestructuras rurales instaladas. También, se observa la ausencia de la integración de la gestión de riesgos en la gestión territorial y la diversificación agrícola. Esta situación es debida en parte a la falta de coordinación con instituciones con el Ministerio del Medio Ambiente, que ha producido mapas de riegos a nivel nacional, o con el Servicio Nacional de Gestión de Riesgos y Emergencias que es la institución responsable del monitoreo de amenazas.

187. Sobre el impacto ambiental de los emprendimientos instalados fue difícil determinar, debido a que la mayoría de los emprendimientos son relativamente nuevos. No obstante, se comprobó con los dirigentes y socios entrevistados que hay un buen manejo de los desechos y residuos. Por ejemplo, los socios de los emprendimientos de lácteos confirmaron que reciben el suero para alimentar a su ganado porcino y los socios de las empresas de procesamiento de harinas y arroz confirmaron las entregas a los socios de los desechos. También, se observa en los beneficios de café que las mieles están guardadas en receptores para no contaminar los recursos hídricos.
188. **Calificación de medio ambiente y gestión de los recursos naturales.** En general se observa un buen avance de su integración como ejes transversales en el PISL y PBVTR (así como el diseño del FAREPS), la cual es en conformidad con el actual Plan Nacional de Desarrollo y el COSOP 2018.¹¹⁷ Sin embargo, hay desafíos a resolver con respecto a la producción de insumos orgánicos, la aplicación de estudios de suelos y la falta de gestión de riesgos en las fincas y en la gestión territorial aplicada. La EEPP califica la integración de la gestión territorial y de los recursos naturales en las actividades de los proyectos PISL y PBVTR, **como satisfactoria (5).**

Adaptación al cambio climático

189. Se observa desde el diseño de los proyectos de la cartera un gran impulso en promover la adaptación al cambio climático. En el caso del PISL no se aplicó la adaptación al cambio climático como un eje transversal, pero sí la inclusión de actividades puntuales dedicadas a la adaptación a la variabilidad y cambio climático (la cosecha de aguas lluvias, la construcción de reservorios y la recuperación de flora y semillas nativas). En cambio, el PBVTR reconoce explícitamente que la transformación rural debe ser basada en, "sistemas de producción más resistentes y sostenibles frente a las variaciones climáticas y los efectos de cambio climático en el largo plazo".¹¹⁸ En el caso del diseño del proyecto FAREPS tiene un eje transversal para la adaptación al cambio climático, respaldado con los fondos del Programa de Adaptación para la Agricultura de Pequeña Escala (ASAP) con el fin de apoyar la implementación de una estrategia de adaptación.¹¹⁹
190. En los proyectos PISL y PBVTR se identificó la evidencia suficiente para confirmar que estos han contribuido a avanzar la adaptación de la gran mayoría de los pequeños productores a los fenómenos climáticos más pertinentes en las zonas de intervención; notablemente las sequías prolongadas. El efecto inmediato de este logro ha sido de fortalecer la seguridad alimentaria y nutricional de los mismos.
191. No obstante, es evidente que las actividades de conservación y uso sostenible de los cultivos locales resistentes a los efectos del cambio climático no han sido integradas sistemáticamente en la planificación, implementación y los sistemas de seguimiento y evaluación participativa. Tomando en consideración provincias como Imbabura, Chimborazo y Loja, que son centros de origen para varios cultivos

¹¹⁷ En particular promoción de la sostenibilidad ambiental y apoyo a la transición agroecológica señalado en el COSOP revisada de 2018, pág. 9 (párrafo 20).

¹¹⁸ Documento de diseño PBVTR, pág. 7 (párrafo 28).

¹¹⁹ La estrategia tiene tres objetivos: (i) brindar información sobre el riesgo climático; (ii) identificar soluciones; e (iii) incluir la gestión del riesgo y medidas de adaptación en los planes de negocio.

andinos (FAO), se considera que la contribución de los dos proyectos a la recuperación del conocimiento ancestral vinculado a las semillas es pequeña.¹²⁰

192. Adicionalmente, no se identificó la evidencia suficiente para confirmar que los proyectos fueron instrumentales en establecer una planificación territorial coordinada con instituciones claves para consolidar la adaptación a nivel de las fincas diversificadas y agroecológicas. Por ejemplo, el Ministerio de Medio Ambiente confirmó que no ha sido consultado sobre el uso de sus mapas de riesgos, mapas interactivos u otros materiales que se necesitan para dirigir la gestión territorial hacia el establecimiento de territorios y ecosistemas más resilientes a los efectos del cambio climático.
193. Finalmente, se observa una falta de promoción de sinergias con otras instituciones de las Naciones Unidas y con los donantes que están trabajando directamente en la adaptación de la agricultura de los pequeños agricultores en provincias como Imbabura, Chimborazo y Loja.¹²¹ Consecuentemente, se observa una carencia de los servicios de seguimiento técnico necesarios para consolidar las prácticas agroecológicas, proteger las sub-cuencas y fuentes de agua, etc. Desde luego, la continuidad de este problema arriesga debilitar los procesos de adaptación iniciados por los proyectos PISL y PBVTR.
194. **Calificación de la adaptación al cambio climático.** El diseño de los proyectos ha mejorado considerablemente con respecto a la integración de este tema como un eje transversal importante. Aunque existen evidencias que los proyectos PISL y PBVTR han logrado reforzar la resiliencia de los pequeños productores a través de la diversificación y la promoción de la agroecología; la cartera aún no ha logrado impulsar una planificación territorial con los GADs, las mancomunidades y otras instancias locales para integrar plenamente una estrategia de adaptación viable y realista de acuerdo con las capacidades y recursos disponibles. Se califica el progreso de la cartera en avanzar la adaptación al cambio climático como **moderadamente satisfactoria (4)**.

Observaciones principales

- La formación de las unidades de ejecución territorial, así como los comités locales representan un nuevo mecanismo para promover la transformación rural a bajo costo.
- Logros importantes en el fortalecimiento del sistema de inclusión y equidad social, de otro lado, se observan debilidades en la promoción de estrategias diferenciadas y la articulación entre las dimensiones ambientales y poblaciones.
- Importantes avances en la reducción de desigualdades entre los jóvenes y minorías étnicas, sin embargo, el débil sistema de monitoreo no permite estimular el aprendizaje.
- Mayor avance del tema del cambio climático, existen oportunidades de mejora para incluir el tema de riesgos como herramienta de planificación y no sólo criterio en el diseño de aprobación los proyectos.
- Hasta la fecha, no se han aprovechado ni potenciado las alianzas necesarias para alcanzar un nivel mayor de influencia para que actividades apoyadas por FIDA lleguen a ser política de Estado

Valoración general de la cartera crediticia

195. En base a la suma de las calificaciones asignadas para cada uno de los 9 criterios de evaluación, (véase cuadro 20), se llega a una valoración general de 4, o moderadamente satisfactoria, para la cartera crediticia. En comparación con la

¹²⁰ Por ejemplo, no hay evidencia que el PISL logró apoyar a la Feria de Semillas en la ciudad de Cotacachi, provincia de Imbabura, donde se promueve el intercambio de semillas, la promoción de la gastronomía andina y la feria de emprendimientos y de productos agroecológicos.

¹²¹ Por ejemplo, FMAM/FAO, GiZ, AECID y la UE ejecutan proyectos y/o convocatorias vinculadas a la adaptación y mitigación del cambio climático en el Ecuador desde el Acuerdo de París en 2015.

Evaluación de Programa País del 2014, se observa una tendencia positiva de 3 a 4 en las calificaciones para la gran mayoría de los criterios.

196. Con respecto al desempeño de la cartera, los criterios de pertinencia y eficacia muestran incrementos en las calificaciones de 3 a 4 porque hay evidencia de mejoras en áreas como alineamiento con las políticas, estrategias y planes nacionales del Gobierno del Ecuador y en el avance de la transformación rural en base de la diversificación agrícola bajo prácticas agroecológicas. Por lo tanto, se observa que la cartera está contribuyendo a cumplir el primer objetivo del COSOP y ejecutar puntos claves de la Constitución y los Planes Nacionales de Desarrollo relacionados con la reducción de la pobreza rural, la protección de la soberanía alimentaria y el desarrollo de la Economía Popular y Solidaria con iniciativas formales como los emprendimientos.
197. No obstante, se ha identificado una serie de desafíos a resolver antes de poder calificar estos criterios como satisfactorio o muy satisfactorio. Los más agudos incluyen; i) la adopción de una sola estrategia de intervención basada en proyectos puntuales y con plazos ambiciosos que restringen las oportunidades de generar sinergias entre los proyectos (y con otros); ii) la débil incidencia política y iii) las debilidades en cuanto a la promoción de la comercialización de productos sin un estudio previo del mercado y las necesidades de mercadeo.
198. En cuanto a la eficiencia de la cartera no se ha observado cambios significativos para cambiar la calificación del 2014. El sistema de seguimiento y evaluación interna continúa mostrando debilidades que no propician una reflexión adecuada de los avances y resultados en relación a necesidades básicas alineadas con el Programa Nacional de Desarrollo (PND) y otras Estrategias Nacionales (ETNs). También, se observa insuficiente progreso en integrar la gestión de riesgos en la gestión de los proyectos, así como en el diálogo de políticas entre Gobierno del Ecuador y FIDA con el fin de mitigar a tiempo problemas recurrentes y nuevos relacionados con la implementación de la cartera.

Cuadro 22

Resumen de las calificaciones para los criterios de evaluación asignadas por la EEPP a la cartera crediticia y su comparación con las de la EPP de 2014.

<i>Criterios de evaluación</i>	<i>Calificación EEPP (2019)</i>	<i>Calificación EPP (2014)</i>
Desempeño de cartera		
Pertinencia	5	3
Eficacia	4	3
Eficiencia	4	4
Sostenibilidad	4	4
Impacto	4	4
Otros criterios		
Innovación	4	3
Ampliación de escala	3	3
Igualdad de género y empoderamiento de la mujer	3	4
Medio ambiente y gestión de los recursos naturales	5	4
Adaptación al cambio climático	4	-
Evaluación global	4	3

199. Por otra parte, tampoco se observan cambios significativos en cuanto a la mejora de la sostenibilidad de los proyectos de la cartera crediticia. Desde luego, hay evidencias concretas que indican que se tendría que conferir más atención desde la fase del diseño de los proyectos para poder lograr una sostenibilidad satisfactoria. En particular, esta situación no se ve favorecida por la promoción de proyectos puntuales en diferentes zonas geográficas que no tienen una relación vinculante explícita y concreta para consolidar la transformación rural deseada, dinamizar la economía popular y solidaria y fortalecer la incidencia política respaldada por el dialogo de políticas. Además, no se aplica una estrategia de salida que permitiera este dialogo para precisar donde priorizar fondos públicos (y privados) en la fase post cierre.
200. Finalmente, con respecto al impacto de la cartera, la evaluación no fue diseñada como una evaluación ex post para medir el impacto. No obstante, la evidencia triangulada confirma que a nivel de los pequeños productores el impacto inicial de la cartera es positivo porque aprecian los beneficios de multipropósito que genera la diversificación agrícola. Desde luego, donde la diversificación agrícola ya ha sido consolidada se observa una mejora de ingresos que permite emplear mano de obra temporal y permanente que apoya frenar la migración de jóvenes a las ciudades nacionales o hacia el exterior.
201. Con respecto a los otros criterios de evaluación se observa una mejora de la integración del medio ambiente y de la gestión de los recursos naturales, así como de adaptación a los efectos de la variabilidad y cambio climático en los proyectos. El proyecto FAREPS demuestra un avance adicional comparado con el PBVTR puesto que incluye una estrategia de adaptación con fondos específicos del ASAP para ejecutarla. En cuanto al enfoque de género adoptado por la cartera, se observa que, a pesar de la mejora en el diseño de los proyectos con respecto a este tema, no se ha logrado impulsarlo suficientemente durante la ejecución. En particular, se observa demasiado énfasis en promover la participación de la mujer rural (y jóvenes) en actividades específicas del proyecto como el medio principal para lograr el empoderamiento. No se presta la atención suficiente a temas claves más estratégicos como el acceso a recursos, información, formación, servicios específicos, etc., que se necesita para consolidar e incrementar su empoderamiento.

IV. Actividades no crediticias

202. Las actividades no crediticias comprenden la gestión de los conocimientos, la creación de asociaciones y el diálogo de políticas. En esta evaluación, el análisis se centró en su pertinencia y eficacia¹²², valorando una muestra de donaciones nacionales y regionales. Es importante resaltar las circunstancias nacionales donde se analizan estas actividades no crediticias:
- Los cambios institucionales, políticos, sociales y económicos en la última década requieren de conocimientos, iniciativas y aliados complementarios a las operaciones crediticias;
 - FIDA es uno de los pocos donantes que aún se orienta al desarrollo rural en Ecuador y podría fortalecer su desempeño con las oportunidades que surgen de las actividades no crediticias; y
 - La cartera crediticia muestra falencias para su ejecución, por lo cual es importante fortalecer en general el programa FIDA en el Ecuador.

A. Gestión de los conocimientos

203. **La orientación de los COSOP.** En el COSOP 2004-2013 se planteó capitalizar las lecciones generadas por proyectos anteriores especialmente respecto al manejo de los recursos naturales y la provisión de servicios de asistencia técnica en actividades agrícolas y no agrícolas. El diálogo de políticas debía focalizarse en el enfoque territorial y ello incluía también la valoración del patrimonio cultural, en particular de las poblaciones indígenas, con una consecuente atención al reconocimiento, recuperación y sistematización de conocimientos locales.
204. El COSOP 2014-2018 enfatizó que el FIDA en Ecuador, debía prestar mayor atención a la gestión del conocimiento, desde las donaciones, así como desde los proyectos. Lo anterior implicaba ser capaces de sintetizar y difundir las experiencias, incrementar su visibilidad y facilitar el acceso a nuevos conocimientos en el ámbito de la producción agrícola, la seguridad alimentaria y nutricional, y la dimensión ambiental, en la lógica de un programa de innovaciones.
205. Se planteó de manera explícita que la gestión de conocimientos y comunicación era: i) consustancial a la revolución del conocimiento como uno de los pilares del Plan Nacional de Desarrollo; ii) el apoyo al sistema de seguimiento nacional denominado Gobierno por Resultados (GpR) y al Sistema de Gestión Financiera del Sector Público; y iii) la promoción del intercambio de conocimientos, el rescate de saberes tradicionales, la innovación y la comunicación a través de las unidades ejecutoras de los proyectos, las rutas de aprendizaje y las redes de intercambio con asociados. En todo ello se visualizaba el rol de las donaciones del FIDA.
206. La revisión de resultados del COSOP en octubre de 2018, que implicó la extensión de este hasta el 2021, se refiere a una combinación de actividades crediticias y no crediticias. En este marco se afirma de manera general que las donaciones de alcance regional han tenido buenos resultados, en línea con los objetivos estratégicos y, aunque parcialmente, con los resultados previstos. Dichas donaciones han sido canalizadas a través de instituciones como el Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural (RIMISP), Centro Internacional de la Papa (CIP), Corporación Colombiana para la Investigación Agrícola (CORPOICA) y Fundación Activos Culturales Afro (ACUA).¹²³
207. Asumiendo estos antecedentes, la evaluación encontró que se han incorporado en el diseño de los COSOP y los préstamos numerosas lecciones aprendidas del FIDA y el Gobierno del Ecuador, sobre todo en relación al enfoque territorial, la

¹²² Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA), Oficina de Evaluación Independiente (2019). República del Ecuador: Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País. Documento Conceptual Final. Roma. FIDA.

¹²³ Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA), División de América Latina y el Caribe (2018): "Revisión de resultados de COSOP. Informe principal y apéndice". Roma. FIDA. Pág.10.

diversificación agropecuaria y el tránsito hacia la agroecología, la inclusión social y el cambio climático. Adicionalmente, otro hallazgo en la cartera de Ecuador es la inclusión del desarrollo de conocimientos como un componente en todos los diseños de la misma, por ejemplo, el PBVTR, FAREPS y DINAMINGA manejan la gestión de conocimientos a través de la aplicación del seguimiento y evaluación participativa.

208. No obstante, la estrategia de un sistema articulado de gestión del conocimiento, incluyendo el uso analítico y oportuno de los insumos provenientes del seguimiento y la evaluación requiere ser reforzado, para que: i) permita aprovechar estructuralmente las donaciones FIDA; ii) asocie los nuevos conocimientos a acciones potentes de desarrollo de capacidades, no solo para los beneficiarios sino también, para las gerencias y equipos de los proyectos; y iii) y retroalimente oportunamente las políticas públicas del país. Llama la atención en esta evaluación la importancia de mejorar el posicionamiento del FIDA como agencia especializada e innovadora en el Ecuador, y además fortalecer el sistema de seguimiento ante la cartera del país, estos puntos ya se encontraban en la evaluación del desempeño del COSOP 2004- 2013, por lo cual es evidente, que asuntos que se requieren fortalecer.
209. Lo anterior muestra que no es suficiente incluir la gestión de los conocimientos en los COSOP, si no se presenta en los mismos una estrategia que permita su implementación de una manera coherente entre los proyectos y las donaciones, lo que facilitaría la interconexión entre ambos. En este sentido, es necesario aprovechar de las experiencias como las del Perú donde el FIDA y el Gobierno utilizaron para ello tanto donaciones como fondos explícitamente asignados a componentes de los proyectos; aquello contribuyó a generar sinergias interesantes para un manejo de conocimientos, de proveniencia tanto local como académica, que facilitó también el diálogo de saberes de orígenes distintos.¹²⁴
210. En lo específico, el seguimiento es funcional a la gerencia de los proyectos, aunque existen debilidades como se menciona, por ejemplo, en el caso de los reportes y el análisis de género y la inclusión social en general. Sin embargo, el seguimiento no se encuentra acorde a la línea planteada por el último COSOP en términos de aportes al sistema nacional.
211. La característica participativa del seguimiento se realiza en base a, reuniones esporádicas para revisar el estado de los proyectos, a jornadas o talleres anuales de rendiciones de cuentas y diálogo con las organizaciones beneficiarias. La falta de una práctica sólida no permitió compartir y enriquecerse de las experiencias de los actores locales involucrados para un análisis de desempeño del programa país más amplio. Esto hubiera sido clave para apuntalar el desarrollo de capacidades de los productores rurales pobres y emprendedores respecto al segundo objetivo estratégico del COSOP. Se sigue funcionando en una lógica de proyecto tradicional.
212. En Ecuador se muestra también que, pese a que el COSOP se refería explícitamente a la comunicación asociada a la gestión de conocimientos, existió una débil estrategia de comunicación compartida entre Gobierno del Ecuador y FIDA para difundir y posicionar los procesos y resultados de la implementación¹²⁵. Es importante indicar que agencias de cooperación con menos presupuesto que FIDA, como la FAO, gozan de una visibilidad importante, debido también al buen manejo comunicacional, independiente de su presencia física en el país.

¹²⁴ Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA), Oficina de Evaluación Independiente. Gobierno del Perú. (2018): Evaluación de la estrategia y el programa en el país. Informe No. 4845-PE. Roma. FIDA.

¹²⁵ Durante la evaluación en el país, se descubrió de manera casual que existe un portal denominado: "Saberes de desarrollo rural" (<https://desarrollorural.org/>). "Saberes de desarrollo rural es una plataforma de intercambio de experiencias, conocimientos y saberes de proyectos en la Región Andina". "La información proporcionada en este sitio web no es una información oficial publicada por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) y no representa las opiniones o posiciones del FIDA". Este portal, se alimentaba desde Ecuador. Sin embargo, no está claro qué tipo de rol juega este medio para el FIDA y qué futuro tendrá. Es un ejemplo de la inexistencia de una real estrategia comunicacional que, además, logre conectarse con redes ya existentes que podrían potenciar su difusión.

213. No se encontraron rastros de iniciativas de cooperación sur sur y de intercambios *inter pares*. Las rutas de aprendizaje deben ser consideradas como instrumentos relevantes para la gestión del conocimiento. La primera no es mencionada ni siquiera en el último COSOP revisado, y los otros estaban señalados como instrumentos, sin embargo, no se los ha detectado en Ecuador como herramientas con sello propio del FIDA. Por lo cual se evidencia que existe una falencia visible en cuanto al diálogo para políticas de creación y al fortalecimiento de asociaciones de distinto tipo.
214. **Calificación de gestión de conocimientos.** Se ha visualizado que se debe incorporar un sistema coherente y bien articulado para captar y usar las lecciones aprendidas, así como la información proveniente de distintos ámbitos, incluyendo las donaciones. La gestión de conocimientos se reduce a una lógica operativa con alcances parciales para medir adecuadamente resultados e impacto, pero falta explotar su potencialidad. Es por ello que se califica la gestión de los conocimientos como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

B. Creación de asociaciones

215. En el segundo COSOP (2014-2018) se estableció más claramente la vinculación con las políticas y las instancias públicas responsables de las mismas, en este sentido se buscó superar la pérdida de pertinencia de las anteriores propuestas FIDA¹²⁶, alineándose con el Plan Nacional de Desarrollo, en relación con: (i) el objetivo 10, impulsar la transformación de la matriz productiva en el sector rural y la agricultura de pequeña escala. A este respecto, el FIDA prestará apoyo a acciones concretas, sobre todo fomentando las economías comunitarias, que son las mayores generadoras de inclusión social, empleo rural e ingresos. Además, impulsará la asociatividad, el fortalecimiento organizativo, la capacidad de negociación, la creación de redes y los circuitos de comercialización"; (ii) el objetivo 2, auspiciar la igualdad, la cohesión, la inclusión y la equidad social y territorial en la diversidad; y (iii) el objetivo 6, "consolidar el sistema económico social y solidario de forma sostenible".
216. En este marco, se planteó que la relación con las agencias públicas se articularía en dos niveles:
217. **Asociación con Gobierno central.** Este nivel implicaba un complejo tejido institucional: (i) la coordinación general con el Ministerio de Economía y Finanzas como punto principal de entrada en el país; (ii) el establecimiento de relaciones con nuevas instancias como la Secretaría Técnica Planifica Ecuador (antiguo SENPLADES) y los ministerios coordinadores; y (iii) la continuidad de la relación estratégica con los departamentos sectoriales a cargo de la implementación de los proyectos (MAG, MIES e IEPS).
218. **Asociación con Gobiernos autónomos descentralizados.** El marco político e institucional del Ecuador comportaba "colaborar de una u otra forma en la gestión de desarrollo rural con los gobiernos autónomos descentralizados a nivel provincial, municipal, cantonal y parroquial, además con las mancomunidades que puedan establecerse. Estas relaciones de trabajo se establecerán en coordinación con el ministerio rector competente".
219. A su vez el COSOP explicitó la importancia del diálogo sobre políticas. El FIDA continuará participando en el diálogo sobre políticas rurales a través del Grupo Diálogo Rural, un foro organizado en coordinación con el Ministerio de Agricultura y Ganadería que trata de influir en las políticas para que se comprenda mejor el papel del sector rural, y también de la agricultura, así como su importancia para el desarrollo de la economía y la sociedad. El Grupo de Dialogo Rural, ofrece un espacio único para dialogar con todos los actores anteriores sobre temas rurales de

¹²⁶ FIDA. Oficina de Evaluación Independiente (2014). Evaluación del Programa en el País – República del Ecuador. Roma. FIDA.

relevancia para el Gobierno, el FIDA y sus asociados. Lo más importante y evidenciado por diferentes actores es la independencia de este tipo de espacios.

220. **Asociación con agencias de cooperación y sector privado.** En el COSOP 2004- 2013 se identificaron de manera general a organizaciones no gubernamentales, con un énfasis en las que operaban en el sector financiero rural, y el sector privado representado por organizaciones de productores y empresas multinacionales extractivas. Una colaboración con ambos implicaba enfrentar un esfuerzo desde la política pública para normar su rol, su actuación y la resolución de conflictos. Se listaron a donantes internacionales, en primera instancia el Banco Mundial con el que FIDA había tenido una experiencia compleja en el caso del Proyecto de PRODEPINE, el Banco Interamericano de Desarrollo, la Corporación Andina de Fomento, las agencias de Naciones Unidas y bilaterales y el Fondo Ecuador Canadá de Desarrollo, el mismo que proponía un modelo de relación con las empresas privadas (telecomunicaciones y petróleo). Se incluyó el cuadro de potencialidades de sinergia que resultaban ser altas y moderadas en un buen número de casos.
221. En el COSOP 2014-2018 se afirmó haber tomado en consideración el nuevo Marco de Asistencia de las Naciones Unidas para el Desarrollo 2015-2018 en el Ecuador, alineando el programa país del FIDA con el resultado 5, "desarrollo económico sostenible y equitativo". Igualmente se planteó que se "continuarán fortaleciendo los lazos con los bancos multilaterales de desarrollo, así como con las agencias bilaterales que trabajan en el desarrollo rural, en particular, la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), la Cooperación Técnica Belga la Agencia Alemana de Cooperación Internacional (GIZ) y la Agencia de Cooperación Internacional del Japón (JICA)". Es evidente la desaparición del sector privado y las organizaciones no gubernamentales son abordadas desde la lógica de la llamada "sociedad civil". El FIDA tiene una red activa de colaboración con asociados no gubernamentales, con los que mantiene intercambios formales e informales. Entre estos asociados vale la pena mencionar el Centro Andino para la Formación de Líderes Sociales, la Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas, el Fondo Ecuatoriano *Populorum Progressio*, la Fundación Maquita Cushunchic Comercializando como Hermanos, la Red Financiera Rural, el Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural y el Sistema de Investigación sobre la Problemática Agraria del Ecuador.¹²⁷ La revisión del COSOP no trata el tema de las asociaciones.
222. **Construcción y fortalecimiento de alianzas vinculadas al diálogo político.** Como se pudo apreciar, en los COSOP se planteó un amplio abanico de entidades, en todas las esferas. Sin embargo, no se establecieron ni prioridades ni rutas para forjar o fortalecer alianzas que contribuyeran al logro de los objetivos del programa país. En el caso del nivel del Gobierno central se confunde el alineamiento de parte del FIDA en relación con los planes y las políticas públicas, elemento muy necesario, con los arreglos operativos para la ejecución de los proyectos. Por supuesto, los dos planos están conectados, pero requieren de contrapartes, espacios e instrumentos diferentes. De ahí que el Grupo de Dialogo Rural es clave, confirmando su rol "único" en el diálogo de políticas. En la implementación, al contrario, se manifiesta toda la debilidad de un escenario en el que el poder ejecutivo nacional cambia seguidamente, tanto en su estructura como en sus responsables. Lo anterior complejiza la continuidad de la relación con FIDA y, por supuesto, dificulta notablemente la puesta en ejecución de la cartera crediticia.
223. Se resaltan las contribuciones monetarias de los GADs a los proyectos productivos del PBVTR, sin que ello signifique necesariamente una incidencia política. Actualmente existen nuevas oportunidades para participar y realizar propuestas en el marco de los Planes de Desarrollo y Ordenamiento Territorial (PDyOTs) previstos

¹²⁷ Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) (2014): "COSOP 2014-2018". Roma. FIDA. Pág. 10

para el trabajo que se realizará a futuro. Lo anterior implicaría no sólo un acercamiento y una interlocución proactiva con cada GAD del área de cobertura de los proyectos FIDA, sino también con entidades aglutinadoras, como lo es el Consorcio de Gobiernos Autónomos Provinciales del Ecuador (CONGOPE).

224. **Coordinación con agencias de cooperación y alianzas con sector privado.** En ambos COSOP, se presentaron listados que diagnosticaban la presencia institucional de la cooperación internacional y nacional. Sin embargo, no se identificaron ni áreas prioritarias ni mecanismos que garantizaran mínimamente la creación o el fortalecimiento de iniciativas en asociación, acompañadas o no por convenio y/o cofinanciamientos. Tampoco se entiende bien a posteriori lo que significaba "la red activa de colaboración con asociados no gubernamentales" puesto que no parece coincidir con el Grupo de Dialogo Rural.
225. El abordaje hacia el sector privado es solo mencionado, cuando algún tipo de posición y acciones se deberían haber tomado puesto que las empresas y corporaciones juegan un rol relevante en un país como Ecuador, en particular por su presencia en el sector agroalimentario y productivo rural, así como a nivel territorial por el tema extractivo. Al analizar la cartera crediticia, es evidente que parte de los problemas de la comercialización, deriva de un insuficiente conocimiento de los actores y mecanismos de acceso a mercados diferenciados, locales, nacionales y de exportación. No se trata sólo de establecer alianzas entre productores de pequeña escala y empresas, sino también de entender la evolución del sector privado, en aspectos consustanciales a agricultura orgánica y biológica, productos con sellos de origen, turismo rural y de la naturaleza, responsabilidad social y territoriales, entre múltiples aspectos relevantes para los proyectos FIDA, por lo tanto, una incorporación más sustancial del diálogo con el sector privado es clave también para innovar y diversificar en lo que a cadenas de valor se refiere.
226. Con los antecedentes mencionados, no sorprende que las autoevaluaciones e informes no presenten de manera sustantiva los avances en la estrategia de asociación porque la misma no existe como tal, y por lo tanto no es posible encontrar resultados documentados en términos de su diversificación o de las contribuciones de los diferentes socios al logro de los objetivos del COSOP.
227. **Calificación de creación de asociaciones.** Se evidencia todavía una brecha importante entre los ámbitos y las oportunidades planteadas en los COSOP, y la implementación en tema de creación de asociaciones. Además, no se están aprovechado al máximo las oportunidades que existen, como las que derivan de las donaciones. Adicionalmente, en particular con el sector privado y la academia, se sigue con enfoques tradicionales que no permiten identificar las nuevas experiencias que se están generando en estas esferas y que podrían alimentar los proyectos apoyados por el FIDA. Es por ello que se califica la creación de asociaciones como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

C. Involucramiento del FIDA en el diálogo sobre políticas a nivel de país y actuación normativa

228. Según el Acuerdo de Armonización revisado en marzo del 2017, la actuación normativa de los países "se considera un proceso por el cual el FIDA colabora, de manera directa e indirecta, con los gobiernos asociados y otros interesados a nivel nacional a fin de influir en las prioridades normativas o en la formulación, la aplicación y la evaluación de las políticas oficiales que perfilan las oportunidades para lograr una transformación rural inclusiva y sostenible".
229. En el COSOP 2014-2018 se planteó la necesidad de "fortalecer actividades no crediticias, con énfasis en el diálogo de políticas en el marco de los lineamientos estratégicos y prioridades para el país". La futura estrategia del FIDA debe ser elaborada teniendo en cuenta el limitado papel del FIDA como donante desde el punto de vista financiero en el país y el estatus del Ecuador como país de renta-media alta. En estas circunstancias, la asistencia financiera no debería ser la

dimensión más importante de la asociación entre el FIDA y el Gobierno del Ecuador. Más bien, este apoyo, además de asegurar la más alta calidad de las operaciones, debería anclarse en: i) contribuir al diálogo de políticas aprovechando un momento oportuno en el que existe una clara voluntad política del gobierno de apoyar la agricultura a escala comunitaria en aportar enfoques innovadores; y ii) en invertir en la gestión del conocimiento”¹²⁸.

230. Se muestra una alineación del COSOP y la cartera del FIDA con las políticas públicas del Gobierno del Ecuador, al momento del diseño. Sin embargo, en períodos más recientes, el diálogo se ha concentrado mayormente en la efectividad y operación de la cartera crediticia, por las falencias que existen en este nivel y que han sido analizados anteriormente.
231. Aun así, se ha podido relevar, tal cual lo señalaba el COSOP 2014-2018, que existe un espacio “único” representado por el Grupo de Diálogo Rural que es fruto de dos donaciones del FIDA al RIMISP-Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural y que es ejecutado por la oficina de Ecuador. El Grupo de Diálogo Rural ofrece una experiencia y un método de reflexión y análisis, construcción de consensos a partir de información sólida y validada, que desemboca en resultados concretos para los ámbitos de las políticas públicas, las estrategias corporativas y la atención a grupos poblacionales en desventajas, como los jóvenes.
232. A continuación, se muestran ejemplos de resultados tangibles del Grupo de Diálogo Rural, aunque existen otros resultados intangibles, pero no menos importantes para el Ecuador como la cultura de diálogo, respetuoso y propositivo; la articulación público (nivel nacional y sub-nacional) con el sector privado de los pequeños productores y empresarial; el reconocimiento a los jóvenes como actores del agro con su propia voz; la participación directa de los ministros, viceministros y subsecretarios en las sesiones del Grupo, que da cuenta de que valoran este espacio de diálogo, que nunca baja de los 30 a 40 participantes por sesión, de asociaciones de pequeños productores, jóvenes rurales, ministerios, gobiernos autónomos descentralizados, organizaciones no gubernamentales organismos internacionales, cooperativas, universidades, expertos.
233. **Ejemplos de resultados del Grupo de Diálogo Rural.** A nivel incidencia: i) apoyo en la gestación y orientación estratégica del nuevo BanEcuador en sustitución del Banco Nacional de Fomento; ii) transformación de los Planes de Mejora Competitiva en una política de estado (en la actualidad se han elaborado planes con acuerdos interministeriales y Decreto Presidencial para 9 cadenas de valor: arroz, maíz, banano, palma aceitera, plátano, maracuyá, mango, quinua, cacao y se encuentra en diseño avanzado el de ganadería y iii) análisis de la negociación del Acuerdo Comercial con la UE, tanto de las ventajas comerciales como de medidas compensatorias frente a riesgos.
234. A nivel priorización en educación técnica y emprendimientos: i) mejor conocimiento sobre los jóvenes rurales; ii) estrategia nacional de educación técnica; iii) alianzas con colegios técnicos agropecuarios y empresas; iv) ferias nacionales de emprendimientos de jóvenes rurales; v) giras de aprendizaje y vi) la creación de la Red Nacional de Jóvenes Emprendedores Rurales (RENAJER).
235. La RENAJER se constituyó en junio 2018, con cerca de 200 emprendedores registrados en las categorías de agropecuarios, procesamiento (valor agregado), turismo-gastronomía-artesanías y otros servicios rurales. La RENAJER representa un cambio importante en la institucionalidad porque es el interlocutor desde la sociedad civil frente al estado central y los GADs; cuenta con una media docena de aliados estratégicos, posee ya su página web y levanta su base de datos para un catálogo digital.

¹²⁸ Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) (2014): COSOP 2014-2018. Apéndice V Acuerdo en el punto de Culminación EPP”. Roma. FIDA. Pág. 16.

236. Si bien el Grupo de Diálogo Rural ha sido el instrumento por excelencia del diálogo de políticas en Ecuador, como se verá en la siguiente sección, otras donaciones tienen y/o podrían tener un rol importante en algunas de las temáticas del programa país y de la cartera crediticia.
237. Es muy importante subrayar que el FIDA tiene la oportunidad de poder fortalecer su rol en las políticas públicas al ser considerado por el Gobierno del Ecuador un actor muy importante en el ámbito del desarrollo rural del país, ya que no existen muchas agencias que inviertan en este sector.
238. **Calificación sobre diálogo de políticas entre el FIDA y el Gobierno del Ecuador.** Los COSOPs enumeraron una serie de áreas posibles para la participación en diálogo de políticas, pero en la práctica estas se limitan a nivel operativo y/o de ejecución de proyecto. En un país de renta media como Ecuador, el potencial de FIDA en participar en cuestiones relacionadas con el diálogo de políticas es mucho mayor y debería de aprovecharse y fortalecerse. Si bien existen resultados positivos puntuales, en general se evidencia la necesidad de un mayor diálogo e incidencia. Se califica el diálogo de políticas como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

D. Donaciones

239. En el período considerado para la evaluación país, existieron nueve donaciones por un valor de USD 13,9 millones, con un abanico amplio y diverso de instituciones: cuatro directas solo a Ecuador, y cuatro de carácter regional. Se hará referencia al Anexo V.
240. En general, se nota una cierta continuidad de las donaciones del FIDA, por lo menos en el caso de algunas instituciones de la sociedad civil, como RIMISP, ACUA y Slow Food. Pese a los cambios oficiales de programas, responsables de las temáticas y directores en la División de América Latina y el Caribe, y los tiempos relativamente largos de revisión y ajustes de las propuestas antes de la aprobación, por lo general los donatarios perciben la existencia de un diálogo bastante fructífero con FIDA. En algunos casos, se nota además una transición hacia "Large Grants", luego de un período inicial de conocimiento entre FIDA y los donatarios. La donación FIDA (Large Grant) puede representar un porcentaje importante del presupuesto anual de los donatarios que, sin embargo, mostraron en el pasado de poder seguir sin el aporte del FIDA (o sea tienen una cartera de donantes bastante interesante, aunque la situación puede cambiar muy pronto con la reducción drástica de agencias en América Latina y el Caribe).
241. Esta continuidad no ocurre con donaciones ad hoc con instituciones gubernamentales, puesto que las mismas han sido empleadas más para apoyar aspectos específicos del contexto o de un proyecto ad hoc (por ejemplo, Plan Ecuador). En las donaciones que no son de país, se puede llegar a un mayor valor agregado al sumar una visión regional e internacional, involucrando a distintas divisiones de FIDA. Sin embargo, esta oportunidad, al parecer, puede restar "apropiación" de parte de la División de América Latina y el Caribe en su sede en Roma (por ejemplo, la donación a Slow Food que involucra a países de distintos continentes no fue inmediatamente visibilizada al comienzo de esta evaluación).
242. **Pertinencia de las donaciones.** La mayoría de las donaciones permite enfrentar dimensiones pertinentes al COSOP y préstamos, ya sea desde el enfoque poblacional (población afrodescendiente; pueblos indígenas) o desde el enfoque temático (sistemas agro-alimentarios sostenibles; productos símbolo de la agrobiodiversidad; valorización de activos culturales). Los principales componentes de las donaciones están ligados a:
- Gestión del conocimiento (con énfasis en los saberes y prácticas locales empíricas, y en procesos de investigación-acción e innovación).
 - Prueba y validación de estrategias locales.

- Generación y validación de metodologías para el trabajo en territorios que incluyen una visión más integral, ligada a una nueva ruralidad no sólo agropecuaria, y multi-dimensionalidad.
 - Diálogo de políticas desde los niveles locales y las redes de los propios actores. Los donatarios, en estos casos, se sienten facilitadores, no protagonistas.
243. Existe la percepción que el FIDA y el Gobierno del Ecuador aprovechan levemente las donaciones que ponen en la mesa temas innovadores, guiados por la sociedad civil y en escalas pequeñas que se podrían ampliar a partir de la validación de enfoques y metodologías.
244. **Articulación de las donaciones y capacidad de "hacer red"**. Las donaciones permiten la visibilidad de algunas redes (por ejemplo. pueblos indígenas; jóvenes; población afro) pero no necesariamente se articulan entre ellas. En el caso de la Fundación ACUA y Slow Food, las coordinaciones se dan más, en tanto han desarrollado ya antes iniciativas compartidas, son ambos socios de la Plataforma Diversidad Biocultural y Territorios y actualmente co-ejecutan un proyecto financiado por la Unión Europea (Slow Fish Caribe). No se ha detectado relaciones fuertes con otras donaciones FIDA dentro y fuera del país (por ejemplo, con RIMISP en la temática de jóvenes y diálogo de políticas). Hubo una reunión en abril del 2008 entre donatarios FIDA en Guatemala que permitió ampliar el conocimiento mínimo entre ellos, pero esto aún no ha generado nuevas iniciativas colaborativas, o un acercamiento alrededor de temáticas y metodologías. La tendencia desde los donatarios es a ver que la articulación general entre donaciones no sería particularmente necesaria ya que "cada uno se centra en su agenda". Sin embargo, es evidente que se desperdician oportunidades.
245. **Conexión de las donaciones con la cartera crediticia**. La conexión se ha dado con algunas donaciones (por ejemplo, FMAM, ASAP, CIP y RIMISP) pero es en general débil. Es bastante común que los donatarios no conozcan a fondo los COSOP ni las operaciones en los mismos países de intervención. Y tampoco, el FIDA y el Gobierno del Ecuador conocen suficientemente cuánto y cómo las donaciones podrían aportar a su cartera de inversiones. Al parecer hay diálogo con los oficiales de programas del FIDA que favorecen contactos y acercamientos, pero luego de las conversaciones existen un quiebre con las operaciones FIDA ya que el arranque es lento y complejo en su desenlace. Esto se debe a las coyunturas gubernamentales. En el caso de Ecuador, esta desconexión se hace más evidente también al no existir una presencia continuativa de FIDA en el país y con mesas temáticas/sectoriales del Gobierno del Ecuador con las agencias de cooperación, bastante débiles o directamente inexistentes.
246. Durante la evaluación se detectó que algunos de los temas que podrían ser particularmente útiles para estimular un diálogo entre préstamos y donaciones, entre Gobierno del Ecuador, FIDA e instituciones de la sociedad civil serían:
247. **Mayor articulación pública/privada y nuevas estrategias de alianzas, con un mejor uso de la red de socios**. Innovaciones y escalamiento como factores claves que van de la mano: una mirada más allá del agro, hacia la nueva ruralidad, de bienestar, de distintas dimensiones, de un abordaje hacia activos naturales y culturales. La multi-dimensionalidad del enfoque territorial aterrizado a iniciativas que otorguen valor a las identidades, las culturas y los agro-ecosistemas (incluyendo un mayor trabajo alrededor de la economía creativa y economía de la cultura), con mayores incentivos a los jóvenes rurales en una lógica de dinamización de mercados urbano/rurales.
248. **Mayor incidencia: desde la política macro a políticas más concretas, con participación de gobiernos locales**. Es importante no confundir el aporte de este tipo de donaciones con consultorías ad hoc, aun cuando éstas toman la forma de una donación. Las consultorías, como ya se lo mencionó en otras evaluaciones de la Oficina Independiente de Evaluación de FIDA, no pueden sustituir la presencia

de FIDA en el país ni iniciativas colaborativas y en red que permiten una construcción social y política de la masa crítica de conocimientos y capacidades, y su movilización para el diálogo y el cambio. Es esta dimensión más colectiva y de construcción de mediano/largo plazo que no puede ser sustituida por asesorías – aunque sean de alto nivel o muy especializadas.

Observaciones principales

- Las **actividades no crediticias** cobran mucha relevancia en un país como Ecuador. Su adecuado diseño y su mayor aprovechamiento siguen representando un reto para el FIDA y el Gobierno del Ecuador, tanto en función del cumplimiento de los indicadores de desempeño de las operaciones y su impacto en la pobreza rural, así como para la visibilidad y la proyección del programa país en su conjunto.
- La **gestión del conocimiento** en Ecuador no se basa aún en un sólido y articulado sistema que permita extraer lecciones e innovaciones tanto de la cartera crediticia como de la no crediticia, y en particular aprovechar mejor de las donaciones. El seguimiento está calibrado sólo para la gerencia de proyectos y se presenta una estrategia comunicacional débil que, en el diseño del COSOP, se asociaba a la gestión del conocimiento.
- Es preciso definir también una **estrategia para la construcción y el fortalecimiento de alianzas y redes**, puesto que este elemento es clave para la visibilidad y el posicionamiento de FIDA en el Ecuador, para el diálogo de políticas y una gestión de conocimientos que permita no solo una mejor ejecución de las operaciones corrientes sino nuevos diseños innovadores y pertinentes.
- El **diálogo de políticas** se ha realizado, sin embargo el rol central lo ha desempeñado el Grupo de Diálogo Rural a través de RIMISP. Otras donaciones podrían contribuir también a ello si se lograra articularlas mejor en una lógica de construcción social y colectiva de mediano/largo plazo.
- En general las **donaciones** fueron pertinentes, temática y metodológicamente, pero se aprovechan suficientemente. Existe una oportunidad de mejorar el uso estratégico y articulado de los métodos y resultados de las donaciones en función de aspectos consustanciales al diseño e implementación del COSOP y los préstamos como: i) la gestión del conocimiento; ii) el diálogo de políticas; iii) el desarrollo de capacidades; iv) la articulación interinstitucional, la construcción y el fortalecimiento de alianzas; y v) las estrategias consensuadas orientadas a la inclusión y empoderamiento de grupos poblacionales en condiciones de desigualdad.

V. Desempeño de los asociados

A. FIDA

249. En el periodo analizado en la evaluación (2009-2019), se muestra una situación contradictoria con brechas importantes entre el diseño y la ejecución. Por un lado, hubo la suficiente flexibilidad por parte del FIDA para superar los problemas detectados en el primer COSOP e ir elaborando COSOP cada vez más coherentes con las prioridades del Gobierno del Ecuador, en particular el último del 2014. Se muestra un alineamiento con las políticas gubernamentales de la época y, al mismo tiempo, pautas innovadoras de desarrollo rural territorial orientado a la superación de la pobreza a través de propuestas de diversificación rural con inclusión social. También se van plasmando conceptos de reconocimiento y respeto de las identidades y patrimonio cultural, expresiones de las diversidades del país coherentes con los planteamientos gubernamentales de esa época.
250. En términos generales, el FIDA apoya diseños de proyectos acordes con la orientación del COSOP y del Gobierno del Ecuador. También se ha identificado una coherencia general de las donaciones al respecto, así como una apuesta a actividades no crediticias que debían convertirse en una importante contribución al conjunto del programa país.
251. Sin embargo, los procesos y resultados analizados durante la evaluación manifiestan complicaciones que se han agudizado. En primera instancia la eficiencia de la cartera crediticia es lenta, transcurriendo un tiempo excesivo entre la aprobación de los préstamos y el comienzo de su efectiva ejecución. Lo anterior implica llegar a situaciones críticas en las que se debería gastar un presupuesto quinquenal en la mitad del tiempo, poniendo presión sobre los contextos y actores territoriales, acelerando de manera innatural procesos que necesitan respetar sus propios ritmos de maduración y dirigiendo las inversiones a obras que permitan aumentar el gasto. En segunda instancia, la riqueza temática y la pertinencia de los enfoques que animan el COSOP y los diseños de proyectos, se van perdiendo en la implementación como consecuencia de lo anterior, y también porque resulta más fácil operar proyectos más clásicos vinculados a determinadas cadenas de valor, y no tanto al aterrizaje de un enfoque territorial complejo.
252. Un factor que no contribuye a incrementar la coherencia entre diseño e implementación, es la separación entre la cartera crediticia y la no crediticia ya que existe un bajo canal de comunicación entre ambas, restando eficiencia y eficacia al seguimiento que se realiza, lo que permite generar lecciones aprendidas y conocimientos útiles, influir en los debates de políticas, desarrollar capacidades más estructurales en los actores locales y en los equipos de proyectos.
253. Hubo cambios en el tipo de gestión de parte del FIDA, entre disponer de un consultor de enlace en Ecuador con una gerencia en Roma, hacia una gerencia que se ocupa solo parcialmente del país y que opera desde Lima, con visitas periódicas. Actualmente se cuenta también con una consultora fiduciaria para los temas administrativos que también actúa como oficial de enlace a tiempo parcial. Se muestra asimismo una cierta continuidad de consultores que apoyan en el diseño y monitoreo de los proyectos. En total para el PVBTR se han contabilizado más de 21 misiones de supervisión y apoyo a la implementación. Estas misiones daban seguimiento al cumplimiento del acuerdo de financiación y los procesos de desembolso. Además, la cartera también se ha favorecido de misiones y apoyos técnicos en temas específicos como medio ambiente, cambio climático y aspectos fiduciarios.
254. FIDA es un actor importante por sus aportes al presupuesto del sector agropecuario, no sólo por las operaciones pasadas sino por las nuevas que el Gobierno del Ecuador está solicitando, incluso el Fondo podría responder más allá de este sector al ser considerado, como ya se señaló, la agencia que, por excelencia, se ocupa de desarrollo rural cuando otras agencias bilaterales y

multilaterales ya no lo hacen. Sin embargo, hace falta **una mayor presencia estratégica continuativa en un país** en el que: i) ha habido cambios importantes en el Gobierno del Ecuador, condicionando el desempeño de las operaciones; ii) se requiere de una mayor incidencia del FIDA para acompañar estratégicamente las gestiones de gobierno, así como los debates sustantivos de las políticas públicas. El hecho de no tener esta presencia técnica y político-programática continuativa, resta visibilidad y posicionamiento al FIDA, lo cual afecta también al desempeño específico de la cartera.

255. La institucionalidad actual del FIDA en el país al ser baja, reduce su capacidad de potencializar su rol en la transformación rural mediante la canalización de recursos en nuevas operaciones, dentro del marco de un nuevo COSOP. Aquello requiere no sólo de habilidades técnicas del FIDA sino también percepción y capacidad políticas de negociación y acompañamiento al Gobierno del Ecuador, y de construcción de alianzas que permitan una mayor y más continua interlocución e incidencia.
256. **Calificación del desempeño del FIDA.** Hasta la fecha el FIDA ha apoyado las políticas actuales del Gobierno del Ecuador, a través de un mecanismo flexible y adaptable a nuevas demandas. Estos arreglos institucionales han mejorado desde la anterior evaluación propiciando un mayor acercamiento, aunque todavía no potencializan totalmente el rol que el Fondo debería tener en apoyo un país de ingresos medios como Ecuador. Se dan buenos resultados en campo, pero las experiencias no se capitalizan y se reiteran los mismos retos a nivel operativo. Cabe señalar que esta calificación se refiere a la institucionalidad del FIDA y no al desempeño individual del personal quien ha demostrado siempre un gran compromiso con el desarrollo rural del país. El desempeño del FIDA se califica como **moderadamente satisfactorio (4)**.

B. Gobierno

257. El Gobierno del Ecuador ha impulsado grandes cambios en las políticas públicas que, por supuesto, han influido y siguen influyendo en la relación con FIDA, como se ha podido constatar en los años trabajados en el país. Lo anterior ha incluido no sólo enfoques y programas sino numerosas modificaciones en la composición y características del poder ejecutivo y de prácticamente todas las reparticiones estatales con las que el FIDA debía y debe relacionarse. Un ejemplo es el rol cambiante de la Secretaría Técnica Planifica Ecuador (anteriormente SENPLADES) y su influencia en los programas sectoriales. Adicionalmente, se ha identificado una baja articulación entre los sectores, en particular entre los del ámbito productivo con los ligados a la transformación y comercialización en una lógica de mercado, y los de economía popular y solidaria. También existen cambios en las autoridades a cargo de la toma de decisiones, así como en sus equipos operativos de los proyectos.
258. Esta evaluación reconoce el rol que realiza el Ministerio de Economía y Finanzas, en la revisión de las carteras y los proyectos. Sin embargo, frente a los cambios antes mencionados y de cara al futuro, se detecta la necesidad de aumentar el seguimiento sistemático y exhaustivo de la cartera del FIDA, lo que permitirá generar no solo informes de cumplimiento sino insumos para contribuir a las políticas y programas públicos, y generar o fortalecer alianzas – dentro y fuera del Estado - orientadas a la maximización de impactos.
259. El Ecuador mantuvo una etapa de auge económico, por lo que el aporte de agencias como el FIDA no fue requerido, esto a diferencia de la actualidad en la que las donaciones y los créditos se consideraron de utilidad para paliar la escasez de recursos. Sin embargo, en este escenario, la apertura fiscal a contraer créditos es uno de los temas claves que debe ser discutido y acordado previamente con el Ministerio de Economía y Finanzas y la Secretaría Técnica Planifica Ecuador.
260. Pese a que existe una capacidad instalada del Gobierno del Ecuador para el diseño y la ejecución de proyectos FIDA, no queda establecido y compartido el protocolo

para hacerlo, sobre todo en el caso de la formulación. Es así que muchos de los problemas que se encuentran al momento de la efectividad, derivan de una inadecuada socialización y construcción de acuerdos en la etapa de diseño.

261. Pese a la normativa y los intentos de descentralización, el Ecuador mantiene cierto grado de centralismo. De esta manera, la evaluación ha detectado oportunidades en los GADs, tanto en términos de cofinanciamientos como en relación con la etapa actual en la que se está encarando nuevos procesos de planificación multidimensional territorial. En particular, no se ha determinado si el Gobierno del Ecuador estaría realmente disponible y con la suficiente normativa de respaldo para que uno o más proyectos FIDA puedan ser gestionados a nivel descentralizado. Esta es una de las discusiones que el Gobierno del Ecuador y FIDA deberían realizar de manera abierta para tomar decisiones conjuntas y transparentes.
262. Sobre este punto, el Gobierno del Ecuador comentó que, conforme a la normativa legal vigente los GADs pueden endeudarse y gestionar sus proyectos directamente y, de cumplir con los requisitos legales correspondientes, pueden contar con garantía soberana. Adicionalmente, menciona que existen varios casos de financiamiento bajo esta modalidad que indican que no necesariamente deben hacerlo a través del MEF.
263. La autonomía técnica y financiera de las unidades de proyectos es uno de los elementos de una descentralización que puede facilitar y agilizar la ejecución, haciéndola más pertinente a las diversidades poblacionales y territoriales, y evitando esquemas de proyectos reiterativos y poco sensibles a la construcción de estrategias diferenciadas. Sin embargo, las unidades de proyecto también han sufrido de una alta rotación de personal, incluyendo posiciones de gestión, que retrasan la implementación.
264. Otras discusiones que se deberían encarar abiertamente de manera competente son las relativas a las demandas gubernamentales (por ejemplo, en relación con una cadena de valor convencional que tiene muchas contraindicaciones en cuanto a sostenibilidad e inclusión) y el enfoque FIDA relativo a la focalización en productores pobres de pequeña escala, la transformación e innovación rural, la lucha contra la desigualdad de género, generacional y étnica. ¿Dónde y cómo se decantan las demandas y se llega a acuerdos, que implican un rol del FIDA más proactivo, basado también en su experiencia internacional; y la consideración de las prioridades y demandas descentralizadas?
265. **Calificación del desempeño del Gobierno.** Se evidencia un escenario de cartera crediticia en el Ecuador que presenta retrasos en la efectividad, y escasa apropiación de las operaciones apoyadas por FIDA en función de sus aportes a las políticas y programas públicos. Pese a las declaraciones de la importancia del FIDA para el desarrollo rural, en los hechos el Gobierno se evidencia que se priorice la relación con esta agencia y por ende un buen desempeño de su cartera. El desempeño del Gobierno se califica como **moderadamente insatisfactorio (3)**.

Observaciones principales

- Si bien existen oportunidades en distintos niveles, el desempeño del FIDA y del Gobierno se ven afectados por no contar con un procedimiento consensuado, sistemático y transparente para el diseño, la ejecución, el monitoreo y la evaluación de la cartera crediticia.
- No se ha encontrado aún un tipo de gestión que viabilice, aun sin tener propiamente una oficina, una presencia consolidada del FIDA en el país, que permita convertirse en un referente para la discusión y toma de decisiones sobre políticas, incluyendo aquellas que conciernen directamente la priorización de agendas temáticas para los nuevos proyectos. No son evidentes diálogos directos y continuos entre el Gobierno y el FIDA que permitan llegar a consensos y compromisos reales para la estrategia país y la cartera futura.

VI. Síntesis de los resultados de la estrategia del programa en el país

266. A continuación, se analiza la estrategia y operaciones del FIDA durante el período de la EEPP. En esta evaluación que cubre el período 2009-2019, corresponde considerar el COSOP 2004-2013 y el COSOP 2014-2018, recientemente ampliado al 2021, y la primera EPP del 2014. A partir de la información presentada anteriormente en esa sección, se retomarán los hallazgos de la EPP 2014 y los examinará a la luz de los análisis de los capítulos anteriores y de la teoría del cambio que se preparó para esta evaluación. La evaluación se focalizará en pertinencia y eficacia.
267. **Desempeño del Programa sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales, COSOP. Pertinencia.** La EPP 2014 identificó algunos elementos claves que es oportuno recordar aquí por las implicaciones que tienen también en la actualidad. Si bien el contexto país cambió radicalmente en el 2008 y el COSOP 2004 consecuentemente perdió completamente vigencia, el FIDA decidió no preparar un nuevo COSOP, considerando prudente esperar que se tomen en cuenta estos cambios. Sin embargo, a partir de 2008-2009 se readecuó la cartera de los proyectos a la nueva estrategia de gobierno, en particular diseñando un nuevo programa (el PBVTR) altamente pertinente con los recientes planes de gobierno, e incluyendo el cambio de algunas de las agencias ejecutoras para los proyectos en curso, ajustándose a la nueva política de la Economía Popular y Solidaria, y a la nueva Estrategia del Buen Vivir.
268. Este desfase tuvo consecuencias importantes. La ausencia de un COSOP actualizado que considerara no solo las demandas del Gobierno del Ecuador sino el valor añadido del FIDA en Ecuador¹²⁹ impuso limitaciones al potencial del programa puesto que: i) faltó una estrategia común consensuada (COSOP), generando factores de inestabilidad en las relaciones con el gobierno y en las agendas y acuerdos que se podían cambiar, o no; ii) la cartera de proyectos quedó desprovista de una estrategia y actualizada que permitiera definir y acordar aspectos claves como los tipos de innovación necesarios, las estrategias de ampliación de alcance o la adecuación de instrumentos no crediticios y de asociación; iii) no se dispuso de un marco para la gestión de resultados que permitiera mejorar el seguimiento del desempeño, medir el impacto y promover la rendición de cuentas. Un nuevo COSOP habría tomado en cuenta el rol de las diversas instituciones involucradas en el programa FIDA, elemento que hubiera podido influir positivamente en la reestructuración de la cartera de proyectos (por ejemplo, el rol de la Secretaría Técnica Planifica Ecuador y de otras agencias ejecutoras). Este análisis de la EPP 2014 provee de importantes lecciones aprendidas que, en principios, fueron consideradas en el siguiente COSOP.
269. En agosto del 2018, el FIDA realizó una misión de revisión de sus resultados de su COSOP. Se partió de la aseveración que el COSOP 2014-2018 estaba alineado con las prioridades del gobierno, especialmente el Plan Nacional para el Buen Vivir 2013-2017 y la nueva Estrategia Nacional para la Igualdad y la Erradicación de la Pobreza. Consideradas sus ventajas comparativas en el país y su experiencia general en la región, el FIDA podía ayudar a diversificar los medios de subsistencia rurales promoviendo enfoques empresariales asociativos que generen ocupación y mayores ingresos, e impulsen las economías rurales locales¹³⁰.

¹²⁹ "FIDA dispone de una oportunidad única de demostrar su valor agregado para apoyar un conjunto de políticas nacionales integradoras mediante un enfoque más programático" y "puede apoyar este proceso (de soberanía alimentaria) en un momento en el que la agricultura familiar y comunitaria, en el contexto del desarrollo territorial, la descentralización y las normas sobre la participación ciudadana recientemente establecidas por ley, cuenta con un apoyo político considerable". Observaciones del presidente del PBVTR, EPP 2014, FIDA. Pág. 68.

¹³⁰ ECUADOR. Revisión de Resultados del COSOP. Informe principal y apéndice. FIDA, octubre 2018. Pág. 6

270. Los resultados de esta revisión incluyen elementos del nuevo Plan Nacional de Desarrollo (PND) 2017-2021, relevantes para el COSOP FIDA:
- El Eje 1 del PND 2017-2021 incluye combatir la pobreza en todas sus dimensiones en todas sus dimensiones, garantizar la equidad económica, social, cultural y territorial, generar capacidades y oportunidades con equidad de género e intergeneracional, combatiendo a la malnutrición y desnutrición, con articulación y corresponsabilidad de todos los niveles de gobierno, el sector privado y actores de la Economía Popular y Solidaria, y reconociendo la diversidad cultural y social. Se reafirma el cambio de matriz productiva para favorecer la transformación y diversificación, y como base para la generación de empleo e ingresos, garantizando la conservación y el mantenimiento de los recursos naturales.
 - En el Eje 2 se establece impulsar la productividad y competitividad para el crecimiento económico sostenible de manera redistributiva y solidaria, y desarrollar las capacidades productivas y del entorno para lograr la soberanía alimentaria y el Buen Vivir rural¹³¹.
271. En esta evaluación se coincide parcialmente con la revisión efectuada respecto a alineación y coherencia de los objetivos estratégicos en términos conceptuales y políticos generales. Los mayores retos se identifican no tanto en su diseño sino en su operación, siendo preciso acumular lecciones aprendidas que puedan influir fuertemente en el nuevo COSOP. Entre estos retos, se señalan los siguientes.
272. **La prioridad geográfica.** No está definida claramente en términos territoriales, encontrándose por lo tanto una amplia dispersión de las operaciones del FIDA en el país, la misma que se podrá incrementar aún más con el proyecto en fase de diseño potencialmente focalizado en la provincia de Guayas. Tampoco se usa un criterio vinculado con la presencia de instituciones y agencias con las que se podrían constituir alianzas, o en su defecto, con la ausencia de una importante presencia institucional allá donde el FIDA podría hacer la diferencia. No son evidentes medidas reactivas para enfrentar los riesgos de seguridad que han surgido en una provincia como Esmeraldas.
273. **La focalización poblacional y las estrategias diferenciadas.** Se sigue enfatizando a los grupos con mayor pobreza y desigualdad. Sin embargo, esta evaluación mostró una distancia entre los planteamientos presentes en los diseños del COSOP y los proyectos, y su efectiva ejecución. Los factores más problemáticos vinculan falta de diagnósticos, líneas de base y estrategias realmente diferenciadas para impulsar y hacer sostenible en el tiempo la inclusión social.
274. **La articulación entre un enfoque de sector/ rubro/ cadena con el enfoque territorial.** El COSOP y diseños de proyectos se acercan a un enfoque territorial. La operación se revela bastante más tradicional y sectorial alrededor de cadenas de valor que, además, muestran falencias en la fase final de transformación y comercialización.
275. La mezcla de instrumentos en el programa país, hace que existen muchas oportunidades para una mayor conexión entre préstamos, donaciones y, en general, actividades no crediticias. Sin embargo, ni el FIDA ni el Gobierno del Ecuador las están aprovechando al máximo.
276. Las disposiciones para la gestión del programa en el país, tanto desde FIDA como desde el Gobierno del Ecuador y la falta de presencia física del FIDA en Ecuador, son dos temas que aún no se han solucionado.
277. **El seguimiento de resultados.** Es un problema que se evidencia en el informe, porque en general, su enfoque y los métodos del seguimiento no logran levantar,

¹³¹ En la revisión del COSOP, en el 2018 el FIDA (pág. 7) señala también que “El PND 2017-2021 destaca que la medición de la pobreza debe ser analizada bajo algunas consideraciones, principalmente culturales, que no coinciden con la forma estandarizada de definirla, justificando la aplicación de estrategias diferenciadas”.

- procesar y analizar información útil para la gerencia de los proyectos, políticas y programas públicos puedan identificar lecciones y buenas prácticas que se debería afrontar con los actores participantes en los proyectos para buscar respuestas y optimizar recursos.
278. En términos generales hubo un aprendizaje del FIDA respecto a pertinencia y alineamiento de los COSOP con los objetivos de desarrollo y las políticas gubernamentales, y una cierta capacidad de efectuar revisiones a lo largo de los procesos. Un buen diseño estratégico del segundo COSOP muestra su pertinencia actual, aun en un contexto de fuertes cambios en Ecuador. La calificación de la pertinencia de los dos últimos COSOP y la revisión del último es moderadamente satisfactoria (4).
279. **Eficacia.** La EEPP del 2014, ha sido muy crítica respecto a la eficacia del COSOP 2004 señalando que “el grado de avances en el cumplimiento de los objetivos estratégicos del COSOP es muy limitado debido a la escasa implementación en el terreno” (al 2012). También se mencionaba que el “nivel de operaciones del FIDA en Ecuador ha sido intermitente, con largos lapsos entre proyectos y periodos de baja o ninguna actividad”. El proyecto como principal instrumento de préstamo del FIDA en Ecuador ha demostrado importantes deficiencias¹³². Desde el 2008 se mostró una reactivación de la cartera y una gestión más estrecha del FIDA mejorar la calidad de la cartera e incrementar la visibilidad del Fondo en el país.
280. En la revisión del COSOP del 2018, FIDA muestra que sólo hay dos operaciones (PISL y PBVTR) que se han ejecutado con buenos resultados en línea con los objetivos estratégicos, y sólo parcialmente con los resultados previstos. De hecho, los mismos han sido afectados notablemente por los atrasos importantes en la efectividad de las otras dos operaciones (FAREPS y DINAMINGA). Esto se debió a “los continuos cambios institucionales en un contexto de débil institucionalidad, largos trámites internos y la obligatoriedad de la validación de todos los proyectos de inversión pública por parte de SENPLADES¹³³”. Este análisis implicó que, respecto al marco de gestión de resultados, no se cambiaran los indicadores, pero sí las metas.
281. Un elemento muy relevante que surge es que algunos de los riesgos previstos en el COSOP 2014- 2018 se mantienen. Por ejemplo, debido a los recortes de personal dispuestos por decretos y entes rectores, también se disminuyeron las oportunidades de coordinación intra e interinstitucional. Además, por no integrar la gestión de riesgos adecuadamente, los riesgos asociados con la reducción al gasto público por el Decreto de Austeridad y la limitación al endeudamiento por parte de la administración central no se han identificado las medidas para mitigar sus efectos sobre la implementación de la cartera FIDA. FIDA, recientemente, propuso al Ministerio de Economía y Finanzas nuevas operaciones con los GADs con capacidad de endeudamiento, pero, la negociación en esta esfera todavía no logra los resultados esperados.
282. Las lecciones que provienen de la implementación del COSOP, según la revisión efectuada por FIDA, en términos de gestión, valor añadido, desarrollo rural y enfoque de equidad de género, se retoman, integran y amplían en el marco de esta evaluación, a partir de lo ya señalado en la sección anterior de Pertinencia.
283. **Gestión.** Como se ha analizado en la sección V (desempeño de los asociados), se presentan problemas reiterativos que necesitan protocolos y mecanismos entre el Gobierno del Ecuador y FIDA orientados a garantizar la efectividad de las operaciones y un buen seguimiento de estas. Además, se necesita ir más allá del “instrumento proyecto”.

¹³² Evaluación del programa en el país, Ecuador 2014. Pág.73.

¹³³ Revisión de Resultados del COSOP Ecuador. Informe principal y apéndice. FIDA, octubre 2018. Pág. 10.

284. **Valor añadido.** Debido a que muchos donantes y entidades internacionales están cerrando su cooperación dirigida al desarrollo rural en el país, reorientando sus fondos a otros sectores, está resultando en el alza del valor añadido del FIDA en el Ecuador. El FIDA, a través de los COSOP y el diseño de los proyectos, así como con las actividades no crediticias, muestra que puede aplicar sus conocimientos acumulados y responder a las necesidades del sector rural como es el caso de ampliar su apoyo al sector no agrícola (FAREPS) y a la comercialización de productos selectivos (DINAMINGA). Además, presenta una mayor flexibilidad que otras agencias.
285. Sin embargo, el FIDA por no ser suficientemente visible y posicionado en el Ecuador, no se perfila como un actor influyente y catalizador, desaprovechando de muchas de las oportunidades que vienen incluso de las donaciones en términos temáticos y metodológicos. Esto resta capacidad de una interlocución que no sea solo de identificar y tomar en cuenta las demandas del Gobierno del Ecuador y plasmarlas en nuevos proyectos, sino de aporte real a la discusión crítico-constructiva de las políticas y programas públicos, al escalamiento de proyectos puntuales, al análisis de los resultados e impactos.
286. Factores conceptuales y metodológicos que influyen en la eficacia. La pertinencia respecto a objetivos estratégicos macro, puede causar una cierta dispersión en las respuestas desde los proyectos. Es así que se quiere abordar el enfoque territorial, y al mismo tiempo fortalecer cadenas de valor muy específicas. Se quieren afirmar alianzas con los sectores agroindustriales y agroexportadores, pero sin dejar de focalizarse y priorizarse en los grupos pobres y en desventaja, con asociatividades débiles. Se afirma la importancia de las diversidades culturales, pero, en la última fase, este aspecto que puede ser relevante para economías rurales locales desapareció, no capitalizándose siquiera los avances de anteriores proyectos del FIDA en el país. Se plantea competitividad con rubros tradicionales del país, y al mismo tiempo resiliencia y sostenibilidad en base a prácticas agroecológicas.
287. Hay evidencias que todavía falta fortalecer estrategias y rutas operativas que permita avanzar en procesos de transformación rural inclusiva y sostenible. La forma de ejecución se ha quedado bastante tradicional y no se identifican métodos más recientes que permitan estar a la vanguardia de la investigación-acción, servicios de asistencia técnica, desarrollo de capacidades multinivel, trabajo en red, sólo para mencionar algunos de los que suelen ser los componentes o parte de los componentes de los proyectos.
288. **Calificación del desempeño del COSOP.** En conjunto, se califica el desempeño del COSOP como **moderadamente satisfactorio (4)**.

VII. Conclusiones y recomendaciones

A. Conclusiones

289. La presente EEPP ha sido orientada por la siguiente pregunta clave: ¿cuál ha sido el valor agregado por el FIDA en Ecuador?, y ¿cuál debería ser su rol y aporte de cara al futuro en un contexto que requiere flexibilidad y capacidad de innovación? En este contexto, la EEPP ha llegado a las conclusiones que se presentan a continuación.
290. La evaluación concluye que el rol especializado del FIDA en apoyo a una transformación rural inclusiva y la promoción del desarrollo rural ha sido y seguirá siendo relevante para el Ecuador ya que, a pesar de los avances en la lucha contra la pobreza y la desigualdad, todavía persisten brechas importantes en la incidencia de la pobreza rural.
291. En este contexto, las intervenciones del FIDA y su ventaja comparativa en el apoyo a la diversificación agrícola bajo prácticas agroecológicas y el fomento de emprendimientos como motor de la producción y seguridad alimentaria de la población son bien valoradas por el Gobierno del Ecuador como pertinentes y eficaces.
292. La cartera crediticia generó cambios de prácticas tradicionales contribuyendo a sensibilizar a los pequeños productores de los múltiples beneficios que se generan mediante la aplicación de una agricultura más sostenible, incluyendo el aumento de ingresos rurales no agropecuarios y la protección del medio ambiente. La evidencia indica una clara incidencia de la cartera crediticia en la mejora y diversificación de los ingresos de las familias productoras participantes; aumento del capital humano y social, así como un impacto importante sobre la gestión de los recursos naturales y en la transversalización de los enfoques de inclusión social y de adaptación al cambio climático.
293. A pesar de los importantes avances y logros alcanzados en términos de disminución de la pobreza, equidad social y protección de los recursos naturales, cabe notar que hay algunas debilidades que quedan por mejorar a nivel de la cartera crediticia, no crediticia y a nivel estratégico.
294. En primer lugar, esta EEPP ha evidenciado que la focalización de los proyectos no ha implementado una estrategia diferenciada (poblacional y territorialmente), lo que ha limitado la identificación de respuestas diferenciadas que generaran un mayor impacto, considerando la gran diversidad étnica, cultural y territorial del país. Aunque esta diferenciación era visible en los COSOPs y en los documentos de diseño, la implementación de los proyectos redujo gradualmente su complejidad para focalizarse en cadenas de valor por rubro agropecuario con un mayor énfasis en la dimensión económica. Por otra parte, no se ha aprovechado la ventaja comparativa del FIDA para brindar un mayor acompañamiento a los emprendimientos y apoyarlos en el aumento de su valor agregado en los eslabones de comercialización y mercadeo, así como en temas de capacidades organizativas y financieras, lo que ha debilitado su sostenibilidad.
295. Esta evaluación reconoce mejores resultados de la cartera crediticia desde la evaluación anterior, así como la introducción de enfoques innovadores en temas de promoción de sistemas agroforestales o el apoyo a procesos de empoderamiento locales a través del desarrollo de unidades de ejecución territorial. Sin embargo, la cartera sigue experimentando falencias operativas que merman la eficiencia de la misma. Asimismo, se echa en falta una estrategia de articulación entre los proyectos de la cartera crediticia, como con las actividades no crediticias – lo que limita el aprendizaje a nivel programático.
296. La relación del Fondo con el Gobierno del Ecuador tiene un gran potencial para contribuir a que el país transite por procesos más inclusivos de transformación

rural; sin embargo, hasta la fecha no ha habido una óptima coordinación con socios estratégicos que puedan apoyar e incidir más en el diálogo de políticas.

297. De cara al futuro, el reto es seguir innovando y asumir una posición más activa y eficaz en el diálogo sobre políticas para el desarrollo rural en un país de ingresos medianos como el Ecuador. Al respecto, la evaluación reconoce que es importante operativizar un mecanismo vinculado al Fondo que permita apoyar este diálogo y al mismo tiempo dar un mayor seguimiento de los resultados claves del programa. Sería además muy relevante reforzar la presencia activa de la Oficina del FIDA en el país y la disponibilidad y apertura del Gobierno de Ecuador para entablar un proceso de diálogo más allá de los temas operativos de la cartera crediticia.
298. Sobre la base de la evidencia recogida, el análisis desplegado y las conclusiones extraídas, la presente EEPP ofrece las siguientes recomendaciones.

B. Recomendaciones

299. **Recomendación 1. Retomar el enfoque territorial diferenciado en la implementación de los proyectos.** Con la experiencia acumulada, el FIDA está en condiciones de poder diseñar e implementar operaciones crediticias que tengan en cuenta las diferentes dinámicas socio-económicas, ambientales y culturales en las que sea posible influir para sus transformación y mejor articulación. Para ello se debería retomar un abordaje territorial con la participación de los actores locales, las cadenas de valor con acceso a mercados diferenciados y que valoricen el patrimonio biocultural.
300. **Recomendación 2. Potenciar emprendimientos sostenibles.** Siendo los emprendimientos una de las piedras angulares de la cartera del Fondo en el país, se recomienda promover un mayor acompañamiento a los mismos mediante el fomento de estudios de mercado durante la fase de diseño, así como la actualización de los mismos durante su implementación. Estos estudios deberían, entre otros: (i) identificar las capacitaciones necesarias para garantizar la buena gestión de los emprendimientos; (ii) determinar los socios más pertinentes; y (iii) aclarar la estrategia de salida más apropiada para asegurar la sostenibilidad de los emprendimientos más allá del cierre de los proyectos.
301. **Recomendación 3. Reforzar la capacidad de diálogo de políticas con el Gobierno del Ecuador con el fin de posicionarse como un socio reconocido en la aplicación de las políticas, estrategias y planes relacionados con la transformación rural de los pequeños productores.** De cara al nuevo marco de cooperación entre el Gobierno del Ecuador y el FIDA, es importante afianzar el nicho específico del Fondo en relación con los objetivos de desarrollo de Ecuador. Para operacionalizar esta recomendación y siguiendo el ejemplo del Grupo de Diálogo Rural, se recomienda potenciar el trabajo realizado por este Grupo o apoyar un mecanismo similar. Este mecanismo tendría un papel más proactivo a nivel cartera del FIDA reforzando en el seguimiento y evaluación del programa país de manera más estratégica.
302. **Recomendación 4. Fortalecer la presencia del FIDA en el país.** Con el objetivo de mejorar la eficacia, eficiencia y focalización de la cartera crediticia y de las actividades no crediticias, se recomienda reforzar el equipo FIDA en Ecuador. Un mayor acompañamiento técnico y administrativo, ayudará a introducir medidas para corregir retrasos y fortalecer el sistema de seguimiento y evaluación. Además, facilitaría una mayor interlocución con el Gobierno del Ecuador para generar más incidencia. Esto requerirá establecer contactos más allá de los socios tradicionales del sector rural, incluyendo al MPCEIP, los GADs, así como sectores de la sociedad civil, universidades y sector privado.
303. **Recomendación 5. Reconsiderar los tiempos para el diseño del próximo COSOP.** El próximo COSOP debe realizar un trabajo analítico más profundo, incluyendo un análisis sobre posibles sinergias y articulaciones dentro de la cartera

y con otros socios, más allá de la formulación e implementación de proyectos individuales. La nueva formulación debería considerar el ciclo electoral a nivel nacional para contribuir al diálogo de políticas de desarrollo rural en el país y proponer un programa focalizado en las áreas con mayor valor agregado del FIDA en base a los logros alcanzados.

Definiciones de los criterios de evaluación utilizados por la IOE

criterio	Definición*	Obligatorio	¿Requiere una calificación?
Impacto en la pobreza rural	El impacto se define como los cambios que se han producido o se espera que se produzcan en las vidas de la población rural pobre (ya sean positivos o negativos, directos o indirectos, deliberados o involuntarios) a raíz de una intervención de desarrollo.	X	Sí
	<i>Cuatro esferas del impacto</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> Ingresos y activos de los hogares. Los ingresos de los hogares constituyen un medio de evaluar la corriente de beneficios económicos que han recaído en un individuo o grupo, mientras que los activos guardan relación con una reserva de productos acumulados de valor económico. El análisis debe incluir una valoración de las tendencias en el ámbito de la igualdad a lo largo del tiempo. 		No
	<ul style="list-style-type: none"> Capital humano y social y empoderamiento. Este criterio entraña una evaluación de los cambios que se han producido en el empoderamiento de los individuos, la calidad de las organizaciones de base y de las instituciones, la capacidad colectiva e individual de la población pobre y, especialmente, la medida en que los grupos específicos (p. ej., los jóvenes) han resultado incluidos o excluidos del proceso de desarrollo. 		No
	<ul style="list-style-type: none"> Seguridad alimentaria y productividad agrícola. Cambios en la seguridad alimentaria relativos a la disponibilidad y la estabilidad de la oferta de alimentos; la capacidad de compra y el acceso a los alimentos y la estabilidad de ese acceso; los cambios en la productividad agrícola se miden en función de los rendimientos; la nutrición se mide por el valor nutricional de los alimentos y la malnutrición infantil. 		No
	<ul style="list-style-type: none"> Instituciones y políticas. El criterio relativo a las instituciones y políticas está concebido para evaluar los cambios en la calidad y desempeño de las instituciones, las políticas y el marco regulador que influyen en la vida de la población pobre. 		No
Resultados del proyecto	Los resultados del proyecto se califican con un promedio de las calificaciones otorgadas a la pertinencia, la eficacia, la eficiencia y la sostenibilidad de los beneficios.	X	Sí
Pertinencia	Medida en que los objetivos de una intervención de desarrollo son congruentes con los requisitos de los beneficiarios, las necesidades del país, las prioridades institucionales y las políticas de los asociados y donantes. Comporta asimismo realizar una evaluación del diseño del proyecto y la coherencia para el logro de sus objetivos. Se deberá hacer también una valoración de la medida en que los objetivos y el diseño abordan las cuestiones de desigualdad, por ejemplo, considerando la pertinencia de las estrategias de focalización adoptadas.	X	Sí
Eficacia	Medida en que se lograron o se esperan lograr los objetivos de la intervención de desarrollo, tomando en cuenta su importancia relativa.	X	Sí
Eficiencia	Medida en que los recursos/insumos (fondos, conocimientos técnicos, tiempo, etc.) se han convertido económicamente en resultados.	X	Sí
Sostenibilidad de los beneficios	Probabilidad de que los beneficios netos producidos por una intervención de desarrollo continúen más allá de la fase de prestación de apoyo financiero externo. Comporta también evaluar la probabilidad de que los resultados efectivos y previstos consigan superar los riesgos que se presenten una vez finalizado el proyecto.	X	Sí

<i>Criterio</i>	<i>Definición*</i>	<i>Obligatorio</i>	<i>¿Requiere una calificación?</i>
Otros criterios relativos a los resultados			
Igualdad de género y empoderamiento de la mujer	Medida en que las intervenciones del FIDA han contribuido a mejorar la igualdad de género y el empoderamiento de la mujer, por ejemplo, en cuanto al acceso y la propiedad de las mujeres con respecto a activos, recursos y servicios, la participación en la toma de decisiones, el equilibrio de la carga de trabajo y el impacto en los ingresos, la nutrición y los medios de vida propios de las mujeres.	X	Sí
Innovación	Medida en que las intervenciones de desarrollo del FIDA han introducido enfoques innovadores para reducir la pobreza rural.	X	Sí
Ampliación de escala	Medida en que las intervenciones de desarrollo del FIDA han sido (o es muy probable que sean) objeto de ampliación de escala por parte de gobiernos, organizaciones donantes, el sector privado y otros organismos.	X	Sí
Medio ambiente y gestión de los recursos naturales	Medida en que las intervenciones para el desarrollo del FIDA contribuyen a medios de vida y ecosistemas resilientes. Se presta especial atención a la utilización y gestión del medio ambiente natural, incluidos los recursos naturales — definidos como materias primas empleadas con propósitos socioeconómicos y culturales —, los ecosistemas y la diversidad biológica, con los bienes y servicios que suministran.	X	Sí
Adaptación al cambio climático	Contribución de un proyecto a la reducción del impacto negativo del cambio climático mediante medidas específicas de adaptación o reducción de los riesgos.	X	Sí
Logros generales del proyecto	Este criterio ofrece una valoración general del proyecto, haciendo uso del análisis y las calificaciones concedidas al impacto en la pobreza rural, la pertinencia, la eficacia, la eficiencia, la sostenibilidad de los beneficiarios, la igualdad de género y el empoderamiento de la mujer, la innovación, la ampliación de escala, el medio ambiente y la gestión de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático.	X	Sí
Desempeño de los asociados			
• FIDA	Mediante este criterio se evalúa la contribución de los asociados al diseño, la ejecución, el seguimiento y la presentación de informes, la supervisión y el apoyo a la ejecución y la evaluación del proyecto. Se evaluará el desempeño de cada asociado de forma individual con miras a establecer la función y responsabilidad previstas del asociado en el ciclo de vida del proyecto.	X	Sí
• Gobierno	Mediante este criterio se evalúa la contribución de los asociados al diseño, la ejecución, el seguimiento y la presentación de informes, la supervisión y el apoyo a la ejecución y la evaluación del proyecto. Se evaluará el desempeño de cada asociado de forma individual con miras a establecer la función y responsabilidad previstas del asociado en el ciclo de vida del proyecto.	X	Sí

* Estas definiciones se basan en el Glosario de los principales términos sobre evaluación y gestión basada en resultados del Comité de Asistencia para el Desarrollo de la Organización de Cooperación y Desarrollo Económicos, el marco metodológico para la evaluación de proyectos acordado con el Comité de Evaluación en septiembre de 2003, la primera edición del Manual de evaluación examinada con el Comité de Evaluación en diciembre de 2008 y más debates sostenidos con el Comité de Evaluación en noviembre de 2010 sobre los criterios de evaluación y preguntas principales de la IOE.

Calificaciones asignadas a la cartera de proyectos financiados por el FIDA en Ecuador^a

<i>Criterios</i>	<i>PISL</i>	<i>PVBTR</i>	<i>FAREPS</i>	<i>DINAMINGA</i>	<i>Cartera total</i>
Impacto en la pobreza rural	4	4	-	-	4
Desempeño del proyecto					
Pertinencia	4	5	5	5	5
Eficacia	4	4	-	-	4
Eficiencia	4	4	-	-	4
Sostenibilidad de los beneficios	4	4	-	-	4
Desempeño del proyecto^b	4.25	4.25	-	-	4.25
Otros criterios de desempeño					
Innovación	4	4	-	-	4
Ampliación de escala	3	3	-	-	3
Igualdad de género y empoderamiento de la mujer	3	3	-	-	3
Medio ambiente y gestión de los recursos naturales	5	5	-	-	5
Adaptación al cambio climático	4	4	-	-	4
Desempeño de la cartera de proyectos y logros generales^c	4	4			4

^a Escala de calificación: 1 = muy insatisfactorio; 2 = insatisfactorio; 3 = moderadamente insatisfactorio; 4 = moderadamente satisfactorio; 5 = satisfactorio; 6 = muy satisfactorio; n.p. = no presentado; n.a. = no aplicable.

^b Promedio aritmético de las calificaciones de pertinencia, eficacia, eficiencia y sostenibilidad de los beneficios.

^c Este no es un promedio de las calificaciones asignadas a los criterios individuales de evaluación, sino una evaluación general del proyecto, basándose en las calificaciones de pertinencia, eficacia, eficiencia, sostenibilidad de los beneficios, género, la innovación, la ampliación de alcance, medio ambiente y gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático.

Calificaciones finales de la Evaluación de la Estrategia y el Programa en Ecuador

	<i>Calificación</i>
Desempeño de la cartera de proyectos y logros generales^a	4
Actividades no crediticias^b	
Actuación normativa en los países	3
Gestión de los conocimientos	3
Creación de asociaciones	3
Evaluación general de las actividades no crediticias	3
Desempeño de los asociados	
FIDA ^c	4
Gobierno ^c	3
Desempeño de la estrategia y el programa en el país (general)^d	4
Pertinencia	4
Eficacia	4

^a No es un promedio aritmético de las calificaciones individuales de los proyectos.

^b No es un promedio aritmético de las calificaciones de la gestión de los conocimientos, la creación de asociaciones y la actuación normativa en los países.

^c No es un promedio aritmético de las calificaciones individuales de los proyectos. El desempeño de los asociados no se incluye en la evaluación general de los logros de los proyectos.

^d No es un promedio aritmético de las calificaciones de pertinencia y eficacia del desempeño de la estrategia del programa en el país. Las calificaciones de pertinencia y eficacia toman en cuenta la evaluación y las calificaciones de los resultados de la cartera, las actividades no crediticias y el desempeño de los asociados aunque no son un promedio aritmético de estos.

Proyectos financiados por el FIDA en Ecuador desde 1978

Nombre del proyecto	Tipo de proyecto	Costo Total millones USD	Aporte FIDA millones USD	Cofinanciación millones USD	Contraparte Nacional millones USD	Contribución Beneficiarios millones USD	Aprobación	Efectividad	Cierre	Estado
Proyecto de Desarrollo Pesquero	Desarrollo Pesquero	12,28	0,28	(IDB) 8,30	3,70	-	24-oct-78	01-feb-80	01-dic-83	Cerrado
Proyecto de Desarrollo Rural Integrado Sur de Loja	Desarrollo Rural	18,90	5,25	(IDB) 10,30	3,35	-	13-dic-83	11-oct-85	30-jun-91	Cerrado
Proyecto de Desarrollo Rural de la Cuenca Alta del Río Cañar	Desarrollo Agrícola	15,79	6,70	(P. bajos) 4,00 (WFP) 0,65	4,44	-	12-dic-90	28-jun-91	06-may-94	Cerrado
Proyecto de Desarrollo Rural Saraguro-Yacuambí	Desarrollo Agrícola	16,73	12,00	(WFP) 0,80	3,93	-	03-dic-92	24-may-94	31-dic-01	Cerrado
Proyecto de Desarrollo de los Pueblos Indígenas y Afroamericanos	Desarrollo Rural	50,00	15,00	(BM) 25,00	6,38	3,61	04-dic-97	02-nov-98	31-dic-04	Cerrado
Proyecto de Desarrollo del Corredor Central	Desarrollo Rural	24,29	14,84	-	6,20	3,25	02-dic-04	25-sep-07	30-sep-13	Cerrado
Proyectos Cubiertos por la Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País (EPPP) 2019										
Proyecto de Desarrollo en Ibarra-San Lorenzo	Desarrollo Rural	19,96	12,79	(GEF) 2,70	2,45	2,02	15-sep-09	04-mar-11	30-mar-17	Completado
Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales	Desarrollo Rural	68,97	17,30 (TU-LN) 10,00	(F. Esp.) 15,00	20,75	5,92	15-sep-11	30-may-12	31-dic-18	En proceso
Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria –FAREPS	Crédito Rural	35,97	15,90 (ASAP) 4,00	-	12,00	4,07	07-sep-15	05-sep-17	30-jun-21	En proceso
Programa Dinamizador de Alianzas Inclusivas en Cadenas de Valor-DINAMINGA	Desarrollo Rural	35,16	25,91	-	5,64	3,60	14-dic-16	29-dic-17	31-dic-22	En proceso
Total (EPPP 2019)		160,06	85,9	17,70	40,84	15,61				

Fuente: Base datos del FIDA, GRIPS.

Donaciones financiadas por el FIDA en Ecuador (2009-2019)

Numero de Donación	Nombre	Tipo	Países incluidos	Fecha de efectividad	Fecha de cierre	Cantidad USD mil.	Entidad receptora
G-G-FSP-21-	Proyecto de gestión sostenible de la biodiversidad y los recursos hídricos en el corredor Ibarra-San Lorenzo (FMAM)	País	Ecuador	04/05/2011	30/09/2017	2.70	Ministerio de Economía y Finanzas
G-I-R-1449-	Desarrollo de procesos normativos para conseguir un impacto a gran escala	Regional	México, El Salvador, Ecuador y Colombia	05/08/2013	20/01/2017	1.80	Centro Latinoamericano para el desarrollo rural (RIMISP)
20000049200	Escalar la investigación regional y las innovaciones de pequeños productos en la cadena de valor del cuy	Regional	Colombia, Perú, Bolivia Ecuador	03/09/2015	31/12/2018	0.39	Corporación Colombiana para la Investigación Agrícola
200000123700	FAREPS-Fondo del FIDA de Adaptación para la pequeña agricultura (ASAP)	País	Ecuador	05/09/2017	31/03/2023	2.85	Ministerio de Economía y Finanzas
200000094100	Programa de fortalecimiento de la innovación para mejorar los ingresos, la seguridad alimentaria y la resiliencia de los productores de papa	Regional	Perú, Ecuador y Bolivia	10/12/2015	30/06/2019	1.40	Centro Internacional de la Patata
200000151200	Jóvenes Rurales, territorios y oportunidades: una estrategia de diálogo de políticas	Regional	Colombia, México, Perú Ecuador	14/11/2016	30/06/2020	1.75	Centro Latinoamericano para el desarrollo rural (RIMISP)
200000161400	Programa regional para el empoderamiento económico, social y político de las poblaciones afrodescendientes	Regional	Perú, Brasil y Ecuador	03/04/2018	31/12/2021	1.80	Fundación Acua
G-I-R-1186-	Apoyo a la implementación de la gestión institucional de la Secretaría Técnica de Plan Ecuador "STPE"	País	Ecuador	01/02/2010	31/03/2012	0.19	Secretaría Técnica de Plan Ecuador
2000001632	Empoderando a las comunidades rurales para defender y promover su patrimonio gastronómico	Regional	Brasil, México, Argentina, Colombia, Kenia y Ecuador	19/08/2017	30/06/2021	0,9	Slow Food
						Total 13.98	

Fuente: Base datos del FIDA, GRIPS.

Lista de las personas clave con quienes se mantuvieron reuniones

Gobierno

Embajada de Ecuador en Roma, Italia

Nelson Robelly, Embajador de Ecuador en Italia

David Troya Esquivel, Segundo Secretario de la Embajada de Ecuador en Italia

Ministerio de Economía y Finanzas

Francisco Mejía, Viceministro

Gonzalo Maldonado, Subsecretario de Financiamiento Público

Geovanny Moreano, Director Nacional de Seguimiento y Evaluación del Financiamiento público

Juan Hidalgo, Jefe de Negociación de Financiamiento Público

Juan Valencia, Jefe de Seguimiento y Evaluación de Financiamiento Público

Ministerio de Agricultura y Ganadería

Xavier Enrique Lazo Guerrero, Ministro de Agricultura y Ganadería

Alfonso Roggiero, Asesor Ministerial

Karina Vásquez, Asesora Ministerial

Héctor Romero, Viceministro de Desarrollo Rural

Alejandra Calderón, Directora de Cooperación Internacional y Relaciones Internacionales

Adrián Lapuerta, Coordinador de planificación y gestión estratégica

Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversión y Pesca

Yuri Parreño, Viceministro

Diego Borja, Sub-secretaria de agroindustrias

Andrea Gómez, Directora de Desarrollo Agroindustrial, Acuícola y Pesquero

Dulce Garcia, Directora de Cooperación Internacional

Mirelle Vazcones, Directora de Inserción Estratégica Internacional

Ministerio de Inclusión Económica y Social

Marco Cazco, Viceministro de Inclusión Económica

Maria Elena Moncada, Directora de Relaciones Internacionales

Instituto de Economía Popular y Solidaria

Diego Castañeda, Director

Ministerio de Medio Ambiente

Andrés Mogro, Director Nacional de Adaptación al Cambio Climático

Carina Salinas, Coordinadora de Seguimiento y Evaluación

Robert Erreis, Especialista de Agricultura Sostenible

Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad

Patricio Garcés, Director de Gestión de Cooperación Internacional

Consortio de Gobiernos Autónomos del Ecuador

Marcela Andino, Subdirectora

Jeannette Cifuentes, Directora de Fomento Productivo

Milton Fuelantala, Técnico de Dirección de Fomento Productivo

Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo

Miguel Parreño, Director

Mercedes Valverde, Analista

Jennifer Arce, Analista

Miguel Játiva, Analista

Corporación Nacional de Finanzas Populares y Solidarias

Roberto Moreno, Presidente

Freddy Pérez, Director General

Martín Ramirez, Asesor

Cristina Cevallos, Asesora

Mercedes Salinas, Ex Presidenta

Jaime Patricio, Ex Director General

Consejo Nacional para la Igualdad de Pueblos y Nacionalidades

Ángel Eduardo Tipán, Secretario Técnico

Servicio Nacional de Derechos Intelectuales

Wilson Usiña Reina, Miembro Principal

Proyecto FAREPS

Janeth Torres, Coordinadora del Proyecto FAREPS

Viviana Oviedo, Analista del Proyecto FAREPS

Proyecto Buen Vivir

Oswaldo Norman Massuh, Gerente del Programa - encargado

Sonia Paulina Borja, Directora Administrativa Financiera - encargada

Angélica Patricia Burbano, Servidor Público 5

Xavier Antonio Paredes, Servidor Público 7

Norma Andrea Aguayza, Analista Jurídica

Myriam Susana Carrillo, Contadora

Luis Marcelo Moran Tafur, Analista de Talento Humano

Ximena Del Pilar Quiroga, Analista Administrativa Financiera

Margarita Del Rocio Ortiz, Secretaria

Carmen Elena Ruiz, Servidor Público

Luisa Delgado, Ex Subgerente técnico

Dulce M. Garcia, Ex Responsable de monitoreo

Ricardo Lambert, Ex Director Administrativo Financiero

Proyecto DINAMINGA

Ramiro Pérez, Coordinador del Proyecto

FIDA

Santiago Carrillo, Ex- Oficial de Enlace FIDA Ecuador

Instituciones internacionales/donantes

Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

John Preissing, Ex Representante

Juan Calles, Coordinador de Proyectos GEF

Johanna Flores, Coordinadora de Programas

Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo

Eva Otero Dorado, Ex Responsable de Programas

Mario Fanjul Benítez, Ex Responsable de Proyectos y Planificación

Naciones Unidas

Arnaud Peral, Coordinador Residente

Esther Almeida, Oficial de Coordinación

PRO Amazonia (PNUD)

Verónica Moreno, Técnico de comunicaciones y relaciones públicas

Banco Interamericano de Desarrollo

Marisol Inurritegui, Responsable de Desarrollo Rural

Organizaciones no-gubernamentales y asociaciones

Fondo de Inversión Ambiental Sostenible

Santiago Silva

Slow Food

Esteban Tapia, consejero internacional

Paola Roveglia, socio

Marta Arosio, socio

Luis Francisco Pietro, socio

ACUA

David Soto, oficial

Emperatriz Arango, coordinadora

Sector privado

Asociación Nacional de Fabricantes de Alimentos y Bebidas del Ecuador

Christian Wahli, Presidente Ejecutivo

Julio de la Calle, Director de Proyectos

Delivery Associates

Guilherme Trivellato, Jefe de Proyectos

Instituciones de investigación o formación profesional

Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias (INIAP)

Juan Manuel Domínguez, Director Ejecutivo
William Veira, Director de Investigación
Gabriela Robelino, Directora de Investigación

Centro Latinoamericano para el desarrollo rural

Ney Barrionuevo, Director Ecuador

Centro Internacional de la Papa

Andre Devaux, Ex Director para América Latina y el Caribe

Claudio Velasco, Coordinador de Investigación para América Latina y el Caribe

Beneficiarios

Asociación de Desarrollo Productivo Chuqa (ADEPACH)

Wilber Patiño, Presidente
Danilo Benavides, Vocal
Cecilio Tayon, Vocal
Miguel Ramo, Socio
Federman Chacholo, Socio
Santiago Gavidia, Socio
Fernando Jar, Secretario de Junta de Agua

Asociación la PAMPA

Belgica Chongobalin, Socia
Maria Pilemunga, Socia
Enrique Moreta, Socio
Maria Chicaiza, Socia
Maria Sanchez, Socia
Carlos Morales, Socio
Tania Morales, Socia
Maria Chongobalin, Socia
Gloria Samoreta, Socia
Rosio Morales, Tesorera
Marcia Jacome, Socia
Maria Moreta, Socia
Byron Moreta, Socio
Marcial Chango, Socio
Vivian Moreta, Socia
Sonia Moreta, Socio
Edna Morales, Socia
Senaída Moreta, Socia
Ligia Morales, Socia
Luis A., Socio

Ana Chongobalin, socia

Bertha Chiquisa, Socia

Asociación de productores y Comercializadores de Huevos de Campo del Cantón Quero – APROHCAM

Rosa Amada Sánchez Paucar, socia

Ana Beatriz Velasco, socia

Rosa Romero Chang, socia

Palacios Palacios Fabiola, socia

María Hernández, socia

Rene Naranjo, socia

Zoila Remache, socia

Laura Sánchez, socia

María Palacios, socia

Arquímedes Orlando Guerrero, socio

Luis Aníbal Analuisa Urco, socio

Mariana Ocaña, socia

Maida Narcisa Remache, socia

Gladis Fabiola Salcedo Cali, socia

María Audelia Casa Criollo, socia

Olga María Gallo Freire, socia

Marlene Analuisa, socia

Franklin Melo, socio

Janeth Sánchez Analuisa, socia

María Calderón Ramos, socia

Gloria Freire Freire, socia

Segundo Palacios Romero, socio

Rover Llovan Naranjo Guerrero, socio

Aida Esmeralda Freire Zorio, socia

Luzmila Villagómez,

Asociación de productores de guarango y frutales-ASOPROGF

Narcisa Olivia, Socia

Juan Carlos Almeida, Socio

Edision Fabián, Socio

Isabel Erazo, Socia

Mónica Inés Gavilanes, Socia

Lili América Granizo, Socia

Luis Augusto Granizo, Socio

Rafael Bolívar Lara, Socio

Martha Haro, Socia

Wilson Álvarez, Socio

Asociación ÑUKANCHIK ÑAN

Leonardo Ati, Socio

Tiburcio Halca, Socio

Alfredo Ati, Socio

Jose Maria Bucancela, Socio

Umbelina Ati, Socia

Angelica Ati, Socia

Delfina Ati, Socia

Carmelo Ati, Socio

Asociación de productores e industrializadores de lácteos y sus derivados San Simón

Carlos Segundo Garcia, Socio

Luis Nicanor Moposita ch, Socio

Maria Chimbo Curi, Socia

Jenny Tamami Yallico, Socia

Marcela Arellano, Socia

Maria Sara Arellano, Socia

Alberto Arellano ch, Socio

Isidro Arellano, Socio

Ricardo Chimbolema, Socio

Benedicto Tamami, Socio

Nelson Curi, Socio

Benancio Tamami, Socio

Elvia Tamami, Socia

Carmen Tamami, Socia

Norma Alexaandra Arellano, Socia

Anacleto Guamba, Socio

Marianita luisa yallica, Socia

Maria Hilda Tamami Arellano

Tomas Agualongo Chimbolema, Socio

Angelcecilio Agualongo, Socio

Virgilio Moposita, Socio

Asociación de productores agropecuarios y de comercialización "San Lorenzo"

Laura López, Socia

Mariana Tixi, Socia

Juan Chacan, Socio

Samuel Choapanta, Socio

Ángel López, Socio

Ángel Saltos, Socio
María Inés Jaya, Socia
Fausto Bonilla García, Socio
Clara Secaira, Socia
Gloria Alban, Socia
Nepalí Bonilla, Socia
Luis López, Socio

Asociación San Antonio

Orlando Plaza, Socio
Jesús Bravo, Socio
Mayra Valdiviezo, Socia
Alejandrina Pincay, Socia
Indauro Choez, Socio
Elva Penafiel, Socia
Luis Calderon, Socio
Diosa Sacherz, Socia
Antonio Sanches, Socio
Angela Vera, Socia
Sara Vera, Socia
Alberto Sanchez, Socio

Teoría del cambio para el programa del FIDA en Ecuador (2009-2019)

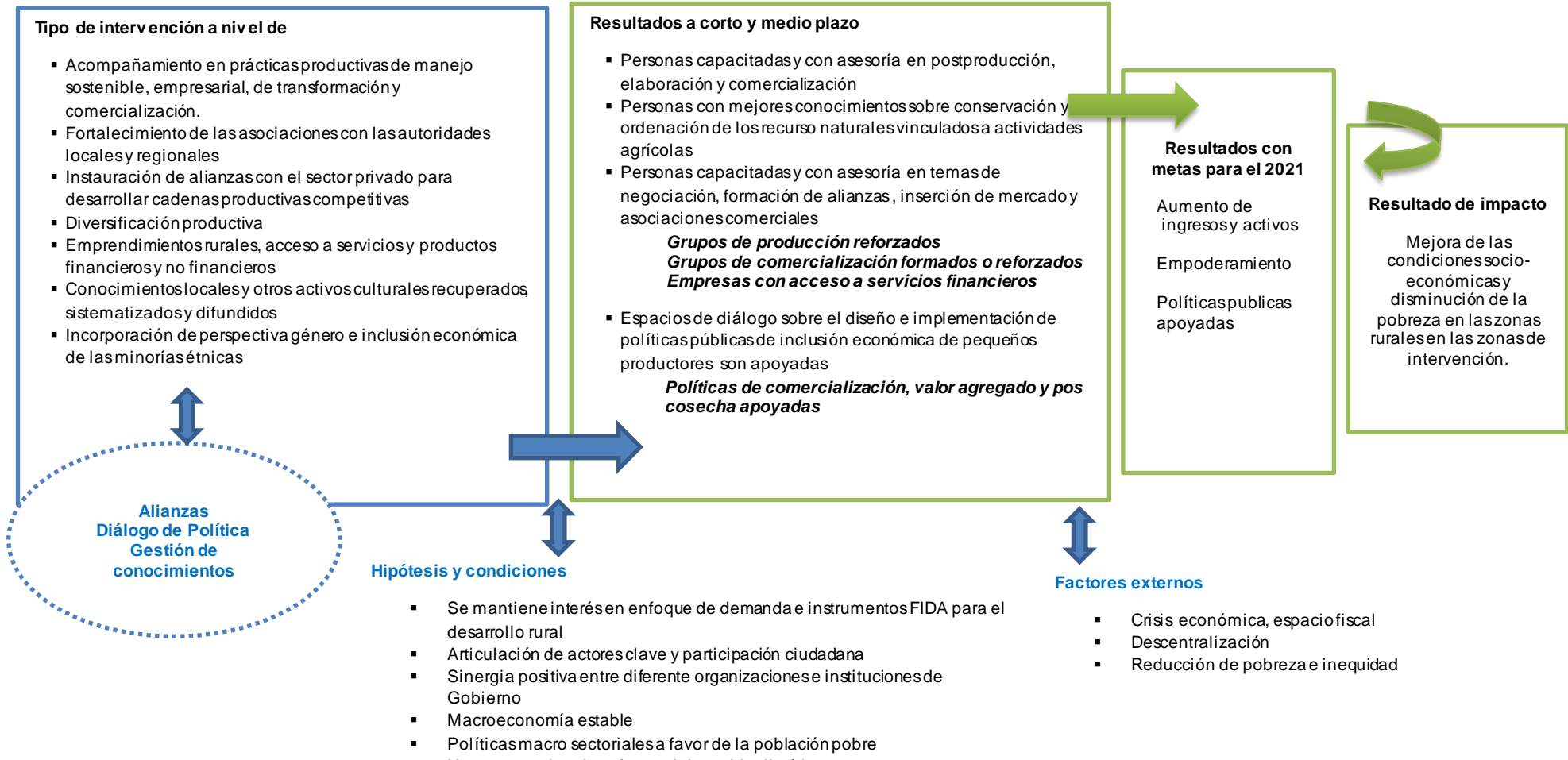
Objetivos estratégicos COSOP (2014/ extensión 2018)

- Mejora el acceso a activos y recursos para apoyar la diversificación de la economía rural
- Incremento de las capacidades de los productores y emprendedores rurales para que participen en la formulación y se beneficien de políticas productivas inclusivas



Contribución del programa FIDA Ecuador a:

- Marco estratégico FIDA
- Plan Nacional para el Buen Vivir
- Plan Nacional de Desarrollo
- SDGs



Bibliografía

Documentación relativa a los proyectos

IOE elaborará una lista completa de documentos sobre los proyectos que cubrirá la EEPP para ser revisada por el grupo de consultores.

FIDA Estrategia/Política

- Marco Estratégico del FIDA (2007-2010), 2007.
- Marco Estratégico del FIDA (2011-2015), 2011.
- Marco Estratégico del FIDA (2016-2025), 2015.
- Igualdad de género y empoderamiento de la mujer, 2012.
- Estrategia con relación a asociaciones, 2012.
- Actuación del FIDA en relación con los países de ingresos medios, 2011.
- Política y estrategia del FIDA de presencia en los países, 2011.
- Estrategia relativa al sector privado – Intensificación de la actuación del FIDA en relación con el sector privado, 2011.
- Gestión de recursos naturales y medio ambiente, 2011.
- Actuación en relación con los pueblos indígenas, 2009.
- Financiación Rural, 2009.
- Política del FIDA sobre la mejora del acceso a la tierra y seguridad de la tenencia, 2008.
- Estrategia de innovación del FIDA, 2007.
- Estrategia para la Gestión de Conocimientos, 2007.

Documentos de LAC

- Documentos sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) para Ecuador, 2004.
- Documentos sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) para Ecuador, 2014.
- Documentos sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) para Ecuador, 2014 (extensión 2018).
- Revisión de la cartera (2008-2009; 2009-2010; 2010-2011; 2011-2012; 2013-2014; 2014-2015).
- Informe regional - Apoyando la puesta en marcha de la Estrategia del FIDA, Diálogo de políticas para el desarrollo rural, 2011.

Documentos de Evaluación

- Manual de Evaluación de la IOE, 2015.
- Evaluación del Programa en el País-República del Ecuador, 2014.

Otra documentación relevante

Documentos del Gobierno del Ecuador

- Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013.
- Plan Nacional para el Buen Vivir 2014-2017.
- Estrategia Nacional para la Igualdad y la Erradicación de la Pobreza 2014.
- Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021.
- Plan de Prosperidad 2018-2021.
- Estrategia Nacional de Soberanía Alimentaria Nutricional.

Otras Referencias

- Banco Central del Ecuador (2018). Producto Interno Bruto. Consultado en: Enero 2018). <https://www.bce.fin.ec/index.php/boletines-de-prensa-archivo/item/975-producto-interno-bruto-2>
- Banco Central del Ecuador (2019). Evolución de las Remesas. Consultado en: Enero 2019. <https://contenido.bce.fin.ec/frame.php?CNT=ARB0000985>
- Banco Mundial (2018). AOD neta recibida. Consultado en: Diciembre 2018. <https://datos.bancomundial.org>
- Banco Mundial (2018). Ecuador: panorama general y Country Profile. Consultado en Diciembre 2018 y Enero 2019. <http://www.bancomundial.org/es/country/ecuador/overview> and <http://documents.worldbank.org/curated/en/835601530818848154/pdf/Ecuador-SCD-final-june-25-06292018.pdf>
- CEPAL (2018). Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2018. Consultado en Enero 2019. <https://www.cepal.org/es/publicaciones/43964-estudio-economico-america-latina-caribe-2018-evolucion-la-inversion-america>
- Gobierno del Ecuador (2019). Plan Nacional de Buen Vivir (2013-2017). Consultado en Enero 2019. <http://www.buenvivir.gob.ec/inicio>
- INEC (2017). Presentación de los principales resultados ESPAC 2017. Consultado en Diciembre 2018. www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Estadisticas_agropecuarias/espac/espac_2017/Presentacion_Principales_Resultados_ESPAC_2017.pdf
- INEC (2018). Reporte de pobreza y desigualdad 2018. Consultado en Enero 2019. http://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/POBREZA/2018/Junio-2018/Informe_pobreza_y_desigualdad-junio_2018.pdf
- OECD (2019). Aid at Glance. Consultado en Enero 2019. <http://www.oecd.org/countries/ecuador/aid-at-a-glance.htm>
- PNUD Ecuador (2016). Informe sobre Desarrollo Humano 2016. Consultado en Enero 2019. www.ec.undp.org/content/dam/ecuador/docs.
- PNUD Ecuador (2018). Informe sobre Desarrollo Humano 2018. Consultado en Enero 2019. www.ec.undp.org/content/dam/ecuador/docs.
- Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo, SENPLADES (2017). Plan Nacional de Desarrollo (2017-2021). Consultado en Diciembre 2018. http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2017/10/PNBV-26-OCT-FINAL_0K.compressed1.pdf.